Automne 2024

L'économie allemande en

Bouleversement – situation économique et

Croissance faible



Contrat de prestations du ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du climat Le groupe de projet Diagnostic communautaire comprend :











Contrat de service du Ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du climat



Le groupe de projet Diagnostic communautaire comprend : L'Institut allemand de recherche économique (DIW Berlin) www.diw.de



Institut ifo – Institut Leibniz pour la recherche économique de l'Université de Munich eV www.ifo.de



en coopération avec :

Institut autrichien de recherche économique (Wifo) www.wifo.ac.at

Institut de Kiel pour l'économie mondiale (IfW Kiel) www.ifw-kiel.de



Institut Leibniz de recherche économique de Halle (IWH) www.iwhhalle.de



RWI – Institut Leibniz de recherche économique www.rwiessen.de



en coopération avec : Institut d'études avancées de Vienne www.ihs.ac.at

imprimer

Achevé à Berlin le 19 septembre 2024

Éditeur : Groupe de projet de diagnostic communautaire

Référence : Institut de Kiel pour l'économie mondiale, Kiellinie 66, 24105 Kiel

Prix de l'abonnement : 10 euros

Satz : New Communication GmbH & Co. KG

Tous droits réservés

www.gemeinschaftsdiagnose.de

Le groupe de projet Diagnostic commun présente ici son analyse de l'évolution de l'économie mondiale et de l'économie allemande, qu'il a préparée pour le compte du ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du climat.

Le 149ème diagnostic commun avec le titre

L'économie allemande en transition – Économie et croissance faibles

contient des prévisions détaillées à court terme jusqu'en 2026 et une projection à moyen terme de l'évolution économique jusqu'en 2029. Le thème principal traite des aspects économiques et structurels de l'épargne des ménages privés.

L'économie allemande est au point mort depuis plus de deux ans . Une lente reprise devrait s'amorcer au cours des prochains trimestres . Mais dans un avenir prévisible , la croissance économique ne pourra plus suivre la tendance d'avant la pandémie de COVID-19. La décarbonisation , la numérisation, le changement démographique et probablement aussi une concurrence accrue des entreprises chinoises ont déclenché en Allemagne des processus d'ajustement structurel qui freinent les perspectives de croissance de l'économie allemande.

Le produit intérieur brut devrait diminuer de 0,1 % en 2024 et augmenter respectivement de 0,8 % et 1,3 % au cours des deux prochaines années. Les instituts revoient légèrement à la baisse leurs prévisions du printemps 2024. Cette modeste reprise est alimentée par la hausse de la consommation privée, stimulée par de fortes augmentations du revenu réel disponible. La reprise économique sur des marchés de vente importants, tels que les pays européens voisins , soutiendra le commerce extérieur allemand . Associé à des conditions de financement plus favorables, cela profite aux investissements fixes.

La politique économique devrait réduire les obstacles à la productivité , permettre un changement structurel et réduire l'incertitude politique.

Les discussions préalables avec diverses institutions ont une fois de plus largement contribué au succès du diagnostic commun. Nous tenons à remercier toutes les personnes impliquées, des ministères fédéraux, de la Bundesbank allemande, de la Banque centrale européenne et de l' Office fédéral de la statistique.

Le diagnostic commun ne serait pas possible sans une grande équipe des instituts participants. Les personnes suivantes ont directement contribué à ce rapport :

Niklas Benner (RWI), Sandra Bilek-Steindl (WIFO), Dr.

Boris Blagov (RWI), Prof. Jens Boysen-Hogrefe (IfW), Nina Brehl (DIW), Dr. Andreas Cors (IWH), Maximilian Dirks (RWI), Dr. Andrej Drygalla (IWH), Dr. Stefan Ederer (WIFO), Franziska Exß (IWH), Dr. Inès Fortin (IHS), Friederike Fourné (ifo), Prof. Britta Gehrke (DIW), Dr. Christian Glocker (WIFO), Dr. Klaus-Jürgen Gern (IfW), Dr. Dominik Groll (IfW), Dr. Daniela Grozea-Helmenstein (IHS), Dr. Angelina Hackmann (DIW), Dr. Katja Heinisch (IWH), Timo Hoffmann (IfW), Dr. Pia Hüttl (DIW), Niklas Isaak (RWI), Dr.

Nils Jannsen (IfW), Dr. Robin Jessen (RWI), Martina Kämpfe (IWH), Dr. Habil. Konstantin Kholodilin (DIW), Dr. Florian Kirsch (RWI), Prof. Dr. Tobias Knedlik (IWH), Dr. Sebastian Koch (IHS), Clara Krause (RWI), Frederik Kurcz (DIW), Max Lay (ifo), Dr. Robert Lehmann (ifo), Dr. Axel Lindner (IWH), Dr. Sebastian Link (ifo), Sascha Möhrle (ifo), Sukanya Mukherjee (IWH), Laura Pagenhardt (DIW), Jan Reents (IfW), Marie Rullière (DIW), Philip Schacht-Picozzi (RWI), Moritz Schasching (ifo), Dr. Jan-Christopher Scherer (DIW), Dr. Teresa Schildmann (DIW), Christian Schröder (IfW), Birgit Schultz (IWH), Nils Sonnenberg (IfW), Dr. Ruben Staffa (DIW), Kristin Trautmann (DIW), PD Dr. Klaus Weyerstraße (IHS), Gérôme Wolf (ifo), Prof. Dr. Maik Wolters (IfW), Lara Zarges (ifo), Dr. Götz Zeddies (IWH).

D'autres employés des instituts ont contribué à ce succès. Nous vous remercions beaucoup pour cela. Nous tenons à remercier le Dr pour avoir organisé le diagnostic commun. Karina Böhm au nom de toutes les personnes impliquées au DIW Berlin. Nos remerciements vont à l'équipe éditoriale de l'IfW pour la préparation de la version imprimée.

Berlin, le 19 septembre 2024

Dr Géraldine Dany-Knedlik Institut allemand de recherche économique de Berlin (DIW)

Prof. Dr. Olivier Holtemöller

Institut Leibniz de recherche économique de Halle (IWH)

Professeur Dr. Stefan Kooths

Institut de Kiel pour l'économie mondiale (IfW Kiel)

Professeur Dr. Torsten Schmidt

RWI - Institut Leibniz de recherche économique

Professeur Dr. Timo Wollmershäuser

Institut ifo – Institut Leibniz pour la recherche économique de l'Université de Munich eV

Version courte	10
Situation et prévisions de l'économie mondiale	14
aperçu	14
Lente baisse de l'inflation sous-jacente	1/
Politique monétaire et financière modérée	16
perspectives	16
Risques	
Les régions en détail	18
Focus : Sur l'augmentation significative des taux d'endettement publics dans les	
économies importantes	21
Situation économique dans la zone euro	23
La politique monétaire devient progressivement moins restrictive	23
La politique budgétaire devient progressivement restrictive	25
Perspectives : la dynamique économique ne s'accélérera pas avant 2025	26
Focus : Sur les implications de politique économique de la croissance	
Le populisme en Europe	29
Définitions	29
Succès électoraux et causes possibles	29
Positions de politique économique des partis populistes	30
Conséquences d'une politique économique populiste	31
2. Situation et prévisions de l'économie allemande	32
aperçu	32
Risques	37
L'environnement financier s'améliore progressivement	38
La politique financière n'a qu'un effet modéré sur l'économie	38
Le développement en détail	41
La production reste modérée	41
Le changement structurel affecte le commerce extérieur	42
Les investissements en équipements ont fortement diminué	46
Le bilan des investissements dans la construction en vue	47
La consommation privée dépasse les niveaux d'avant la crise	48
Consommation publique en baisse	49
Le chômage continue d'augmenter pour le moment	4.0
La dynamique des salaires est en déclin	51
L'inflation est largement normalisée, mais les prix des services continuent	
d'augmenter fortement	52
Des déficits toujours élevés dans les budgets publics	53

3. Estimation du potentiel et projection à moyen terme	58
Estimation du potentiel de production	58
Cadre international de projection à moyen terme	61
Projection du développement économique global jusqu'en 2029	62
4. Sur la politique économique	64
Récession et faible croissance en Allemagne	64
Le commerce mondial revient sur la bonne voie – faible croissance spécifique à l'Allema	gne65
Un choc d'offre négatif déclenche le ralentissement	68
Désindustrialisation en Allemagne ?	68
Jusqu'à présent, la politique économique a fait partie du problème plutôt que de la solutior	n 69
Implications en matière de politique économique	70
5. L'épargne des ménages privés en Allemagne : aspects économiques et structurels	73
Enregistrez ce VGR	
Taux d'épargne en comparaison internationale	
Déterminants du taux d'épargne	
	80
Déterminants économiques du taux d'épargne allemand La vérification	82
Évaluation des indicateurs pour les prévisions à court terme	
Conclusion	84
Annexe : Principaux agrégats de secteurs	85
	89
Annexe : Tableaux des comptes nationaux	08

DG Automne 2024

Liste des illustrations

1. Situation et prévisions de l'économie mondiale

Graphique 1.1 Production économique totale dans le monde Graphique 1.2	15
Révision des prévisions Graphique 1.3	
Dette publique brute Graphique 1.4 Dette publique mondiale Graphique	20
1.5 Part du secteur public dans la dette totale mondiale du	
secteur non financier	
	21
Graphique 1.6 Dépenses liées au service de la dette	22
Graphique 1.7 Déficits publics Graphique	22
1.8 La situation monétaire dans la zone euro Graphique 1.9	24
Corridor des taux d'intérêt et réserves des banques centrales	28
Graphique 1.10 Part des voix des partis populistes en Europe Graphique	30
1.11 Expression des mouvements contestataires et	
Rhétorique anti-élite des partis	31
Graphique 1.12 Positions des partis nationaux sur la politique migratoire et le	
marché intérieur de l'UE	31
2. Situation et prévisions de l'économie allemande	
Graphique 2.1 Produit intérieur brut Graphique	33
2.2 Utilisation des capacités Graphique 2.3	
Production et valeur ajoutée brute dans le secteur manufacturier	
	41
Figure 2.4 Exportations de biens par secteur Figure 2.5 Avantage	42
concurrentiel relatif de l'Allemagne par rapport à la Chine 43	
Graphique 2.6 Exportations de biens allemandes par région	44
Graphique 2.7 Exportations	44
Graphique 2.8 Importations	45
Graphique 2.9 Investissements en équipement Graphique	46
2.10 Investissements dans la construction	47
Graphique 2.11 Dépenses de consommation des ménages privés	48
Graphique 2.12 Personnes occupées	49
Graphique 2.13 Chômeurs	50
Graphique 2.14 Prix à la consommation	52
Graphique 2.15 Prix à la consommation sans énergie	
Graphique 2.16 Primaire structurel équilibre	55

3. Estimation du potentiel et projection à moyen terme Figure 3.1 Composantes de l'évolution du volume de travail selon la méthode UE 59 modifiée (MODEM) 60 Figure 3.2 Révisions du PTF Figure 3.3 Composantes de l'évolution de la production potentielle selon la méthode UE modifiée 60 (MODEM) Figure 3.4 Potentiel de production selon la méthode UE modifiée (MODEM) 61 Graphique 3.5 Écart de production selon la méthode UE et la méthode UE modifiée 62 4. Sur la politique économique Figure 4.1 Produit intérieur brut en Allemagne et tendance 2012 à 2024 64 65 Figure 4.2 Révision de l'estimation potentielle pour 2024 par rapport à 2019 Figure 4.3 -Composantes d'utilisation du produit intérieur brut en Allemagne et tendances de 2011 à 2019 66 Figure 4.4 Résultats de simulation pour le commerce mondial, les exportations allemandes 67 et le produit intérieur brut en Allemagne Figure 4.5 69 Parts des secteurs économiques dans la valeur ajoutée brute Figure 4.6 Contributions des secteurs économiques et changement structurel au progrès de la productivité 70 5. L'épargne des ménages privés en Allemagne : aspects économiques et structurels 74 Graphique 5.1 Soldes financiers des secteurs nationaux Graphique 5.2 Taux d'épargne dans certains pays 75 Figure 5.3 Déterminants du taux d'épargne (17 pays, moyennes 1999-2022) 80 Figure 5.4 Comparaison des taux d'épargne sélectionnés Figure

5.5 Décomposition de l'évolution du taux d'épargne

80

Liste des tableaux

1. Situation et pr	évisions de l'économie mondiale	
Tableau 1.1	Produit intérieur brut réel, prix à la consommation et	
	Taux de chômage dans le monde	17
Tableau 1.2	Données clés sur le développement économique aux États-Unis	
Tableau 1.3	Soldes financiers des budgets publics dans certains pays	
	de la zone euro	26
Tableau 1.4	Données clés sur le développement économique dans la zone euro	26
Tableau 1.5	Produit intérieur brut, prix à la consommation et	
	Taux de chômage dans l'Union européenne	27
2. Situation et pr	évisions de l'économie allemande	
Tableau 2.1	Données trimestrielles sur l'évolution des composantes	
	d'utilisation du produit intérieur brut Contributions	32
Tableau 2.2	à la variation du produit intérieur brut Composantes statistiques	
Tableau 2.3	du taux de variation du produit intérieur brut Données clés de	
	la prévision pour l'Allemagne	34
Tableau 2.4	Prévision et correction des prévisions pour	
Tableau 2.5	l'année 2024 Décomposition de la correction prévue pour	
Tableau 2.6	l'année 2024 Hypothèses des prévisions Mesures de politique	
Tableau 2.7	financière Produit intérieur	
Tableau 2.8	brut et valeur ajoutée brute par	39
Tableau 2.9	secteur économique Indicateurs du commerce extérieur	
Tableau 2.10		
Tableau 2.11	Investissements en construction	
Tableau 2.12	Équilibre du marché du travail	
Tableau 2.13	Sur l'évolution des salaires	51
Tableau 2.14	Indicateurs financiers sélectionnés	54
Tableau 2.15	Solde financier, solde financier structurel et solde primaire	
	structurel des administrations publiques	55
3. Estimation du	potentiel et projection à moyen terme	
Tableau 3.1	Potentiel de production et ses déterminants selon la	
	méthode UE et la méthode UE modifiée Emploi,	61
Tableau 3.2	productivité et croissance économique Utilisation du produit	63
Tableau 3.3	intérieur brut nominal	63
4. Sur la politique	e économique	
Tableau 4.1	Croissance potentielle et contributions du travail à la croissance,	
	Capital et productivité	64

5. L'épar	gne des	ménages	privés	en Allema	gne:
aspect	ts éconoi	miques et	structu	rels	

Tableau 5.1	Facteurs influençant le taux d'épargne et leur pertinence pour l'Allemagne	77
Tableau 5.2	Le taux d'épargne dans l'évolution démographique	8
Tableau 5.3	Corrélations entre l'épargne et d'autres variables	
	macroéconomiques pour la première série de révisions	82
Tableau 5.4	Sauvegardes de la qualité des prévisions	83
Tableau 5.5	Qualité prédictive du taux d'épargne	83
Liste des cas	es	
1. Situation et p	prévisions de l'économie mondiale	
Encadré 1.1	Sur le nouveau cadre de politique monétaire de la BCE	28
2. Situation e	t prévisions de l'économie allemande	
Encadré 2.1	Correction des prévisions pour 2024 Sur la	35
Encadré 2.2	compétitivité des exportateurs allemands par rapport à la	
	Chine	43
5. L'épargne	des ménages privés en Allemagne :	
aspects éc	onomiques et structurels	
Encadré 5.1	Modèles de cycle de vie	76

L'économie allemande en transition – Économie et croissance faibles

L'économie allemande est au point mort depuis plus de deux ans. Bien que la production économique ait légèrement augmenté au début de l'année, elle s'est à nouveau contractée au deuxième trimestre. Une lente reprise devrait s'amorcer au cours des prochains trimestres.

Mais la croissance économique reviendra à la tendance d'avant la pandémie de COVID-19

ne pourra plus continuer dans un avenir prévisible. Décarbonisation, numérisation, changement démographique et probablement aussi une concurrence accrue avec l'ONU.

Les entreprises chinoises ont déclenché en Allemagne des processus d'ajustement structurel qui freinent les perspectives de croissance de l'économie allemande.

Les changements structurels et le ralentissement économique affectent particulièrement le secteur manufacturier. Le

La compétitivité des fabricants de biens d'équipement et des industries à forte intensité énergétique souffre de la hausse des coûts de l'énergie et de la concurrence croissante des produits industriels de haute qualité en provenance de Chine, qui supplantent les exportations allemandes sur les marchés mondiaux. Sur le plan économique, le secteur manufacturier souffre également de la faiblesse de l'économie industrielle mondiale et du manque de nouvelles commandes qui en découle. La sous-utilisation importante du secteur manufacturier est atténuée par l'augmentation parfois forte de la valeur ajoutée brute dans les domaines des services, en particulier ceux qui sont dominés par l'État.

Une reprise dynamique n'est pas attendue au cours de la période de prévision, car les obstacles économiques ne devraient se dissiper que progressivement. Porté Cette modeste reprise sera probablement tirée par une hausse de la consommation privée, qui sera stimulée par de fortes augmentations du revenu réel disponible. La reprise économique sur des marchés de vente importants, tels que les pays européens voisins, soutiendra le commerce extérieur allemand. Associé à des conditions de financement plus favorables, cela profite aux investissements fixes. La politique financière est légèrement restrictive.

Au total, le produit intérieur brut devrait diminuer de 0,1 % en 2024 puis augmenter respectivement de 0,8 % et 1,3 % au cours des deux prochaines années. Les instituts révisent légèrement à la baisse leurs prévisions du printemps 2024, notamment parce que la reprise dans l'industrie est désormais plus faible. Le taux de chômage sera de 6 % cette année et l'année prochaine avant de tomber à 5,7 % en 2026.

L'emploi devrait légèrement augmenter au cours de la période de prévision. L'inflation sera cette année encore proche de l'objectif de la BCE à 2,2 % et 2,0 % en 2025 et 2026.

Un risque pour l'expansion supposée de l'économie allemande réside dans une nouvelle augmentation de l'incertitude concernant le cadre de politique économique, ce qui ralentirait la propension à acheter des ménages privés et des entreprises. En outre

Il existe une incertitude considérable quant à la mesure dans laquelle les processus d'ajustement structurel pèseront sur le potentiel de production économique global.

L'économie mondiale connaît actuellement une croissance plus lente qu'avant la pandémie, les différences entre les régions se réduisant.

Tandis que la dynamique ralentit aux États-Unis, elle est freinée en Chine par des problèmes structurels . Après une phase de stagnation, l'Europe montre les premiers signes de reprise. Le secteur des services est le moteur de l'expansion économique mondiale et la production industrielle, en particulier dans les marchés émergents, se redresse également dans une certaine mesure. Cela se reflète dans l'augmentation des échanges de marchandises au premier semestre 2024, mais la dynamique ralentit à nouveau depuis l'été 2024.

Aux États-Unis, la dynamique économique s'est avérée robuste au premier semestre, tirée par la consommation privée et publique ainsi que par les investissements des entreprises soutenus par le gouvernement. Cependant, on assiste désormais à un ralentissement progressif. Le marché du travail montre ses premières faiblesses et les investissements dans la construction ont également diminué. Les perspectives de la consommation privée, pilier central de l'économie américaine, se détériorent.

Dans la zone euro et en Grande-Bretagne, la production économique a légèrement augmenté au premier semestre après un an et demi de stagnation . La forte croissance continue des salaires réels et la hausse de l'emploi laissent présager une reprise de la consommation privée en Europe . Les services en profitent principalement , tandis que le développement du secteur manufacturier est jusqu'à présent resté faible. L'économie a tendance à être plus faible dans les pays à forte proportion d'industries, tandis qu'elle est plus forte dans les économies à forte proportion de services .

En Chine, la crise immobilière continue de mettre à rude épreuve l'économie et d'avoir un impact sur la consommation privée. Avec la faiblesse de l'économie nationale, l'importance des exportations pour l'économie augmente, d'autant plus que l'industrie chinoise a construit des capacités supplémentaires considérables ces dernières années.

Les prix des matières premières industrielles ont fortement augmenté au printemps 2024, mais ont récemment baissé et n'étaient que légèrement plus élevés en août qu'un an plus tôt. Les phénomènes météorologiques extrêmes augmentent le risque de hausse des prix des denrées alimentaires. Les prix du pétrole et du gaz sont volatils en raison des incertitudes géopolitiques. Les coûts du fret maritime ont également considérablement augmenté, en partie à cause de l'allongement des itinéraires résultant des attaques terroristes.

L'inflation s'avère plus forte que prévu il y a quelques mois . Aux États-Unis, l'inflation n'est tombée qu'à 2,9% en août, tandis que dans la zone euro, elle a baissé un peu plus fortement, passant de 2,8% à 2,2% sur la même période. L'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) reste élevée et ne diminue que progressivement. Elle a stagné ces derniers mois, notamment dans la zone euro . Les prix des services continuent d'augmenter fortement, car des domaines tels que les loyers réagissent avec retard à l'augmentation des prix.

Compte tenu de la baisse des taux d'inflation, la plupart des banques centrales ont désormais amorcé un redressement des taux d'intérêt et le degré de restriction de la politique monétaire devrait désormais diminuer lentement dans les grandes économies . Cependant, la banque centrale japonaise adopte une approche différente , car elle n'a commencé à abandonner sa politique de taux d'intérêt négatifs et à resserrer sa politique monétaire que relativement tard.

La politique budgétaire sera probablement légèrement restrictive dans la plupart des économies . Même si la suppression des mesures de soutien a un effet restrictif, les programmes d'investissement à long terme aux États-Unis et en Europe devraient soutenir l'expansion. Cependant, le niveau des taux d'intérêt, qui reste élevé malgré le retournement des taux d'intérêt, est susceptible d'accroître la pression sur les budgets publics en faveur d'une consolidation .

L'économie mondiale ne connaîtra probablement qu'une croissance modérée au cours de la période de prévision, soutenue principalement par le secteur des services et la consommation. Il est toutefois peu probable que les tendances récessionnistes aux États-Unis s'enracinent. Les investissements restent orientés à la hausse et devraient être progressivement stimulés par de nouvelles baisses des taux d'intérêt. L'expansion devrait être un peu plus forte dans l'UE et en Grande-Bretagne, tandis qu'aux États-Unis et en Chine, elle devrait ralentir. L'expansion restera forte dans les pays industrialisés d'Asie et notamment en Inde. L'inflation continuera probablement à baisser au cours de la période de prévision. Les prix de l'énergie y contribueront davantage, surtout dans les mois à venir, tandis que le taux de base ne baissera que lentement.

Il existe des risques liés aux tensions géopolitiques et aux conflits commerciaux potentiels. Les récentes turbulences sur les marchés financiers montrent que les risques économiques pourraient également provenir des marchés financiers. En outre, le fardeau croissant de la dette de certains pays pourrait entraîner une augmentation des primes de risque.

L'économie allemande est au point mort depuis plus de deux ans . Bien que la production économique ait légèrement augmenté au début de l'année, elle s'est à nouveau contractée au deuxième trimestre. Une lente reprise devrait s'amorcer au cours des prochains trimestres. Mais dans un avenir prévisible, la croissance économique ne pourra plus suivre la tendance d'avant la pandémie de COVID-19 . La décarbonisation , la numérisation, le changement démographique et probablement aussi une concurrence accrue des entreprises chinoises ont déclenché en Allemagne des processus d'ajustement structurel qui freinent les perspectives de croissance à long terme de l'économie allemande . Depuis la pandémie, la production potentielle a été révisée à la baisse à plusieurs reprises.

Le changement structurel et le ralentissement économique affectent particulièrement le secteur manufacturier. La compétitivité des fabricants de biens d'équipement et la Les industries à forte intensité énergétique souffrent de la hausse des coûts de l'énergie et de la concurrence croissante des produits industriels de haute qualité en provenance de Chine, qui supplantent les exportations allemandes sur les marchés mondiauxannée. Elle est soutenue par une consommation privée croissante,

Les effets des processus d'ajustement structurel sont difficiles à estimer et les indicateurs suggèrent que le secteur manufacturier fournit de plus en plus de services d'accompagnement qui ont jusqu'à présent compensé le déclin de la production industrielle. Sur le plan économique, le secteur manufacturier souffre également de la faiblesse de l'économie industrielle mondiale et du manque de nouvelles commandes qui en découle. La sous-utilisation importante du secteur manufacturier est atténuée par l'augmentation parfois forte de la valeur ajoutée brute dans les secteurs des services, en particulier ceux sous l'influence de l'État .

Les premiers indicateurs du troisième trimestre suggèrent que la production économique diminuera à nouveau légèrement. Une reprise moins dynamique devrait s'amorcer à partir de la fin de stimulée par de fortes augmentations du revenu réel disponible. Le commerce extérieur allemand devrait connaître une légère reprise, soutenu par la conjoncture sur d'importants marchés de vente, tels que les pays européens voisins. Parallèlement à l'amélioration des conditions de financement, cela profitera également à l'investissement fixe. La création de valeur dans le secteur manufacturier devrait également en bénéficier et retrouverait probablement ses niveaux d'avant la pandémie d'ici fin 2026

Le manque persistant d'investissements dans l'équipement et la construction est symptomatique des problèmes du secteur manufacturier. En outre, le commerce extérieur allemand n'a guère bénéficié récemment de la reprise du commerce mondial. Les exportations allemandes de biens d'équipement, en particulier, ont connu une faible évolution. En ce qui concerne l'activité économique en Allemagne, le niveau toujours élevé des taux d'intérêt et le niveau élevé d'incertitude économique et géopolitique ont probablement mis à rude épreuve les activités d'investissement des entreprises et la propension à acheter des ménages privés .

La politique financière est légèrement restrictive pour l'année en cours et l'année prochaine. L '« initiative de croissance » du gouvernement fédéral ne devrait donner qu'un léger élan au cours de la période de prévision. Cette prévision prend en compte celles des 49 mesures déià précisées, comme la correction de la progression du froid ou l'élargissement de la réglementation de l'amortissement dégressif. Les mesures restantes contiennent des suggestions importantes pour renforcer l'offre de main-d'œuvre et améliorer l'environnement entrepreneurial: Toutefois, certaines d'entre elles doivent encore être précisées et ne seront probablement décidées et mises en œuvre qu'avec un retard considérable.

Même si la consommation privée a pu soutenir l'économie au premier semestre, la reprise espérée ne s'est pas concrétisée malgré une forte augmentation du revenu réel dispopible aines années. Cela signifie que les instituts révisent légèrement Les ménages privés ont de plus en plus épargné leurs revenus au lieu de les dépenser en biens de consommation. la reprise dans l'industrie est désormais plus faible. La croissance Le taux d'épargne augmente depuis quatre trimestres consécutifs et reste supérieur à son niveau de long terme.

Au total, le produit intérieur brut devrait diminuer de 0,1 % en 2024, puis augmenter respectivement de 0,8 % et 1,3 % au cours des deux à la baisse leurs prévisions du printemps 2024, notamment parce que potentielle diminue en raison du déclin de la croissance de la productivité et de la diminution de la population active et ne sera que de 0,4 % en 2029. Au cours de l'année en cours, la sous-utilisation augmentera à nouveau et, au cours des deux prochaines années, l'écart de production se comblera progressivement.

Une comparaison internationale montre que le taux d'épargne en Allemagne est élevé. Les analyses structurelles des instituts indiquent que le niveau du solde budgétaire public, le niveau et la croissance des revenus ainsi que le taux d'intérêt réel n'ont généralement aucune importance pour le taux d'épargne allemand élevé par rapport aux autres pays . Ce sont plutôt des facteurs culturels qui jouent un rôtemeurs, qui a récemment continué d'augmenter, notamment en Surtout, le motif de précaution semble particulièrement pertinent dans ce pays. La récente propension accrue des ménages à épargner est probablement due en particulier à l'incertitude croissante quant aux conditions de politique économique et, de plus en plus, aux inquiétudes concernant leur propre emploi.

raison des suppressions d'emplois dans le secteur manufacturier. Toutefois, dans l'ensemble, le marché du travail reste robuste. L'emploi continue d'augmenter, bien qu'à des rythmes plus faibles et principalement dans le secteur public et les autres secteurs de services. Dans le cadre d'une reprise atone, les instituts s'attendent à ce que le taux de chômage s'élève à 6% cette année et l'année prochaine avant de retomber à 5,7% en 2026. L'emploi devrait légèrement augmenter au cours de la période de prévision.

La faiblesse économique se reflète également dans le nombre de

Une reprise dynamique n'est pas attendue au cours de la période de prévision. Les processus d'ajustement structurel se poursuivront et les obstacles économiques ne devraient se dissiper que progressivement. En tout

Le retour à une inflation plus faible soutient le pouvoir d'achat des ménages privés. Les instituts s'attendent à ce que l'inflation cette année soit à nouveau proche de l'objectif de la BCE à 2,2% et à 2,0% en 2025 et 2026 et qu'elle soit probablement principalement tirée par l'inflation dans le secteur des services.

Une nouvelle augmentation significative de l'incertitude politique représente un risque économique . Des inquiétudes subsistent quant à l'éventuelle incapacité de la coalition gouvernementale à agir, dans une situation où les partis qui la soutiennent poursuivent des objectifs différents. Cela pourrait rendre le cadre de politique économique encore plus flou , ce qui pourrait exercer une pression plus forte sur l'activité d'investissement que prévu dans les prévisions.

Il existe également une incertitude considérable quant à la mesure dans laquelle les processus d'ajustement structurel exercent une pression sur le potentiel de production économique global . En particulier, la faiblesse actuelle du secteur manufacturier ne peut pas être clairement attribuée à des facteurs économiques ou structurels. Les exportations allemandes ne se sont pas redressées dans la même mesure que le commerce mondial depuis la pandémie , probablement aussi parce que des facteurs structurels tels que la hausse des prix de l'énergie, le manque de main-d'œuvre qualifiée et la baisse de la compétitivité des prix , notamment par rapport à la Chine, mettent l'industrie allemande à rude épreuve. Une réallocation des ressources du secteur manufacturier vers les secteurs des services peut déjà être observée. Cela a un impact sur les progrès de la productivité globale , dans la mesure où la productivité moyenne du travail est plus faible dans la plupart des secteurs de services .

Les mesures de politique économique visant à accroître la productivité sont donc utiles , afin que la production de biens et de services soit aussi efficace que possible et qu'aucune ressource ne soit gaspillée. Les mesures visant à réduire les obstacles à la production (bureaucratie, réglementation), à l'éducation et à l'investissement dans la recherche et le développement présentent le plus grand potentiel à cet égard.

Situation et prévisions de l'économie mondiale

aperçu

L'économie mondiale connaît actuellement une croissance légèrement inférieure à celle de la décennie précédant la pandémie de COVID-19 . Le rythme n'a pratiquement pas changé depuis près de deux ans (graphique 1.1, page 15). Il existe des différences économiques entre les différentes régions qui vont se réduire au cours de cette année. Alors que l'économie américaine, auparavant très robuste, perd aujourd'hui son élan, les problèmes structurels de la Chine freinent un peu plus qu'auparavant l'expansion économique globale . Dans le même temps, l'économie européenne repart à la hausse après une longue période de stagnation.

Les services sont restés jusqu'à récemment le principal moteur de l'expansion économique mondiale, même si la production industrielle, qui avait à peine stagné l'année dernière, s'est sensiblement redressée dans les pays émergents au premier semestre . Parallèlement, le commerce des marchandises y a également augmenté. Après une hausse de 0,3 % au premier trimestre, elle a en fait augmenté de manière assez significative au deuxième trimestre, à 1,0 %. Toutefois, la reprise dans le secteur manufacturier ne s'est probablement pas poursuivie au cours de l'été . L'humeur des directeurs d'achats du monde entier s'est sensiblement détériorée en juillet. En outre, la baisse des prix d'importantes matières premières industrielles et la diminution des taux de fret dans le transport de conteneurs indiquent que la dynamique de la production industrielle et du commerce mondial ralentit à nouveau.

Aux États-Unis, la production économique globale n'a pas augmenté aussi rapidement que l'année précédente. En revanche, la Grande-Bretagne et la zone euro sont sorties de la stagnation et au Japon, les tendances récessionnistes qui étaient évidentes jusqu'au premier trimestre de cette année semblent avoir été surmontées. En Chine, l'économie a continué de croître de manière modérée, même si d'importantes fluctuations ont été constatées d'un trimestre à l'autre. Dans le même temps, la production en Inde a très fortement augmenté.

L'économie américaine s'est révélée remarquablement robuste au cours des deux dernières années compte tenu de la hausse spectaculaire des taux d'intérêt. Elle est soutenue par la consommation des ménages privés et de l'État ainsi que par les investissements des entreprises. Ces derniers ont notamment été soutenus par les mesures gouvernementales.1 Toutefois, l'impact des programmes a apparemment dépassé son apogée : l'expansion des investissements dans la construction commerciale a nettement ralenti au début de l'année en cours et a diminué au deuxième trimestre.

Dans la zone euro, après un an et demi de quasi-stagnation, le produit intérieur brut a sensiblement augmenté au premier et au deuxième trimestres – de ¼ % chacun ; Il en va de même en Grande-Bretagne, où la production économique globale a augmenté de manière nettement plus importante. La forte croissance continue des salaires réels et la hausse de l'emploi contribuent à une reprise de la consommation privée en Europe. Les services profitent largement de la reprise , tandis que le développement du secteur manufacturier est jusqu'à présent resté faible. Conformément à cette tendance, l'économie a tendance à être plus faible dans les pays où la part industrielle de la valeur ajoutée est élevée , tandis qu'elle est plus forte dans les économies où la part des services est élevée.

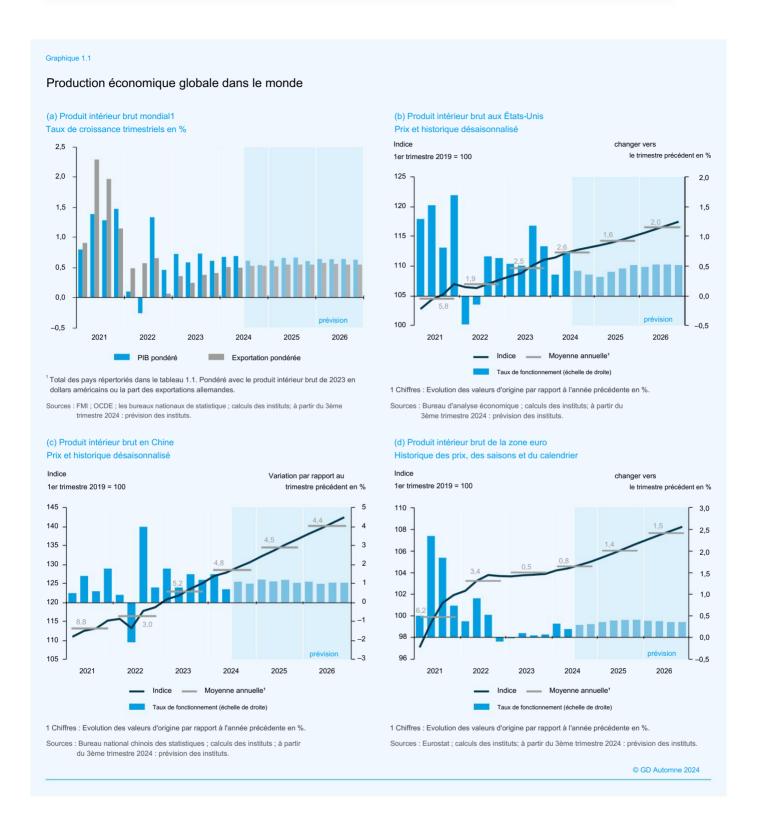
En Chine, la crise du marché immobilier perdure et continue d'impacter la consommation privée. Avec la faiblesse de la demande intérieure, l'importance des exportations pour l'économie augmente, d'autant plus que l'industrie chinoise a construit des capacités supplémentaires considérables ces dernières années. Dans ce contexte, on accuse souvent les exportations de bénéficier de subventions contraires aux règles du commerce international. En conséquence, certains partenaires commerciaux, d'abord les États-Unis, puis l'UE et enfin le Canada, ont imposé ou annoncé des droits de douane élevés sur certaines importations en provenance de Chine, après quoi le gouvernement chinois a menacé de prendre des contre-mesures.

Lente baisse de l'inflation sous-jacente

Les prix des matières premières industrielles ont globalement augmenté au printemps, parallèlement à la reprise de l'activité industrielle , mais ont récemment baissé à nouveau . Malgré la récente baisse, certains d'entre eux sont encore nettement plus élevés qu'il y a un an. Cela ne s'applique pas aux céréales, où une riche récolte en Amérique du Nord a amélioré la situation du marché, mais l'augmentation

de retour, tout comme les investissements dans la construction résidentielle. Récemment, les signes d'un affaiblissement du marché du travail se sont également multipliés. L'augmentation de l'emploi non agricole a presque diminué de moitié depuis le printemps et le taux de chômage a sensiblement augmenté et était en août d'un demi-point de pourcentage plus élevé qu'au début de l'année. Dans le même temps, les augmentations de salaires ont sensiblement diminué et les économies supplémentaires résultant de la pandémie ont été épuisées par une grande partie de la population , les perspectives de la consommation privée , le pilier le plus important de l'économie américaine, se sont assombries.

¹ Groupe de projet de diagnostic commun : Retours du pouvoir d'achat – Incertitude politique élevée, diagnostic commun automne 2023, Halle (Saale), encadré 1.1.



Les caprices climatiques persistants, avec des vagues de chaleur, des périodes de sécheresse ou de fortes pluies, constituent un risque pour l'approvisionnement alimentaire et ont pour effet d'augmenter durablement les niveaux de prix.2 Les prix du pétrole brut et du gaz naturel restent vulnérables aux chocs géopolitiques, ce qui se reflète dans forte volatilité. Le baril de pétrole Brent coûtait environ 88 dollars début juillet et à peine plus de 70 dollars début septembre. Pour la prévision,

Les rations sont basées sur la base de laquelle le prix du pétrole restera presque inchangé au cours de la période de prévision. Le prix du gaz européen a augmenté de manière assez significative en août, probablement à cause, entre autres, de la guerre en Ukraine et des interruptions temporaires de la production en Norvège . Finalement, ça a légèrement reculé. Dans l'ensemble, l'indice des prix à la consommation n'a guère été influencé par la composante énergétique dans la on utilise donc une moyenne sur deux semaines des cotations du mantopérat desmanys par rapport à l'année précédente. Cependant,

les coûts du fret maritime ont eu tendance à augmenter les prix au premier semestre

ont augmenté de façon spectaculaire. Outre une nouvelle augmentation du commerce mondial, cela pourrait aussi être dû au fait que, depuis novembre dernier, une grande partie du trafic maritime a été détournée de la route du canal de Suez vers la route beaucoup plus longue autour du cap de Bonne-Espérance pour des raisons de sécurité. Les tarifs de fret sur les liaisons entre l'Asie et l'Europe ont donc augmenté particulièrement fortement. La récente baisse ne change guère l'augmentation massive des coûts de transport par rapport à l'année précédente.

Elle a mis fin à sa politique de taux d'intérêt négatifs et, tandis que les autres banques centrales ont amorcé des baisses de taux d'intérêt, elle a augmenté son taux directeur à 0,25% fin juillet. Au début du mois d'août, les marchés financiers ont été bouleversés lorsque les cours boursiers du monde entier ont fortement chuté et que l'indice boursier Nikkei a chuté de 25 % en quelques jours. Le contexte était apparemment la liquidation de positions de crédit, appelées carry trades, dans lesquelles des fonds à faible taux d'intérêt sont levés en yens et investis dans des devises à taux d'intérêt plus élevés, en particulier le dollar. Alors que les cours des actions sur les bourses internationales se sont pour la plupart rapidement redressés, le Nikkei était récemment encore environ 10 % en dessous de son plus haut historique enregistré en juillet.

Au niveau des consommateurs, la baisse des taux d'inflation dans de nombreuses économies avancées s'est avérée plus lente que prévu il y a quelques mois à peine.

Aux États-Unis, l'inflation n'a que légèrement diminué depuis l'automne dernier - à 2,9% en août - et a même augmenté sensiblement entre-temps. La désinflation a été un peu plus forte et plus cohérente dans la zone euro en raison d'évolutions plus favorables dans les secteurs de l'énergie et de l'alimentation, où l'inflation est tombée de 2,8 % à 2,2 % entre janvier et août. La principale raison de la lente baisse de l'inflation était que la composante énergétique devenait de moins en moins un frein. Durant l'été, les prix de l'énergie ont été parfois encore plus élevés qu'un an auparavant et ont ainsi à nouveau contribué positivement à l'inflation. En particulier, l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) reste élevée et ne diminue que lentement . Dans la zone euro en particulier, il n'a pratiquement pas baissé ces derniers mois. Les prix des services continuent d'augmenter fortement car certains éléments importants réagissent avec beaucoup de retard à la hausse générale des prix (par exemple les loyers) et il est plus difficile de compenser les fortes augmentations de salaires par des augmentations de productivité dans ces domaines .

La politique budgétaire devrait avoir un effet légèrement restrictif dans la plupart des pays au cours de la période de prévision. Le Fonds monétaire international estime que le solde primaire structurel s'améliorera sensiblement dans le groupe des économies avancées entre 2024 et 2026 et qu'il s'améliorera légèrement dans les pays émergents et en développement.3 L'arrêt des mesures de soutien accordées dans le cadre du programme avec la pandémie de COVID-19 et la crise des prix de l'énergie. Des programmes d'investissement à plus long terme tels que l' Inflation Reduction Act aux États-Unis et le programme NextGenerationEU apportent un soutien budgétaire . Aux États-Unis, le déficit primaire ne devrait diminuer que très lentement. En outre, étant donné que les récentes hausses des taux d'intérêt se répercutent progressivement sur les coûts de financement des budgets publics, la nécessité d'une consolidation s'accroît, de sorte qu'il est probable que, dans de nombreux endroits, une plus grande attention sera accordée à la réduction des taux d'endettement publics, qui ont augmenté ces dernières années, années (Focus : Sur l'augmentation significative des taux d'endettement publics dans les économies importantes, page 21).

Politique monétaire et financière modérée

Face à la baisse des taux d'inflation, la plupart des banques centrales ont désormais commencé à réduire leurs taux d'intérêt.

Depuis l'année dernière, les taux d'intérêt directeurs ont été abaissés dans un certain nombre de pays émergents et dans les pays d'Europe centrale et orientale, où ils avaient bien entendu été relevés plus tôt et souvent plus fortement. Parmi les grandes banques centrales, la Banque centrale européenne (BCE) était la première début juin, suivie par la Banque d' Angleterre fin juillet et enfin par la Réserve fédérale américaine à la mi- septembre. Cela annonce le début d'un retournement général des taux d'intérêt . Cependant, surtout dans les principales zones monétaires, les taux d'intérêt restent élevés par rapport aux années 2010 et, compte tenu de la lente approche de l'inflation vers son objectif, ils seront probablement réduits de manière plus prudente que prévu il y a quelques mois. Cela signifie que la politique monétaire des économies avancées restera probablement restrictive pendant un certain temps.

perspectives

Il est probable que l'économie mondiale continue de connaître une faible dynamique au cours de la période de prévision. Toutefois, des tendances à la récession, comme celles qui étaient de plus en plus redoutées en juillet au vu des données économiques décevantes aux États-Unis, sont peu probables. Au contraire, la production de services devrait continuer à augmenter de manière significative, tandis que le secteur manufacturier ne devrait prendre de l'ampleur qu'à partir de l'année prochaine. Compte tenu de la solidité des marchés du travail dans de nombreuses régions et du déclin, quoique lent, de l'inflation, la consommation privée constituera probablement le principal soutien économique du côté de la demande. Toutefois, les investissements restent à la hausse et devraient progressivement être stimulés par de nouvelles baisses de taux d'intérêt.

La Banque du Japon suit depuis un certain temps une approche particulière .

Contrairement aux autres banques centrales, elle n'avait guère durci sa politique face à la poussée de l'inflation en 2022 et 2023. Ce n'est qu'en mars de cette année que

Géographiquement, l'économie devrait devenir de plus en plus équilibrée. Alors que la production annuelle moyenne augmente dans l'Union européenne et dans

³ FMI : Perspectives de l'économie mondiale. Stable mais lente. Résilience malgré les divergences. Avril 2024.

La Grande-Bretagne accélère, l'expansion aux États-Unis sera probablement un peu plus faible l'année prochaine que l'année actuelle. En Chine, le ralentissement progressif devrait se poursuivre. L'expansion restera forte dans les pays industrialisés d'Asie et notamment en Inde.

L'inflation devrait diminuer sensiblement au cours de la période de prévision et être proche de l'objectif en 2026. Sur la base des hypothèses retenues, les prix de l'énergie y contribueront à nouveau davantage, surtout dans les mois à venir, tandis que la baisse du taux de base ne se poursuivra que lentement. Dans ce contexte, le fait que la politique monétaire ne soit que progressivement assouplie pèse sur les perspectives de la production industrielle et des investissementage 18). Le commerce mondial des biens augmentera de

Après une augmentation de 2,7 % cette année, la croissance de la production mondiale devrait être de 2,5 % en 2025 et de 2,6 % en 2026 (tableau 1.1, page 17). Pondéré par les exportations, le taux de croissance ne diminuera pas l'année prochaine, mais augmentera légèrement de 1,9% à 2,1%, principalement en raison de la reprise économique en Europe hors Allemagne. Pour l'ensemble des économies avancées, les instituts tablent sur une croissance de 1,8% pour l'année en cours et de 1,6% et 1,8% au cours des deux prochaines années. Les instituts révisent ainsi leurs prévisions de production mondiale pour 2024 de 0,2 point de pourcentage à la hausse par rapport au rapport du printemps. La prévision de croissance pour 2025 est inférieure de 0,1 point de pourcentage (graphique 1.2, 1,5 % cette année et de 2,3 % l'année prochaine. Une hausse de 2,4% est attendue pour 2026.

Tableau 1.1

Produit intérieur brut réel, prix à la consommation et taux de chômage dans le monde

		Р	roduit intérie	eur brut1			Prix à la cor	nsommation1			Taux de chi	ômage2			
	Poids (PIB) en %) en % Variations par rapport à l'année précédente en %									dans %				
		2023	2024	2025	2026	2023	2024	2025	2026	2023	2024	2025	2026		
Europe	28,2	0,9	1,4	1,6	1,7	8,0	5,3	3,9	3,2						
UE-27	19,8	0,5	0,9	1,6	1,7	5,9	2,5	2,2	2,1	6,0	5,9	5,8	5,7		
Grande-Bretagne	3,6	0,1	1,1	1,5	1,5	7,3	2,5	2,1	2,1	4,0	4,3	4,3	4,2		
Suisse	1,0	0,7	1,4	1,6	1,7	2,1	1,3	1,2	1,2	4,0	4,2	4,3	4,2		
Norvège	0,5	0,7	2,2	1,8	1,7	5,5	3,2	2,3	2,2	3,6	4,0	4,0	3,8		
Russie	2,2	3,6	3,8	1,6	1,0	5,9	7,7	7,0	6,0						
Turquie	1,2	4,5	4,0	3,0	4,0	53,9	60,0	35,0	22,0						
Américain	37,8	2,4	2,3	1,7	2,1										
cerf	29,5	2,5	2,6	1,6	2,0	4,1	2,9	2,1	2,0	3,6	4,2	4,4	4,2		
Tu as	2,3	1,1	1,1	1,8	2,1	3,9	2,5	2,1	2,1	5,4	6,4	6,5	6,2		
Amérique Latine3	6,0	2,0	1,2	2,3	2,4										
Asie	34,0	4,6	4,2	4,1	4,0										
Japon	4,5	1,9	0,0	1,0	0,9	3,3	2,3	1,8	1,6	2,6	2,5	2,4	2,4		
La Chine sans Hong Kong	19,0	5,2	4,8	4,5	4,4										
Corée du Sud	1,8	1,3	2,5	2,2	2,4	3,6	2,5	2,0	1,9	2,7	2,8	2,8	2,8		
Si	3,8	7,8	7,1	6,6	6,6										
Asie de l'Est hors Chine4	4,7	3,4	4,1	3,9	4,0										
Total5	100,0	2,7	2,7	2,5	2,6										
Économies avancées6	64,8	1,6	1,8	1,6	1,8	4,7	2,7	2,1	2,0	4,4	4,6	4,6	4,5		
Marchés émergents7	35,2	4,8	4,3	4,1	4,1										
Message:															
Exportation pondérée8		1,4	1,9	2,1	2,3										
Pouvoir d'achat pondéré9		2,9	2,7	2,5	2,7										
Commerce mondial10		-1,1	1,5	2,3	2,4										

¹ Produit intérieur brut ajusté des prix. Pour les groupes de pays : moyenne pondérée des pays, pondérée par le produit intérieur brut nominal de 2023 en dollars américains

Sources : FMI ; Eurostat; OCDE ; CPB; calculs des instituts; 2024 à 2026 : prévisions de l'Institut

© GD Automne 2024

² Pour les groupes de pays : Moyenne pondérée des pays. Pondéré par le nombre de personnes occupées en 2023.

³ Brésil, Mexique, Argentine, Pérou, Colombie, Chili.

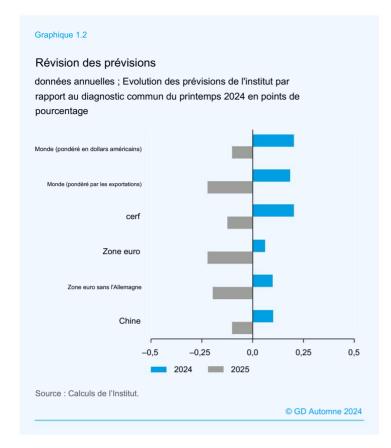
Indonésie, Taiwan (Province de Chine), Thaïlande, Malaisie, Singapour, Philippines, Hong Kong (Région administrative spéciale de Chine)

⁵ Total des groupes de pays répertoriés. Pondéré par le produit intérieur brut de 2023 en dollars américains. 6 UE 27, Grande-Bretagne, Suisse, Norvège, États-Unis, Canada, Japon, Corée, Taïwan, Hong Kong, Singapour

Russie, Chine hors Hong Kong, Inde, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Philippines, Amérique latine

⁸ Total des pays répertoriés. Pondéré par les parts des exportations allemandes en 2023

Parités de pouvoir d'achat tirées de : FMI, Perspectives de l'éc 10 Commerce réel de marchandises. Valeur 2023 du CPB.



Risques

Les risques pour l'économie mondiale continuent de découler des tensions géopolitiques, en particulier de la guerre en cours entre la Russie et l'Ukraine, des hostilités au Moyen-Orient et des menaces de la Chine contre Taiwan. Cela signifie que l'incertitude reste grande pour les décideurs économiques, et en particulier une escalade des conflits dans les régions riches en pétrole ou en gaz pourrait entraîner une nouvelle hausse brutale des prix de l'énergie . La montée des partis populistes en Europe crée également des incertitudes pour l'économie, notamment en ce qui concerne l'orientation de la politique budgétaire aux niveaux européen et national, mais aussi en ce qui concerne le climat d'investissement (focus : sur les implications de politique économique de la population croissante - le lisme en Europe, page 29).

Il existe également des risques liés aux conflits commerciaux mondiaux et à l'orientation future de la politique américaine après les élections présidentielles. Les barrières commerciales ont non seulement un impact négatif sur les exportations, mais font également monter les prix lorsque des droits de douane élevés sont imposés sur les importations.

Les turbulences sur les marchés boursiers en août s'inscrivent dans une évolution caractérisée par une volatilité accrue et rappellent que les marchés financiers peuvent également présenter des risques pour l'économie . Il pourrait donc y avoir une correction de la note très élevée

La baisse des valeurs technologiques peut également se traduire par un ralentissement de l'économie, par exemple en raison d'une réduction des actifs ou d'une suppression des programmes d'investissement. Sur les marchés des capitaux, le fardeau croissant de la dette dans certains pays pourrait entraîner une augmentation des primes de risque.

Les cours élevés des valeurs technologiques sont également une indication du grand potentiel des nouvelles technologies, notamment en ce qui concerne l'utilisation de l'intelligence artificielle.

Cela pourrait avoir été sous-estimé dans les prévisions actuelles en termes d'impact sur l'activité économique globale, en particulier à moyen terme, mais peut-être aussi pour les deux prochaines années.

Aux États-Unis, l'économie a connu une croissance robuste au premier semestre

Les régions en détail

2024, alors que les ménages privés ont continué à consommer fortement et que les investissements ont considérablement augmenté. Toutefois, l'économie risque de perdre de son élan au cours de la période de prévision. La consommation privée en particulier devrait s'affaiblir, car le marché du travail n'est plus aussi favorable qu'auparayant. La croissance des salaires réels et surtout de l'emploi a eu tendance à ralentir depuis le début de l'année , et le taux de chômage est passé de $3\frac{1}{2}\%$ au milieu de l'année dernière à 4.2% en août. La baisse de l'inflation s'est poursuivie. plus récemment en raison de la lente augmentation des coûts du logement et de la baisse des prix des véhicules. La récente chute des prix du pétrole devrait encore freiner l'inflation. À la mi-septembre, la Réserve fédérale américaine a annoncé un redressement des taux d'intérêt. Toutefois, les estimations diffèrent quant à la rapidité avec laquelle de nouvelles baisses des taux directeurs suivront . Les membres du Conseil de la banque centrale - tout comme les institutions - estiment que le taux directeur pour fin 2025 se situera en moyenne à 3 1/2%, les attentes en matière de taux directeurs sur les marchés financiers sont encore inférieures d'un demi-point de pourcentage. Quoi qu'il en soit, la politique monétaire aura initialement un effet restrictif et des conditions de financement plus favorables ne devraient stimuler l'activité d'investissement que plus tard au cours de la période de prévision . Malgré la bonne conjoncture, le déficit budgétaire national a été très élevé l'année dernière, à 8,8% par rapport au produit intérieur brut. Les grands programmes de politique industrielle, la Inflation Reduction Act et la CHIPS Act, y ont contribué. Il n'y a pas de stimulus majeur venant de la politique financière cette année. De grandes incertitudes subsistent quant à l'orientation future de la politique

économique à l'approche de l'élection présidentielle et certaines décisions

d'investissement ne seront probablement pas prises pour l'instant. Au total, une augmentation du produit intérieur brut de 2,6% est attendue pour l'année en cours. L'année prochaine, le taux de croissance devrait baisser à 1,6% avant que l'économie ne reprenne de la vitesse en 2026. L'inflation devrait s'établir en movenne à 2.9 % en 2024 et à environ 2 % en 2025 et 2026 (tableau 1.2, page 19).

En Chine, l'économie a connu une croissance globalement modérée au premier semestre, légèrement plus lente qu'au cours du semestre précédent. Par rapport à l'année précédente, le produit intérieur brut n'a augmenté que de 4,7% au deuxième trimestre. Le marché immobilier en difficulté , la demande stagnante des consommateurs et la situation financière précaire des communes freinent l'économie. Il v a également eu de violentes tempêtes et des inondations . D'un autre côté, les exportations ont fortement augmenté et les investissements publics dans le secteur de haute technologie ont également donné une impulsion . La dynamique économique restera probablement modérée par rapport aux normes chinoises dans un avenir proche. Au cours de l'été, l'indice des directeurs d'achat pour l'ensemble de l'économie s'est sensiblement détérioré et s'est récemment retrouvé à peine audessus du seuil d'expansion, tandis que l'indice du secteur manufacturier est même tombé en dessous de ce seuil. La confiance des consommateurs s'est également détériorée ; il se situe à un niveau historiquement très bas depuis le printemps 2022 . L'inflation des prix reste faible en raison de la faiblesse économique, même si l'inflation a légèrement augmenté pour atteindre 0.6 % en août, tirée par la hausse des prix des produits alimentaires. Le gouvernement redouble d'efforts pour mettre fin à la crise immobilière actuelle et a présenté un ensemble de mesures en collaboration avec la banque centrale en mai de cette année. Une partie de ce plan consiste en un fonds de la banque centrale destiné à sauver les promoteurs immobiliers, d'une valeur équivalente à 70 milliards de dollars, dont environ un tiers avait été dépensé en août. Cependant, la baisse des prix sur le marché immobilier s'est poursuivie sans relâche jusqu'à récemment, et les investissements dans la construction de logements ont continué à diminuer. Dans ce contexte, l'objectif de croissance de 5 % fixé par le gouvernement sera probablement manqué de peu cette année. Pour 2025 et 2026, les instituts tablent sur des taux légèrement inférieurs, respectivement de 4,5 % et 4,4 %. Le ralentissement de la croissance de la production n'est pas seulement dû à la situation économique, mais reflète également une croissance potentielle plus faible de l' économie chinoise.

Au Japon, la production économique globale a augmenté assez fortement au deuxième trimestre, après avoir considérablement diminué au premier trimestre en raison de facteurs particuliers4. La consommation privée et les investissements privés ont augmenté de manière significative, et les investissements publics ont même augmenté très fortement. Alors que l'activité dans le secteur des services a continué de croître sensiblement cet été selon les indicateurs, la reprise dans le secteur manufacturier est au mieux faible : l'indice des directeurs d'achat était encore légèrement en dessous du seuil d'expansion de 50 en juillet et août. qui augmentera fin 2022 avait dépassé 4%, ne diminue que lentement. Plus récemment, il est resté à 2,8 % au cours de l'été. La hausse des prix de l'énergie, également due à la fin partielle des programmes gouvernementaux visant à atténuer la crise énergétique, a été compensée par une moindre pression sur les prix des produits alimentaires. Grâce à

Données clés sur le développement économique aux États-Unis

	2023	2024	2025	2026
	Changement cor	ntre par rapport à l'an	née précédente en %	6, corrigé des prix
Produit intérieur brut	2,5	2,6	1,6	2,0
Consommation privée	2,2	2,3	1,6	1,8
Consommation et investissement du gouvernement	4,1	2,9	1,2	1,0
Investissements fixes privés	0,6	4,0	3,0	3,9
Variations d'inventaire1	-0,3	0,1	0,0	0,0
Usage domestique	1,9	2,9	2,0	2,1
Exporte	2,6	2,0	2,4	3,4
Importe	-1,7	3,7	3,4	3,3
Contribution externe1	0,6	-0,3	-0,3	-0,0
Prix à la consommation	4,1	2,9	2,1	2,0
	en % du ¡	produit intérieur br	ut nominal	
Solde budgétaire2	-8,8 -6,2	-5,8 -6,5		
Solde du compte courant	-3,3	-3,0	-2,9	-3,0
		en % de l'effectif		
Taux de chômage	3,6	4,2	4,4	4,2

¹ contribution à la croissance

Sources : Bureau d'analyse économique ; Bureau des statistiques du travail ; Fonds monétaire international; 2024 à 2026 : prévisions de l'Institut.

© GD Automne 2024

Grâce aux accords sur les salaires élevés négociés au printemps, les salaires réels ont récemment augmenté, ce qui a amélioré les perspectives d' une reprise de la consommation privée. Début août, la Banque du Japon a quelque peu durci sa politique extrêmement expansionniste en relevant son taux directeur de 0,1% à 0,25% et en annonçant son intention de réduire de moitié ses achats mensuels d'obligations. Dans un contexte de baisse des taux d'intérêt internationaux, cela a conduit à une appréciation significative de la monnaie japonaise, qui s'était pourtant dépréciée massivement au cours des deux années précédentes. Dans l'ensemble, l'économie japonaise devrait à nouveau connaître une croissance modérée au cours des deux prochaines années, après une stagnation à peine attendue pour 2024 en raison d'un début d'année faible.

Dans les États membres de l'Union européenne d'Europe centrale et orientale, l'économie est à nouveau sur une tendance à la hausse depuis le dernier semestre de l'hiver. Après une forte augmentation au début de cette année, la croissance de la production a ralenti au deuxième trimestre dans un certain nombre de pays en raison du ralentissement du secteur manufacturier et des perturbations agricoles liées aux conditions météorologiques. En Pologne, en revanche, la production industrielle a continué à augmenter de manière significative et le produit intérieur brut a de nouveau fortement augmenté. Les taux d'inflation dans la région étaient particulièrement élevés en 2023, autour de 10 %, mais ils ont désormais considérablement baissé grâce à la fin des hausses cruciales des prix de l'énergie et de l'alimentation. Les salaires minimums et les retraites ont été fortement augmentés et, compte tenu du faible taux de chômage, les salaires réels augmentent fortement.

⁴ La production automobile s'est arrêtée à la suite d'un scandale impliquant des irrégularités Le processus d'homologation des modéles d'un grand constructeur est temporairement suspendu. Les nouvelles inscriptions se sont également effondrées. La production a également souffert des effets d'un grave tremblement de terre survenu le jour du Nouvel An.

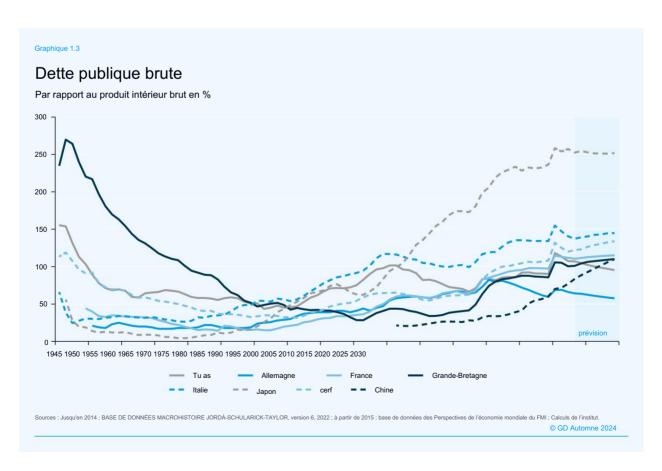
² À l'échelle de l'État (année civile, fédéral plus États et localités).

Les conditions de financement sont également moins défavorables qu'en 2023. Les banques centrales de la République tchèque, de la Hongrie et de la Roumanie ont encore réduit leurs taux d'intérêt directeurs au cours de l'année : la banque centrale polonaise l'a fait pour la dernière fois fin 2023, mais n'avait pas augmenté autant ses taux d'intérêt auparavant. Tout cela plaide en faveur d'une reprise économique. Il est toutefois probable qu'elle soit modérée, car la demande actuellement faible sur d'importants marchés de vente à l'étranger, notamment en Allemagne, n'augmente que lentement. En outre, la politique financière de la plupart des pays apparaît légèrement restrictive, car les aides gouvernementales destinées à faire face à la hausse des coûts de l'énergie arrivent à expiration et, avec des déficits budgétaires publics de 5 à 6 % par rapport au produit intérieur brut, une consolidation s'impose. dans un certain nombre de pays. Au total, le produit intérieur brut du groupe de pays devrait augmenter d'environ 3% au cours des deux prochaines années, après 2,2% en 2024.

Les augmentations de salaires réels ont fortement augmenté. Outre la forte demande de main-d'œuvre – y compris le recrutement de soldats – cela est également dû à une offre en diminution, car le nombre de personnes ayant un emploi a considérablement diminué depuis 2020 en raison de l'émigration. Cela devrait progressivement ralentir l'augmentation de la production. La diminution de l'offre de main-d'œuvre et la production de guerre font grimper les prix ; l'inflation a considérablement augmenté depuis l'année précédente et a dépassé 9 % en juillet. En conséquence, la banque centrale a de nouveau augmenté le taux directeur en juillet, à 18 %. Les taux d'intérêt élevés ont stabilisé le taux de change , mais devraient ralentir la production au cours de la période de prévision . Le taux d'expansion économique global continuera donc de ralentir. Dans ce contexte, les instituts s'attendent à une croissance plus faible de 1 ½% en 2025 et de 1% en 2026, après un peu moins de 4% l'année en cours.

La production économique globale en Russie a fortement augmenté au premier semestre. Au deuxième trimestre, la dynamique a été un peu plus faible qu'au début de l'année. L'économie russe continue d'être dominée par la guerre contre l'Ukraine. Les marchés publics d'armement ont contribué de manière significative à la forte expansion , qui s'est traduite par une forte augmentation des investissements et une forte expansion de la production industrielle. En outre, les dépenses de consommation privée ont également augmenté en raison d'un taux de chômage élevé.

En Amérique latine, l'économie a connu une croissance modérée au premier semestre 2024. Malgré la reprise du commerce mondial, les exportations de la région sont restées globalement atones. En revanche, la demande des ménages privés au Brésil et, dans une moindre mesure, au Mexique a bénéficié de la hausse de l'emploi et de la hausse des salaires réels. L'inflation n'a généralement pas faibli davantage ces derniers temps ; au Brésil et au Mexique, elle était d'environ 5 % cet été. Même si les taux d'intérêt directeurs ont été réduits partout, à l'exception de l'Argentine, et dans certains cas de manière marquée, ils dépassent encore largement les taux d'inflation. Les déficits publics élevés



Graphique 1.4

120

100

80

60

40

20

Dette publique mondiale

Par rapport au produit intérieur brut en %

Ces mesures – au Brésil et au Mexique, elles représentaient environ 5 % du produit intérieur brut – devraient contraindre à une politique budgétaire légèrement restrictive au cours de l'année à venir . En Argentine, la politique budgétaire est déjà extrêmement restrictive. Dans ce pays, un programme de réforme de l'économie de marché comportant des réductions radicales des dépenses publiques, une déréglementation radicale, l' abolition des subventions et du contrôle des prix et le flottement du taux de change a conduit à une grave crise de consolidation, dont le point le plus bas a probablement été adopté ce printemps. L'économie de la région devrait rester modérée au cours de l'année à venir. Les instituts prévoient une augmentation de la production économique en Amérique latine de 1,2% cette année et de 2,3% l'année prochaine.

Focus : Sur l'augmentation significative des taux d'endettement publics dans des domaines importants Économies

Ces dernières années, la dette publique des principales économies a fortement augmenté, atteignant plus de 100 % par rapport à la production économique dans tous les pays du G7 à l'exception de l'Allemagne (graphique 1.3, page 20). Pour la Chine, le Fonds monétaire international (FMI) donne un ratio de 84 % pour 2023 , mais selon un concept de dette élargie du FMI, il est de 117 %.5 La tendance à la hausse du taux d'endettement existe également dans l'ensemble de toutes les économies., pour lesquels des données sont disponibles (Figure 1.4, page 21). La part de la dette publique dans la dette totale du secteur non financier dans le monde tend également à augmenter (graphique 1.5, page 21). En 2020, première année de la pandémie de COVID-19, les taux d'endettement publics ont bondi en raison des mesures gouvernementales visant à contenir la crise et de l'effondrement de la production économique. Au cours des deux années suivantes, les taux d'endettement ont considérablement diminué, le produit intérieur brut nominal ayant fortement augmenté dans de nombreux pays en raison de la poussée de l'inflation . La politique monétaire a réagi par des hausses drastiques des taux d'intérêt, ce qui a entraîné une hausse significative des taux d'intérêt sur les marchés des capitaux. Avec eux, les coûts du service de la dette publique augmentent également, bien que généralement avec un certain retard, à savoir seulement lorsque les titres à faible taux d'intérêt arrivent à échéance et que l'émission de nouveaux titres finance ces obligations de paiement.6 L'augmentation de la charge d'intérêt est basée sur des calculs et Les projections du FMI sont globalement modérées dans les économies avancées, mais considérables pour les États-Unis (graphique 1.6, page 22).

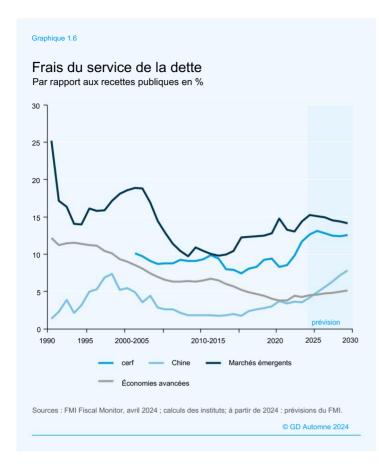


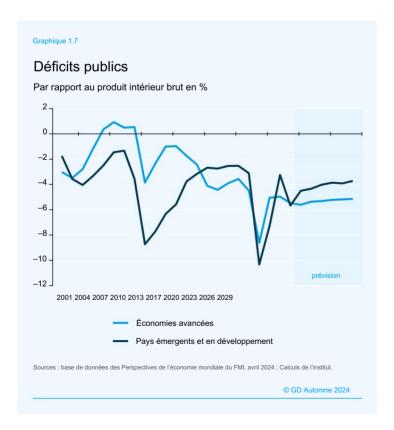
La question se pose de savoir dans quelle mesure le niveau élevé de la dette présente des risques macroéconomiques . Après tout, les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada avaient des taux d'endettement aussi élevés après la Seconde Guerre mondiale qu'aujourd'hui, et ils ont réussi à les réduire considérablement au cours des décennies suivantes . À cette époque, la réduction de la dette était facilitée par des taux de croissance économique globalement élevés, qui dépassaient en moyenne les taux d'intérêt du marché des capitaux jusque dans les années 1970 . En général, si le taux d'intérêt réel est inférieur au taux de croissance de la production, le poids d'un avantage donné

Sources : Banque des règlements internationaux ; Calculs de l'institut

⁵ Pour le premier quota, voir FMI: Perspectives de l'économie mondiale, avril 2024, pour le second, voir FMI: République populaire de Chine, communiqué de presse des consultations au titre de l'article IV, 2024, page 3 L'endettement des véhicules de financement des collectivités territoriales et des fonds publics est également pris en compte.

⁶ Le service de la dette publique a augmenté plus rapidement lorsqu'une part importante de la dette publique est constituée de titres indexés sur l'inflation. Cela est particulièrement vrai pour l'Italie et la Grande-Bretagne.





Le remboursement des anciennes dettes deviendra de plus en plus facile pour le secteur public au fil du temps, même si les intérêts et le remboursement sont financés exclusivement par de nouveaux emprunts . Cette condition est actuellement et sera probablement également remplie dans les années à venir en général (avec des exceptions , notamment en Italie), même si les taux de croissance dans les économies avancées sont bien inférieurs à ceux de l'aprèsguerre et devraient continuer à augmenter. baisse, principalement pour des raisons démographiques .7

Néanmoins, les ratios d'endettement dans la plupart des grandes économies

devraient continuer à augmenter au cours des prochaines années (graphique 1.3, page 20). Bien que la politique financière soit actuellement globalement neutre, cela signifie que les déficits structurels ne sont pas réduits de manière significative (graphique 1.7, page 22). En principe, il serait possible de réduire les déficits en réduisant les dépenses ou en augmentant les recettes . Toutefois, il sera probablement particulièrement difficile de réduire les dépenses publiques dans les années à venir pour plusieurs raisons. Surtout, les paiements des retraites et des services de santé augmentent avec le vieillissement de la population , que l'on peut observer presque partout, et presque partout une partie de ces dépenses est supportée par les budgets publics. En outre, la transition vers une méthode de production neutre en CO2, recherchée dans de nombreux endroits, est susceptible d'exercer une pression sur les budgets nationaux, dans la mesure où subventionner les technologies vertes au lieu de taxer les émissions est souvent choisi comme voie vers la neutralité climatique. On s'attend également à ce que les conflits géopolitiques entraînent une augmentation significative des dépenses de défense dans de nombreux endroits au cours des années à venir. D'un autre côté, une augmentation des taux d'imposition semble actuellement politiquement difficile à mettre en œuvre dans de nombreux pays . Les acteurs des marchés financiers ne semblent pas particulièrement s'en inquiéter pour le moment. Les primes de risque des titres publics des pays très endettés ont pour la plupart peu évolué ces derniers temps. Les raisons en sont probablement liées aux caractéristiques des deux pays qui supportent une grande partie de la dette publique et dont les ratios de déficit augmentent particulièrement rapidement, à savoir les États-Unis et la Chine. En tant que débiteurs, les États-Unis bénéficient du rôle du dollar américain en tant que monnaie de réserve mondiale, c'est-à-dire en tant que monnaie de transaction. d'investissement et de réserve internationale la plus importante. Parce que les titres du gouvernement américain génèrent des rendements sûrs dans la devise clé, le dollar américain, ils sont particulièrement attractifs. Tant que le besoin de médias de transaction, d'investissement et de réserve augmente avec la croissance économique mondiale, on peut s'attendre à ce que le besoin de titres du gouvernement américain tende également à augmenter, ce qui crée des ressources supplémentaires pour le champ des dépenses du gouvernement américain. Cependant, il n'est pas certain que le dollar restera à l'avenir la monnaie de réserve mondiale incontestée. Car avec le renminbi chinois, il pourrait bientôt avoir un sérieux problème

⁷ Une prévision actuelle de la différence entre le rendement du marché des capitaux sur les titres de dette publique et le taux de croissance nominal du produit intérieur brut en moyenne pour les années 2024 à 2029 peut être trouvée dans la base de données du FMI Fiscal Monitor d'avril 2024.

ter concurrent grandit. Certains signes indiquent qu'à l'écart des économies pour la plupart avancées regroupées autour des États-Unis, une zone économique dominée par la Chine est en train de se former, dont la monnaie de réserve serait probablement le renminbi.8

Pour la Chine elle-même, l'augmentation de la dette nationale est facilitée par le fait que seule une très petite proportion du passif appartient à des intérêts étrangers et que les contrôles sur les marchés de capitaux limitent la capacité des créanciers chinois à rechercher des opportunités d'investissement plus attractives à l'étranger. Le taux d'épargne des entreprises et des ménages en Chine est si élevé qu'il couvre à la fois un important excédent courant et d'importants besoins de financement public.

Si la solvabilité de l'État chinois n'est guère menacée, le niveau élevé d'utilisation des marchés de capitaux par l'État comporte le risque que l'utilisation des ressources financières par le secteur public remplace des utilisations privées plus efficaces, c'est-à-dire que les investissements publics soient des investissements plus productifs évincent les investissements privés.

Les risques de solvabilité à moyen terme sont plus importants pour les États très endettés qui ne disposent pas de leur propre banque centrale, comme certains États membres de l' Union monétaire européenne. Les primes de risque pour les titres de dette de ces pays restent probablement modérées car les marchés supposent que la BCE ou, en fin de compte, les pays partenaires viendront en aide aux États débiteurs en difficulté en cas de doute . Les États qui contrôlent leur système monétaire ont généralement la possibilité de limiter leur dette par une expansion monétaire. Toutefois, cela entraîne des risques à moyen et long terme pour la stabilité des prix. Si les acteurs des marchés financiers arrivent à la conclusion que la politique financière d'un État n'est pas viable, la valeur extérieure de sa monnaie peut chuter en très peu de temps. Cela est devenu évident à l'automne 2022, lorsque le gouvernement britannique a annoncé un programme de réduction d'impôts drastique et insuffisamment financé . L' effondrement ultérieur de la livre sterling sur les marchés des changes et l'augmentation des primes de risque sur les titres du gouvernement britannique ont contraint l'abandon du programme en quelques jours et ont fait chuter le Premier ministre

Enfin, une dette nationale élevée peut également limiter les options de politique économique à d'autres égards . Le cas japonais le montre : le yen a perdu considérablement de sa valeur ces dernières années , en termes réels de plus de 20 % par rapport au début de 2020.

Cela s'explique principalement par le fait que la Banque du Japon n'a pas suivi les hausses significatives des taux d'intérêt dans d'autres économies avancées et a maintenu son taux d'intérêt directeur proche de 0 %. Cela s'explique notamment par le taux d'endettement national extrêmement élevé du Japon, de 252 %, résultat d'une politique monétaire plus stricte.

L'augmentation significative des taux d'intérêt sur le marché des capitaux qui en résulterait pourrait mettre le budget de l'État en difficulté9.

Situation économique dans la zone euro

Dans la zone euro, la phase de stagnation qui a duré un an et demi a été surmontée au premier semestre 2024, et la production économique globale a depuis lors augmenté d'environ ¼ % par trimestre. Même si les services ont connu une croissance significative, la faiblesse du secteur manufacturier s'est poursuivie . Du côté de l'utilisation, les exportations ont particulièrement augmenté de manière significative au printemps, tandis que les dépenses de consommation ont stagné et les investissements ont diminué.

Le développement économique varie considérablement d'un pays à l'autre. En France, le produit intérieur brut a augmenté modérément, principalement en raison du maintien d'une activité étrangère favorable ; en Italie, cependant, l'expansion tout aussi modérée a été tirée par les investissements. La forte expansion renouvelée en Espagne a été largement soutenue. La production économique globale allemande a cependant chuté.

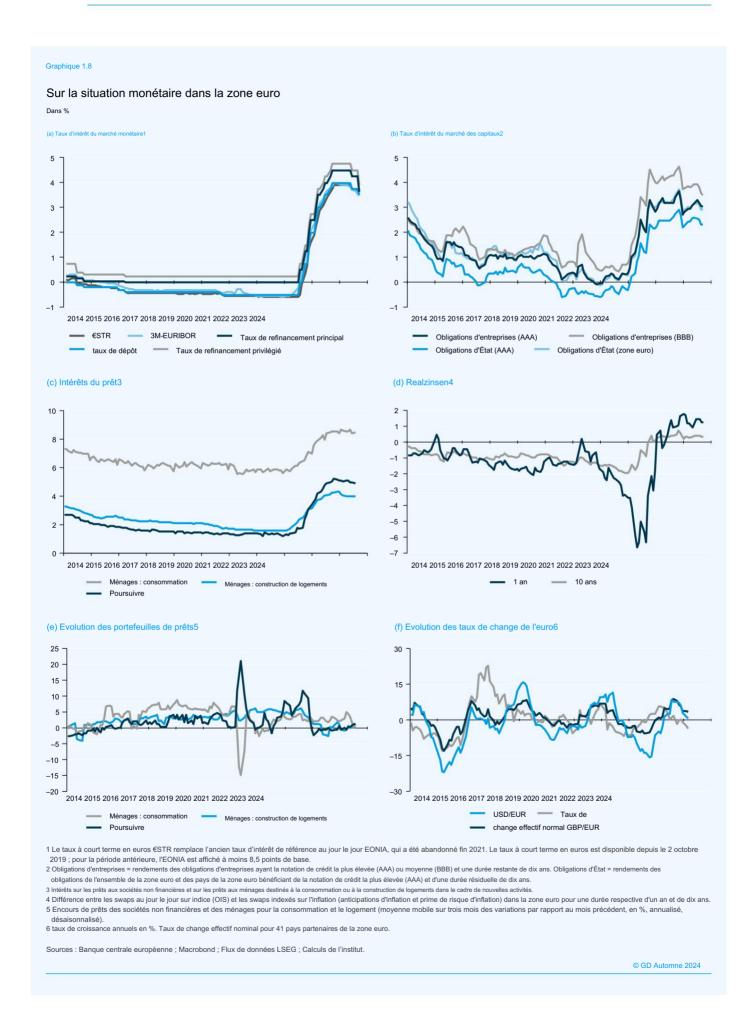
L'inflation continue de faiblir, quoique lentement. L'inflation, telle que mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), est tombée à 2,2 % en août 2024, atteignant son plus bas niveau en trois ans après être restée largement inchangée au cours des mois précédents. Le taux de base est cependant resté stable à un peu moins de 3 %. Le marché du travail est resté robuste. Bien que la production économique globale ait stagné au cours de l'année écoulée et que l'expansion ait été modérée jusqu'à présent cette année, le chômage est tombé à son plus bas historique de 6,4 % en juillet. La faiblesse de l'économie n'a jusqu'à présent contribué à une augmentation du chômage que dans quelques pays, comme l'Allemagne, la Finlande et l'Autriche. Dans l'ensemble, l'emploi dans la zone euro est resté sur une tendance à la hausse jusqu'à récemment, même si le rythme de l'expansion a ralenti.

La politique monétaire devient progressivement moins restrictive

Après que le taux directeur ait augmenté de 4,5 points de pourcentage au total de juillet 2022 à septembre 2023, la Banque centrale européenne (BCE) a réduit le taux de dépôt de 0,25 point de pourcentage chacune en juin et septembre de cette année, à 3,5 %. Suite à la réduction de l'écart entre les taux de dépôt et les taux principaux de refinancement en septembre (encadré 1.1, page 28), le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement est désormais de 3,65 % et celui des opérations de refinancement marginales est de 3,9 % (graphique 1.8, page 24). . Cela signifie que la politique monétaire continue actuellement d'avoir un effet restrictif, dans la mesure où les taux d'intérêt réels à court terme resteront probablement bien au-dessus du niveau neutre.

⁸ Dazu etwa Arslanalp, S.; Eichengreen, B.; Simpson-Bell, Ch.: L'érosion furtive de la domination du dollar: les diversificateurs actifs et l'essor des monnaies de réserve not traditionnelles, FMI WP/22/58, 2022.

⁹ Miyamoto, H.: Perspectives de la dette publique et de la politique monétaire au Japon, The Economists' voice 20/1, 2023, 131–134; Alberola, E. et al.: Politique monétaire non conventionnelle et soutenabilité de la dette au Japon, Journal of The Japanese and International Economies 69, 2023, 1–11.



La BCE continue de réduire son portefeuille obligataire . Depuis juillet 2023, l'intégralité des remboursements des avoirs du programme d'achat d'actifs (APP) ne sera plus réinvestie. Depuis, cela a conduit à une réduction moyenne des stocks de 27 milliards d'euros par mois. Par ailleurs, la BCE a décidé en décembre 2023 de réduire les avoirs du programme d'achats d'urgence en cas de pandémie (PEPP) de 7,5 milliards d'euros par mois au second semestre 2024 et d'arrêter complètement les réinvestissements à partir de début 2025 , ce qui est une conséquence. une réduction des stocks de 15 milliards d'euros en moyenne par mois. Les avoirs actuels dans le cadre des deux programmes de rachat sont si élevés, à environ 4,435 milliards d'euros, qu'à ce rythme de réduction, ils ne seraient complètement liquidés que dans neuf ans environ. En soi, la réduction des programmes d'achat devrait avoir un impact légèrement croissant sur les taux d'intérêt à long terme des marchés des capitaux.

Les instituts supposent que le Conseil de la BCE décidera de nouvelles baisses des taux d'intérêt. Fin 2024, le taux de dépôt devrait être de 3,25 %. Il devrait être ramené à 2.25 % d'ici l'été 2025.

Le taux de refinancement principal sera alors réduit à 2,4% et le taux de refinancement supérieur à 2,65%.

Compte tenu de la baisse des taux d'intérêt nominaux, les taux d'intérêt réels à court terme devraient se rapprocher du niveau des taux d'intérêt réels à long terme d'ici l'été 2025. La politique monétaire devrait alors être globalement neutre.

Bien entendu, la phase de taux d'intérêt élevés continuera à avoir un impact pendant un certain temps , par exemple parce que des prêts à taux d'intérêt plus élevés sont toujours en cours et limitent les possibilités d'investissement. Étant donné que les taux du marché monétaire continueront à être basés sur le taux de dépôt au cours de la période de prévision , l'Euribor à trois mois, qui était légèrement inférieur à 3,5% début septembre, devrait tomber à 2,25% d'ici la fin de la prévision. période.

Début septembre, les obligations d'État sur les marchés des capitaux européens affichaient un rendement légèrement inférieur à 3%, soit environ 0,7 point de pourcentage de moins que la valeur mensuelle la plus élevée de l'année précédente (octobre 2023). Cette évolution a également été soutenue par la relation internationale en matière de taux d'intérêt et par la baisse des rendements aux États-Unis. À mesure que l'inflation diminuait à l'échelle mondiale, des réductions des taux d'intérêt sont devenues plus probables dans ce pays et les rendements courants à long terme ont chuté en conséquence. Il est désormais probable que les baisses attendues des taux directeurs aient déjà été intégrées dans les cours, de sorte qu'un taux d'intérêt stable sur les obligations d'État d'environ 2,9% peut être attendu pour le reste de la période de prévision .

Les rendements actuels des obligations à long terme émises par les sociétés non financières devraient également rester à leurs niveaux actuels.

Les baisses des taux d'intérêt effectifs pour les prêts immobiliers et les prêts aux entreprises sont tombées respectivement à 0,3 et 0,2 pour cent.

points centraux plus faibles. De nouvelles baisses des nouvelles affaires sont attendues ici jusqu'à l'été 2025.

Les volumes de prêts au secteur privé ont légèrement augmenté depuis le printemps. Au cours de la période de prévision , les volumes de prêts, en particulier pour le financement immobilier, devraient augmenter quelque peu , également en raison de la baisse des taux d'intérêt.

La politique budgétaire devient progressivement restrictive

Le déficit budgétaire global des États membres de la zone euro s'élevait à 3,6 % du produit intérieur brut en 2023, soit quasiment le même que l'année précédente, et donc nettement plus élevé que prévu au printemps. L'expiration des mesures discrétionnaires a été contrebalancée par une hausse des dépenses et une baisse des recettes fiscales en raison de la faiblesse de l'économie.10 En conséquence, selon les estimations les plus récentes de la Commission européenne, le solde structurel (c'est-à-dire corrigé de la composante cyclique) du financement des administrations publiques a diminué de 0,5 point de pourcentage s'est amélioré à -3.6 % en 2023, indiquant un resserrement de la politique budgétaire.

Cependant, après ajustement des recettes publiques supplémentaires versées aux États membres sous forme de transferts dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience (FRA) de l'UE, le degré de restrictions était nettement inférieur. La BCE estime même que l'orientation de la politique financière est neutre.11

Les déficits budgétaires ne devraient diminuer que progressivement au cours de la période de prévision. D'une part, il est peu probable que l'expiration des mesures de soutien restantes liées à la crise énergétique améliore sensiblement les ménages , car ces mesures sont déjà peu efficaces compte tenu de la baisse des prix de l'énergie et entraînent donc une diminution des dépenses. En outre, il est peu probable que la baisse des taux d'intérêt réduise les déficits budgétaires, en particulier dans les pays très endettés, dans la mesure où le taux d'intérêt effectif sur la dette nationale n'a jusqu'à présent que légèrement augmenté en raison des échéances à long terme. Même si l' orientation globale de la politique budgétaire deviendra probablement restrictive, les fonds de l'ARF continueront de fournir d'importantes impulsions expansionnistes, notamment en matière d'investissements publics.

Parmi les cinq plus grandes économies de la zone euro, la France et l'Italie continueront d'afficher au cours de la période de prévision des déficits budgétaires bien supérieurs à la limite de 3 % fixée dans le Pacte de stabilité et de croissance (tableau 1.3, page 26). À l'été 2024, le Conseil européen a décidé d'engager une procédure pour déficit excessif à l'encontre de sept États membres, dont la France et l'Italie.

O Commission européenne : Prévisions du printemps 2024 https://economy-finance. ec.europa.eu/document/download/c63e0da2-c6d6-4d13-8dcb-646b0d1927a4_en?filename=in286_en.pdf

¹¹ BCE: Projections macroéconomiques septembre 2024, https://www.ecb.europa.eu/press/projections/html/ecb.projections202409_ecbstaff~9c88364c57.fr.html#toc5

Tableau 1.3

Soldes financiers des budgets publics dans certains pays de la zone euro

En % du produit intérieur brut nominal1

	2022	2023	2024	2025	2026
Allemagne	-2,6	-2,1	-2,1	-1,9	-1,9
France	-4,8	-5,5	-5,1	-4,8	-4,1
Italie	-8,6	-7,4	-4,5	-4,9	-3,9
Espagne	-4,7	-3,6	-2,7	-2,2	-2,0
Pays-Bas	-0,1	-0,3	-2,1	-2,7	-3,0
Zone euro2	-4,1	-3,4	-3,3	-3,3	-2,9

¹ Selon la délimitation selon le Traité de Maastricht.

Sources : Eurostat ; Commission européenne ; 2024 à 2026 : prévisions de l'Institut

© GD Automne 2024

Tableau 1.4

Données clés sur le développement économique dans la zone euro

	2023	2024	2025	2026	
	Changement	contre par rapport à l'a	nnée précédente en %,	corrigé des prix	
Produit intérieur brut	0,4	0,8	1,4	1,5	
Usage domestique	0,2	-0,4	1,2	1,4	
Consommation privée	0,7	0,7	1,2	1,4	
Consommation de l'État	1,2	1,7	1,3	1,2	
Formation brute de capital fixe	0,9	-1,3	3,0	1,7	
Variations d'inventaire1	-0,6	-0,2	0,0	0,0	
Contribution externe1	0,2	0,3	0,0		
Exporte	-0,5	2,2	3,9	3,8	
Importe	-0,9	0,0	3,9	3,9	
Prix à la consommation2	5,3	2,4	2,1	2,0	
	en % d	u produit intérieur b	rut nominal		
Solde budgétaire3	-3,6	-3,3	-3,3	-2,9	
Solde du compte courant	1,5	3,3	3,3	2,8	
		en % de l'effecti	f		
Taux de chômage4	6,5	6,4	6,3	6,2	

¹ cotisation d'agrandissemen

Sources : Eurostat ; Commission européenne ; calculs des instituts; 2024 à 2026 : prévisions des instituts.

© GD Automne 2024

Perspectives : la dynamique économique ne s'accélérera pas avant 2025

Les indicateurs avancés fournissent actuellement peu de preuves d'une reprise économique plus forte. L'expansion économique globale devrait donc se poursuivre avec une dynamique quasiment inchangée au second semestre 2024.

La politique monétaire continue d'avoir un effet freinant. Le dynamisme du secteur des services, qui a récemment soutenu l'économie, devrait décliner. Les goulets d'étranglement en matière de capacité sont de plus en plus visibles dans les pays où le tourisme a récemment atteint un niveau très élevé . Dans le même temps, les signaux du secteur manufacturier laissent actuellement entrevoir un nouveau ralentissement. Une reprise de ce secteur économique n'est attendue que l'année prochaine. Au total, le produit intérieur brut réel augmentera de 0,8% en 2024, soit un peu plus que l'année précédente, mais il continuera probablement à être inférieur au potentiel de production. Au cours de l'année à venir, l'assouplissement de la politique monétaire devrait progressivement stimuler l'économie. Le secteur de la construction en particulier connaîtra une certaine reprise et, avec lui, la demande de biens intermédiaires augmentera également. Même si l'assouplissement de la politique monétaire stimule essentiellement l'investissement , les dépenses de consommation bénéficieront probablement de la hausse des salaires réels (tableau 1.4. page 26). Une augmentation du produit intérieur brut de 1.4 % est attendue pour 2025 et de 1,5 % pour 2026 (tableau 1.5, page 27).

L'inflation devrait continuer de baisser au cours de la période de prévision et atteindre l'objectif d'inflation de 2 % de la BCE en 2026 . Toutefois, en raison de la volatilité de la composante du prix de l'énergie, le développement ne sera pas stable . Le taux de base restera pendant longtemps nettement élevé en raison de la hausse persistante des prix des services. Le chômage diminuera dans la majorité des États membres sur l'ensemble de la période de prévision. Dans un certain nombre de pays, la pénurie de main-d'œuvre s'accentue, de sorte que l'évolution des salaires est soutenue de ce côté. Le taux de chômage dans la zone euro sera probablement de 6,4 % en moyenne en 2024 et reviendra à 6,3 % et 6,2 % dans les deux années suivantes

² somme de pays ; pondéré par le produit intérieur brut.

² Indice harmonisé des prix à la consommation

³ Administrations publiques, calculé pour l'ensemble des cinq plus grands pays de la zone euro

⁴ Standardisé.

Produit intérieur brut, prix à la consommation et taux de chômage dans l'Union européenne

			Produit intérie	ur brut1			Prix à la con	sommation2		Taux de chômage3				
	Poids (PIB)		\	/ariations par	rapport à l'an	née précéder	te en %			dans %				
		2023	2024	2025	2026	2023	2024	2025	2026	2023	2024	2025	2026	
Allemagne	24,3	-0,1	-0,1	0,9	1,2	6,1	2,4	2,0	2,0	3,0	3,3	3,2	3,2	
France	16,5	1,1	1,1	1,2	1,5	5,7	2,5	2,0	1,9	7,4	7,4	7,4	7,3	
Italie	12,3	1,0	0,8	1,1	1,0	6,0	1,2	1,9	2,0	7,7	7,0	6,9	6,9	
Espagne	8,6	2,5	2,7	1,8	1,8	3,4	3,0	2,2	2,1	12,2	11,6	11,3	11,4	
Pays-Bas	6,1	0,1	0,6	1,6	1,5	4,2	3,2	2,3	1,9	3,6	3,6	3,5	3,5	
Belgique	3,4	1,4	1,2	1,4	1,6	2,3	3,9	2,6	2,2	5,5	5,7	5,4	5,3	
Irlande	3,0	-5,2	-1,9	3,5	3,6	5,2	1,7	1,9	1,9	4,3	4,4	4,4	4,4	
Autriche	2,8	-0,7	0,0	1,0	1,6	7,8	3,0	2,3	2,1	5,1	5,0	5,0	4,9	
Finlande	1,6	-1,2	-0,2	1,9	1,7	4,4	1,0	1,8	1,9	7,2	8,1	7,6	7,2	
Portugal	1,6	2,3	1,8	2,0	2,1	5,3	2,5	2,0	2,0	6,6	6,5	6,3	6,2	
Grèce	1,3	2,0	2,5	2,1	2,0	4,2	2,8	1,9	2,0	11,0	10,2	9,4	9,1	
Slovaquie	0,7	1,6	2,2	2,3	2,5	11,1	2,8	2,8	2,5	5,9	5,5	5,4	5,2	
Luxembourg	0,5	-1,1	1,1	2,4	2,4	2,9	2,5	2,0	2,0	5,2	5,6	5,3	5,2	
Croatie	0,4	3,1	3,6	2,6	2,5	8,5	3,4	2,7	2,2	6,1	5,8	5,5	5,5	
Lituanie	0,4	-0,3	2,2	2,8	3,1	9,0	1,1	2,2	2,2	6,9	7,5	7,2	6,9	
Slovénie	0,4	1,9	1,2	2,3	2,2	7,3	2,1	1,8	2,1	3,7	3,2	3,1	3,1	
Lettonie	0,2	0,0	0,6	2,3	2,7	9,5	1,2	2,0	2,1	6,5	6,8	6,4	6,1	
Estonie	0,2	-3,1	-0,3	3,3	3,5	9,4	3,2	2,4	2,2	6,4	7,5	7,2	6,8	
Chypre	0,2	2,5	3,3	2,1	2,2	4,0	2,0	2,0	2,1	5,9	4,9	4,6	4,5	
Malte	0,1	7,8	4,1	3,8	3,6	5,6	2,4	2,3	2,2	3,1	3,0	2,9	2,8	
Zone euro dans son ensemble	84,7	0,5	0,8	1,4	1,5	5,3	2,4	2,1	2,0	6,6	6,4	6,3	6,2	
sans l'Allemagne	60,4	0,8	1,1	1,5	1,6	5,1	2,4	2,1	2,0	7,9	7,5	7,4	7,3	
Pologne	4,4	0,1	3,3	3,6	3,4	11,0	3,7	3,7	3,0	2,8	2,9	2,8	2,7	
Suède	3,2	-0,1	0,5	1,9	2,1	6,0	2,1	1,9	2,0	7,7	8,2	7,8	7,4	
Danemark	2,2	2,5	1,6	2,1	2,1	3,4	1,4	2,0	1,9	5,1	5,7	5,3	5,0	
Roumanie	1,9	2,1	1,8	3,2	3,4	9,8	5,9	4,1	3,3	5,6	5,3	5,2	5,1	
République tchèque	1,8	0,0	1,0	2,7	2,8	12,1	2,4	2,1	2,1	2,6	2,8	2,6	2,4	
Hongrie	1,2	-0,7	1,6	3,1	3,5	17,5	4,2	4,1	3,3	4,0	4,4	4,1	3,9	
Bulgarie	0,6	2,0	2,3	3,0	2,7	8,7	2,9	2,6	2,3	4,3	4,4	4,0	4,1	
UE-274	100,0	0,5	0,9	1,6	1,7	5,8	2,5	2,2	2,1	6,0	5,9	5,8	5,7	
Pays d'Europe centrale et orientale5	12,2	0,6	2,2	3,1	3,1	10,0	3,6	3,3	2,8	4,0	4,1	3,9	3,8	

¹ Les taux de croissance sont corrigés des effets de prix, saisonniers et calendaires.

Sources : Eurostat ; FMI; calculs des instituts; 2024 à 2026 : prévisions de l'Institut.

© GD Automne 2024

² Indice harmonisé des prix à la consommation. 3 Standardisé.

⁴ Total des pays répertoriés. Produit intérieur brut et prix à la consommation pondérés par le produit intérieur brut 2023 en dollars américains. Taux de chômage pondéré par le nombre de personnes occupées en 2023.

⁵ Pays d'Europe centrale et orientale : Slovaquie, Croatie, Lituanie, Slovénie, Lettonie, Estonie, Pologne, Roumanie, République tchèque, Hongrie, Bulgarie.

Encadré 1.1

Sur la nouvelle politique monétaire Le cadre d'action de la BCE

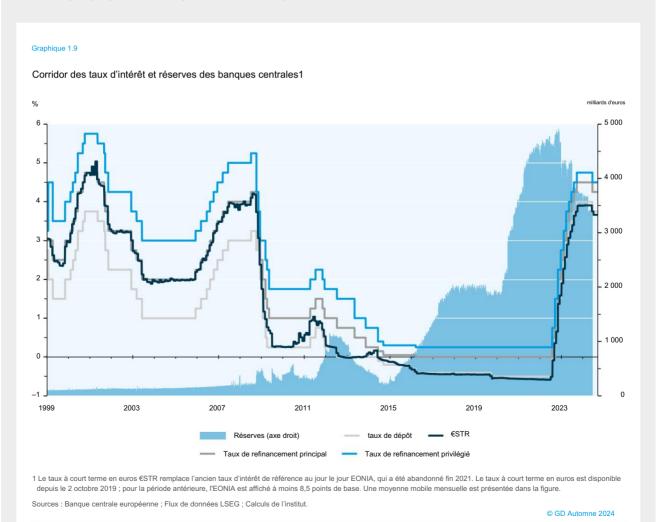
En mars 2024, la BCE a décidé d'ajuster son cadre de politique monétaire.1 Il était notamment prévu de réduire l'écart de taux d'intérêt entre le taux de dépôt (limite inférieure) et le taux de refinancement principal (moyen) ou le taux de refinancement marginal (limite supérieure). limite) (Figure 1.9, page 28). Celui-ci s'est achevé en septembre. L'écart entre le taux de dépôt et le taux de refinancement principal est passé de 0,5 à 0,15 point de pourcentage. Le taux de refinancement le plus élevé a emboîté le pas et reste supérieur de 0,25 point de pourcentage au taux de refinancement principal. Avec la hausse des taux d'intérêt en septembre, le taux de refinancement principal a diminué de 0,6 point de pourcentage, tandis que l'impulsion de la politique monétaire n'était que de -0,25 point de pourcentage.

Dans l'ensemble, les réserves excédentaires restent élevées, de sorte que le taux de dépôt continue de constituer le taux d'intérêt directeur pertinent. Ce système n'a été mis en place que ces dernières années . Au début de l'union monétaire, la BCE opérait dans un système de réserves rares et était en mesure de contrôler l'offre de réserves dans le système bancaire grâce à ses opérations initiales d'open market (opérations principales de refinancement de deux semaines et opérations à plus long terme de trois mois). opérations de refinancement) . Par exemple, une provision plus généreuse a conduit à une augmentation de l'offre de réserves dans le système bancaire et donc à une baisse des taux d'intérêt sur le marché monétaire interbancaire. Le nombre limité d' opérations de refinancement proposées a été mis aux enchères dans le cadre d'un processus concurrentiel.

Les banques ayant des besoins de liquidités qui n'y étaient pas éligibles ont emprunté les réserves auprès d'autres banques disposant d'un excédent de liquidités. Les taux du marché monétaire étaient donc très proches du taux principal de refinancement.

En 2008, la BCE a combattu la récession consécutive à la crise financière en abaissant fortement ses taux d'intérêt directeurs . Afin de fournir aux banques des liquidités supplémentaires

1 Selon la BCE, le cadre de politique monétaire sert à « imposer des mesures monétaires à court « contrôler les taux de marché afin qu'ils soient aussi étroitement alignés que possible sur les décisions de politique monétaire du Conseil des gouverneurs de la BCE (communiqué de presse de la BCE, 13 mars 2024 https://j. www.ecb.europa.eu/press/pr/date/2024/html/ecb.pr240313-807e240020.de.html).



Afin d'augmenter le financement et de prévenir l'insolvabilité des banques, la BCE est passée au système d'allocation totale, ce qui signifie que chaque demande des banques était satisfaite par des opérations de refinancement appropriées. Cela a provoqué une augmentation temporaire du montant des réserves du système bancaire . Ainsi, des fluctuations plus importantes des taux du marché monétaire autour du taux principal de refinancement ont été observées, souvent à la baisse.

Avec le début de l'assouplissement quantitatif via des programmes d'achat d'obligations en 2015, le montant des réserves a fortement augmenté. Les réserves n'étant plus rares, le taux d'intérêt sur le marché monétaire est tombé jusqu'à la limite inférieure de la fourchette des taux d'intérêt (taux des dépôts). En principe, les banques ne sont disposées à prêter leurs réserves qu'à un taux d'intérêt plus élevé que celui qu'elles gagneraient si elles étaient déposées auprès de la BCE. Cependant, comme les réserves excédentaires ont fortement limité la demande de réserves sur le marché monétaire, les volumes de transactions n'y ont été que très faibles depuis lors.

Bien que les réserves excédentaires aient légèrement diminué depuis leur sommet de plus de 4 500 milliards d'euros à la mi-2022, sur la base de la trajectoire actuelle de réduction du portefeuille obligataire, le remboursement complet devrait prendre encore neuf ans . On s'attend donc à ce que le montant des réserves excédentaires reste élevé dans un avenir prévisible. Cela est conforme à l'objectif déclaré de la BCE de continuer à contrôler l'orientation de la politique monétaire via le taux de dépôt.

À la lumière de l'expérience de la banque centrale américaine en 2019, lorsque le marché monétaire a connu de fortes fluctuations en raison de la réduction des réserves excédentaires2, la BCE a désormais réduit l'écart de taux d'intérêt à titre préventif afin que les taux d'intérêt du marché monétaire le taux est d'un maximum de 0,15 points de pourcentage sur le taux de refinancement principal sauterait. La volatilité des taux d'intérêt sur le marché monétaire est ainsi limitée. D'un autre côté, cela réduit les incitations à un marché interbancaire actif, car les

banques peuvent gagner moins de 0,15 point de pourcentage si elles offrent des réserves sur le marché monétaire. Une reprise du marché interbancaire semble donc peu probable, notamment parce que la BCE souhaite s'en tenir à l'allocation totale des opérations de refinancement. À moyen terme, la BCE prévoit de continuer à détenir des portefeuilles de titres (portefeuille d'obligations structurelles) qui, associés à de nouvelles opérations structurelles de refinancement à plus long terme, devraient contribuer à couvrir les besoins de liquidité du secteur bancaire.3 Le taux d'intérêt sur le dépôt Cette facilité sera donc probablement aussi celle qui déterminera le marché monétaire à moyen terme. Le taux d'intérêt directeur reste le même. Cependant, pour les banques qui ne disposent pas de réserves excédentaires importantes , la réduction du taux principal de refinancement représente une réduction significative de leurs coûts de refinancement.

Focus : Sur la politique économique Implications de la croissance Le populisme en Europe

Depuis la crise financière, les partis populistes ont joué un rôle de plus en plus important dans le monde et notamment en Europe.12 Cette évolution peut avoir des conséquences sur la politique économique européenne si les partis populistes favorisent systématiquement des mesures politiques différentes de celles des partis établis. Dans ce contexte, les positions de politique économique typiques des partis populistes sont identifiées ci-dessous et les conséquences économiques de la politique économique populiste sont présentées.

Définitions

Selon une définition large, les populistes se caractérisent par le fait qu'ils promeuvent l'antagonisme entre

revendiquer le « peuple » et les « élites établies »13.

En conséquence, les partis populistes se présentent comme la véritable représentation des intérêts du peuple contre les « élites corrompues ». En outre, les populations se voient souvent attribuer une identité nationale qui contraste avec les projets de mondialisation des élites.

Succès électoraux et causes possibles

En Europe, les partis classés comme populistes jouissent d' une forte popularité depuis les années 2000 (graphique 1.10, page 30). Entre 2000 et 2023, leur part des voix est passée d'environ 12 % à plus de 24 %. Cela est presque exclusivement dû à la croissance des partis populistes de droite.14 Dans la littérature, les deux

² Anbil, S.; Anderson A.; Senyuz Z.: Que s'est-il passé sur les marchés monétaires en septembre 2019 ?, dans : FEDS Notes. Washington : Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale, 27 février 2020, (https://www.federaireserve.gov/econres/notes/feds-notes/what-happened-in-money-markets-in-septembre-2019-2020/27 html)

³ Schnabel, I.: Le cadre opérationnel de l'Eurosystème, dans : discours lors de la réunion du Money Market Contact Group, 2024.

¹² Rodrik, D.: Le populisme est-il nécessairement une mauvaise économie ?, dans : AEA Papers and Proceedings, 108 : 196–99, 2018. Algan, Y.; Guriev, S; Papaioannou, E; Passari, E: La crise de confiance européenne et la montée du populisme, dans : Brookings Papers on Economic Activity, automne : 309–400, 2017. Funke, M.; Schularick, M; Trebesch, C: Les dirigeants populistes et l'économie, dans : American Economic Review 113.12 : 3249–3288, 2023.

¹³ Mudde, C.: Les partis populistes d'extrême droite en Europe, dans : Cambridge University Press, 2007. Rodrik, D.: Le populisme est-il nécessairement une mauvaise économie ?, dans : AEA Papers and Proceedings, 108 : 196–99, 2018. Guriev, S.; Papaioannou, E : L'économie politique du populisme, dans : Journal of Economic Literature 60.3 : 753–832, 2022.

¹⁴ Scheiring, G; Serrano-Alarcón, M; Moise, A; McNamara, C; Stuckler, D: La réaction populiste contre la mondialisation: une méta-analyse des preuves causales, dans: British Journal of Political Science, 54(3): 892–916, 2024; Rodrik, D.: Pourquoi la mondialisation alimente-t-elle le populisme? Économie, culture et montée du populisme de droite, dans: Annual Review of Economics 13.1: 133–170, 2021.

causes culturelles et économiques identifiées :15
En tant que facteur culturel, la xénophobie est au premier plan.16 En tant que facteur économique , ce sont souvent les crises financières qui conduisent à la montée des forces populistes.17 En outre, le déplacement de la production nationale par les importations en provenance de Chine est identifié comme une force motrice de la croissance. populisme.18 Ainsi, les partis populistes en Allemagne sont particulièrement attirés par les personnes dont les emplois sont menacés par la concurrence internationale ou par des changements structurels, tels que l'automatisation croissante.19 En outre, les problèmes économiques spécifiques sont importants dans chaque pays. Il s'agit par exemple du rôle des réductions des dépenses publiques dans le vote sur le Brexit20, de l'endettement des ménages privés en devises en Hongrie21 ou de la mauvaise gestion des fonds publics en France22.

15 Rodrik, D.: Pourquoi la mondialisation alimente-t-elle le populisme ? Économie, culture et montée du populisme de droite, dans : Annual Review of Economics 13.1 : 133–170, 2021.

Positions de politique économique des partis populistes

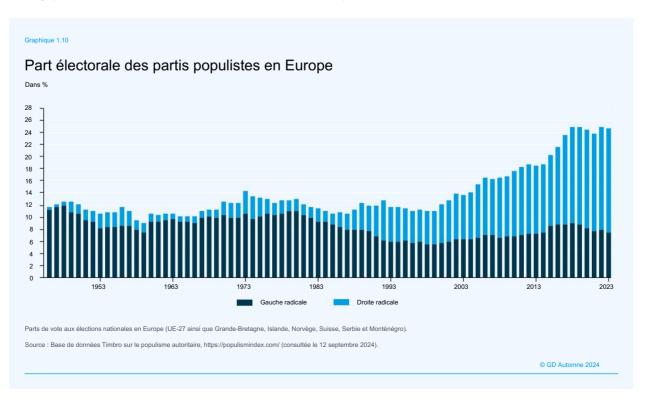
Les positions des partis populistes de droite et de gauche sur les questions de politique économique dans les États membres de l'UE sont enregistrées par l'enquête Chapel Hill depuis 1999.23 Sur la base d'enquêtes d'experts, les partis sont classés dans l'éventail politique.

Cependant, les frontières ne correspondent pas entièrement à la définition des partis populistes utilisée ici. Il s'avère cependant que les partis extrêmes, tant à gauche qu'à droite, se caractérisent par une rhétorique prononcée anti-establishment et anti-élite, qui est la caractéristique essentielle des partis populistes (graphique 1.11, page 31).

L'enquête Chapel Hill comprend également les positions des partis sur la politique d'immigration et le marché intérieur (libre circulation des biens, des services, des capitaux et du travail au sein de l'UE). Les extrémistes de droite prônent une politique d'immigration très restrictive et s'élèvent contre le marché intérieur. Même si les extrémistes de gauche soutiennent souvent une politique d'immigration permissive, ils ont une vision tout aussi critique du marché intérieur (graphique 1.12, page 31).

On s'attendrait donc à ce qu'une politique économique européenne plus fortement influencée par les partis populistes ait tendance à s'éloigner du marché intérieur européen pour s'orienter vers davantage de protectionnisme national.24

²⁴ Funke, M.; Schularick, M.; Trebesch, C.: Les dirigeants populistes et l'économie, dans: Ameripeut Economic Review 113.12 : 3249–3288, 2023.



¹⁶ Becker, SO; Fetzer, T.: La migration provoque-t-elle un vote extrême ?, Dans: Center for Avantage concurrentiel dans l'économie mondiale et Conseil de recherche économique et sociale : 1–54, 2016. Dustmann, C.; Vasiljeva, K.; Piil Damm, A.: Migrations de réfugiés et résultats électoraux, dans: The Review of Economic Studies 86.5: 2035–2091, 2018. Edo, A.; Giesing, Y.; Öztunc, J.; Poutvaara, P.: Immigration et soutien électoral à l'extrême gauche et à l'extrême droite, dans: European Economic Review 115: 99–143, 2019.

¹⁷ Mian, A.; Sufi, A.; Trebbi, F.: Résoudre le surendettement : contraintes politiques dans le Aftermath of Financial Crises, dans : American Economic Journal : Macroeconomics 6.2 : 1–28, 2014; Doerr, S.; Gissler, S.; Peydró, J.-L.; Voth, H.-J. : Crises financières et radicalisation politique : comment les banques en faillite ont ouvert la voie à Hitler vers le pouvoir. The Journal of Finance, 77 (6), 3339–3372, 2022. Hüttl, P.; Baumgartner, S.: When Credit Turns Political : Eviden-ce from the Spanish Financial Crisis, DIW Berlin Discussion Paper No. 2042, 2024.

¹⁸ Cela est particulièrement vrai pour les États-Unis. Auteur, D.; Dorn, D.; Hanson, G.; Majlesi, K.: Je-Polarisation politique? Les conséquences électorales d'une exposition croissante au commerce ». Dans: American Economic Review 110.10: 3139–83, 2020.

¹⁹ Franz, C.; Garamov, A.; Kritikos, A.; Krivoluzky, A.; Fratzscher, M.: Économie, démographie et griefs structurels: les facteurs à l'origine du succès de l'AfD aux élections européennes de 2024, dans: DIW Weekly Report 91.30: 479–488, 2024.

²⁰ Becker, S.; Fetzer, T.; Novy, D.: Qui a voté pour le Brexit ? Une étude complète au niveau du district analyse, Dans: Economic Policy 32.92:601–650, 2017.

²¹ Gyöngyösi, G.; Verner, E.: Crise financière, conflit créancier-débiteur et populisme, dans : ...Journal des Finances 77.4 : 2471–2523. 2022

²² Sartre, E.; Gianmarco, D.: Prêts toxiques et montée des candidatures populistes, dans : SSRN Working Paper, 2021.

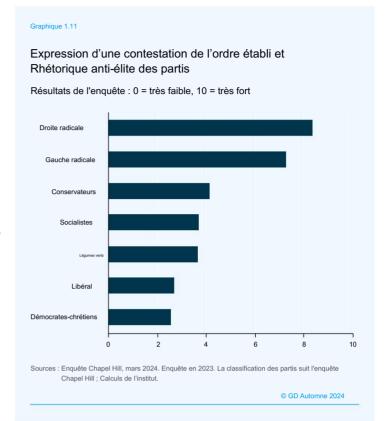
²³ Jolly, S.; Boulanger, R.; Hooghe, L.; Marques, G.; Polk, J.; Rovny, J.; Steenbergen, M.; Vachudova, MA: Fichier de tendances de l'enquête d'experts de Chapel Hill, 1999-2019, dans: Electoral studies 75: 102420, 2020.

Cela concorde avec le fait que les gouvernements populistes s'appuient souvent sur des mesures protectionnistes telles que des droits de douane et des restrictions à l'importation afin de protéger les industries nationales . Cela peut, au mieux, garantir des emplois à court terme, mais cela nuit aux consommateurs et peut conduire à des conflits commerciaux et nuire à la compétitivité.

Conséquences d'une politique économique populiste

Les conséquences économiques du populisme ont été examinées dans un certain nombre d'études empiriques. Pour la période 1900 à 2020, on peut constater que le produit intérieur brut par habitant, 15 ans après l'arrivée au pouvoir des gouvernements populistes, est inférieur d'environ 10 % au niveau autrement possible, ce qui équivaut à une perte de croissance annuelle d'environ 0,7 point de pourcentage25. en ce qui concerne les mesures politiques spécifiques identifiées dans la section précédente comme étant préférées par les partis populistes, telles que les restrictions migratoires et le protectionnisme, le Brexit en Grande-Bretagne et le conflit commercial entre les États-Unis et la Chine, peuvent être utilisées comme études de cas qui ont été analysées. plusieurs fois . Alors que les coûts économiques du Brexit à eux seuls sont estimés à 2,5 % du produit intérieur brut d'ici fin 201826, diverses études montrent également des effets négatifs tant pour l'économie

américaine que pour l'économie étrangère, en particulier pour le conflit commercial initié par le président Trump avec la Chine.27

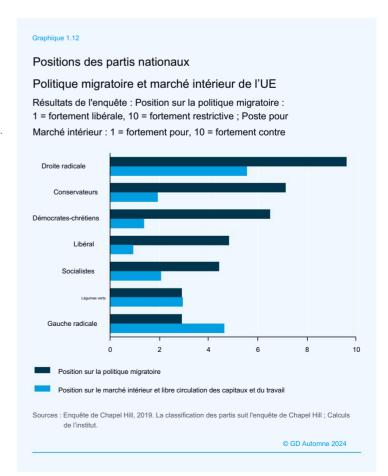


En ce qui concerne la politique migratoire, il existe, entre autres, le risque que l'émergence de partis populistes dissuade les groupes de population bien éduqués et particulièrement productifs, car ils ont souvent une préférence pour la diversité culturelle.28 Cela affaiblirait la force d'innovation et la compétitivité, et affecter l'activité d'investissement. Une enquête auprès des entreprises montre que 69 % des entreprises interrogées en Allemagne considèrent le parti AfD comme un risque géographique pour l'Allemagne.29 À long terme, ces facteurs mettent en danger la stabilité économique et la croissance économique des régions concernées.



²⁶ Born, B.,; Müller, GJ; Schularick, M.; Sedláček, P. : Les coûts du nationalisme économique : les preuves de l'expérience du Brexit, dans : The Economic Journal, 129(623) : 2722–2744, 2019.

²⁹ Knut Bergmann, K.; Diermeier, M.: Élections européennes: une entreprise sur deux fait campagne publiquement contre l'AfD, Institut économique allemand, 2024, en ligne sur: https://www.iwkoeln.de/presse/pressemitteiligen/matthias-diermeier-knut-bergmann-Chaque seconde L'entreprise s'exprime publiquement contre l'AfD. html [consulté le: 11 septembre 2024].



²⁷ Fajgelbaum, PD; Goldberg, PK; Kennedy, PJ; Khandelwal, AK: Le retour au protectionnisme, dans: The Quarterly Journal of Economics, 135(1): 1-55, 2020. Boer, L.; Menk-hoff, L.; Rieth, M.: L'impact multiforme de la politique commerciale américaine sur les marchés financiers, dans: Journal of Applied Econometrics, 38(3): 388-406, 2023. Ferrari Minesso, M.; Kurcz, F.; Pagliari, MS: Les mots font-ils plus mal que les actes ? L'impact des tensions commerciales sur les marchés financiers, dans: Journal of Applied Econometrics, 37(6): 1138–1159, 2022.

²⁸ Ottaviano, GIP; Peri, G.: La valeur économique de la diversité culturelle : l'exemple des villes américaines. Journal of Economic Geography 6 (1): pages 9–44, 2006. Behrens, K.; Duranton, G.; Robert-Nicoud, F.: Villes productives: tri, sélection et agglomération, Journal of Political Economy, 122 (3): 507–553, 2014.

2. Situation et prévisions de l'économie allemande

aperçu

L'économie allemande est au point mort depuis plus de deux ans . Comme prévu par les instituts, la production économique a légèrement augmenté au début de l'année, mais s'est à nouveau contractée au deuxième trimestre. Une lente reprise devrait s'amorcer au cours des prochains trimestres, mais la croissance économique en Allemagne ne pourra plus suivre la tendance d'avant la pandémie de COVID-19, car la phase de faiblesse prononcée n'a pas que des causes économiques. La décarbonisation, le changement démographique et probablement aussi une concurrence accrue des entreprises chinoises ont déclenché en Allemagne des processus d'ajustement structurel qui freinent les

Depuis la pandémie, la production potentielle a été révisée à plusieurs reprises à la baisse et est inférieure de près de 4 % en 2024 aux prévisions des instituts à l'automne 2019.

perspectives de croissance à long terme de l'économie allemande.

Les effets cumulés du changement structurel et du ralentissement économique sont particulièrement évidents dans le secteur manufacturier. Les fabricants de biens d'équipement et la production des industries à forte intensité énergétique sont particulièrement touchés. Leur compétitivité souffre de la hausse des coûts énergétiques et la concurrence croissante des produits industriels de haute qualité en provenance de Chine, qui supplantent les exportations allemandes sur les marchés mondiaux. Les effets du processus d'ajustement structurel sont difficiles à estimer car les indicateurs de performance économique dressent un tableau différent. Même si la valeur ajoutée brute du secteur manufacturier a largement stagné depuis 2018, la production a chuté de plus de 12 % sur la même période. Cet écart reflète un changement structurel dans lequel le secteur manufacturier fournit de plus en plus de services d'accompagnement qui ont jusqu'à présent compensé le déclin de la production industrielle.

Sur le plan économique, le secteur manufacturier souffre également de la faiblesse de l'économie industrielle mondiale et du manque de nouvelles commandes qui en découle. Le carnet de commandes déclaré res Cependant, les commandes de la période pandémique ne peuvent souvent pas être traitées de manière rentable en raison de la hausse des prix. Les entreprises produisent nettement moins que ce que leurs capacités de production le permettraient. Cette sous-utilisation s'est récemment accentuée. Les conséquences de l'affaiblissement sont atténuées

Tableau 2.1

Données trimestrielles sur l'évolution des composantes usage du produit intérieur brut1

Variation par rapport au trimestre précédent en %

		202	23		2024					20:	25		2026			
		=	Ш	IV		П	III	IV		=	Ш	IV		II	Ш	IV
Dépenses de consommation privée	-0,4	0,8	-0,0	-0,0	0,3	-0,2	0,1	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Consommation publique	0,2	-0,2	1,2	0,7	-0,1	1,0	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
bâtiments	1,3	-0,7	-1,3	-1,9	0,8	-2,0	-0,9	-0,2	0,2	0,4	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4
Équipements	-1,0	-0,2	0,5	-2,1	-1,6	-4,1	-0,7	0,2	0,5	0,7	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1
Autres installations	1,7	1,0	0,9	1,4	1,4	0,6	0,4	0,4	0,8	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,5	0,5
Investissements en stocks2	-0,3	-0,1	-0,2	-0,7	-0,1	0,4	-0,0	0,0	-0,0	-0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	-0,0	-0,0
Usage domestique	-0,3	0,2	-0,1	-0,9	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
Contribution externe2	0,5	-0,4	0,3	0,5	0,2	-0,1	-0,2	-0,1	-0,0	0,0	-0,0	-0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Exporte	0,2	-0,4	-0,7	-0,9	1,3	-0,2	0,0	0,3	0,6	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3
Importe	-1,0	0,5	-1,4	-2,0	0,8	0,0	0,4	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5
Produit intérieur brut	0,1	-0,2	0,2	-0,4	0,2	-0,1	-0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1

1 Prix, valeurs corrigées des variations saisonnières et calendaires

2 Contribution à la variation du produit intérieur brut en points de pourcentage (composantes de Lundberg)

Sources : Office fédéral de la statistique ; à partir du troisième trimestre 2024 : prévisions des instituts.

© GD Automne 2024

che dans le secteur manufacturier en raison de l' augmentation parfois forte de la valeur ajoutée brute dans les secteurs des services - en particulier ceux qui sont dominés par l'État.

Le manque persistant d'investissements est symptomatique des problèmes du secteur manufacturier. L'investissement privé en équipement est en chute libre depuis quatre trimestres. En outre, le commerce extérieur allemand n'a guère bénéficié récemment de la reprise du commerce mondial . Les exportations allemandes de biens d'équipement, en particulier, ont connu une faible évolution. En termes d'activité économique en Allemagne, le niveau toujours élevé des taux d'intérêt et l'incertitude économique et géopolitique accrue ont probablement mis à rude épreuve les activités d'investissement des entreprises et la propension à acheter des ménages privés . Les investissements dans la construction ne semblent pas encore avoir atteint leur point bas.

Même si la consommation privée a pu soutenir l'économie au premier semestre, la reprise espérée ne s'est pas concrétisée malgré une forte augmentation du revenu réel disponible. Les ménages privés ont de plus en plus épargné leurs revenus au lieu de les dépenser en biens de consommation. Cela s'explique probablement principalement par l'incertitude croissante concernant le cadre de la politique économique et par les inquiétudes croissantes concernant son propre emploi. Le taux d'épargne a augmenté pendant cinq trimestres consécutifs et s'est établi le plus récemment à 11,3 %, soit près d'un demipoint de pourcentage au-dessus de son niveau à long terme (chapitre 5; page 73).

Une reprise dynamique n'est pas attendue au cours de la période de prévision, car les processus d'ajustement structurel sont en cours et les obstacles économiques ne devraient se dissiper que progressivement. Dans l'ensemble, les premiers indicateurs du troisième trimestre suggèrent que la production économique diminuera à nouveau légèrement. À partir de la fin de l'année, le produit intérieur brut devrait croître à des rythmes modérés (tableau 2.1, page 32).

Cette modeste reprise est probablement due à l'augmentation de la consommation privée (tableau 2.2, page 33), qui est soutenue par de fortes augmentations du revenu disponible réel . Le commerce extérieur allemand devrait connaître une légère reprise au cours des deux prochaines années. En raison de la concurrence accrue des produits chinois, les exportations et importations allemandes ne bénéficieront probablement pas de l'augmentation du commerce mondial dans la même mesure qu'avant le début de la pandémie . Ils sont toutefois encouragés par le fait que la conjoncture dans les pays européens voisins, les marchés de vente les plus importants pour les prestataires allemands, devrait s'améliorer. Associé à des conditions de financement plus favorables, cela profite aux investissements fixes.

La création de valeur dans le secteur manufacturier devrait également en bénéficier et revenir aux niveaux d'avant la pandémie d'ici fin 2026.

Tableau 2.2

Contributions à l'évolution du produit intérieur brut

Ajusté au prix, en points de pourcentage

	C	Contributions à la croissance				Importation ajustée Contributions à la croissance1			
	2023	2024	2025	2026 20	23	2024	2025	2026	
Dépenses de consommation	-0,2	0,6	0,8	0,7	-0,1	0,6	0,5	0,4	
Ménages privés	-0,2	0,2	0,5	0,5	-0,1	0,2	0,3	0,3	
Supports	-0,0	0,4	0,3	0,2	0,0	0,4	0,2	0,2	
Formation brute de capital fixe	-0,3	-0,7	0,1	0,7	-0,2	-0,4	0,0	0,4	
bâtiments	-0,4	-0,4	-0,0	0,3					
Équipements	-0,1	-0,4	0,0	0,3					
Autres installations	0,2	0,1	0,1	0,1					
Modifications d'inventaire	0,1	-0,4	0,1	-0,0	0,1	-0,4	0,0	0,0	
Usage domestique	-0,4	-0,5	0,9	1,4	-0,2	-0,2	0,5	0,8	
Contribution externe	0,1	0,4	-0,2	-0,1					
Exporte	-0,1	-0,0	0,7	1,0	0,0	0,1	0,2	0,4	
Importe	-0,3	-0,4	0,8	1,1					
Produit intérieur brut2	-0,3	-0,1	0,8	1,3	-0,3	-0,1	0,8	1,3	

¹ Agrégats d'utilisation moins leur contenu d'importation.

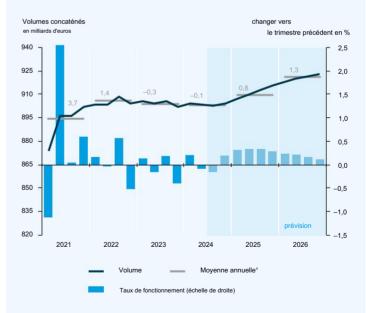
Sources : Office fédéral de la statistique ; calculs des instituts ; 2024 à 2026 : prévisions de l'Institut.

© GD Automne 2024

apilie 39 page 4-3).

Produit intérieur brut

Ajusté en fonction du prix, de la saison et du calendrier



1 Chiffres : Evolution des valeurs d'origine par rapport à l'année précédente en %.

Sources : Office fédéral de la statistique ; calculs des instituts ; à partir du troisième trimestre 2024 Prévisions de l'Institut.

© GD Automne 2024

² Variation par rapport à l'année précédente en $\stackrel{\cdot}{\text{w}}$; Écarts dans les totaux dus aux arrondis des chiffres.

Pour renforcer la croissance économique, le gouvernement fédéral a présenté un paquet « Initiative de croissance » comprenant au total 49 mesures. Celles-ci visent à renforcer l'offre d'emplois et à améliorer les conditions générales pour les entreprises. Certaines de ces propositions visent à réduire un certain nombre d' obstacles à la production, tels qu'une bureaucratie inutile, mais elles restent assez vagues. En outre, l'initiative contient un certain nombre de propositions concrètes de modifications réglementaires, qui ne seront probablement mises en œuvre qu'avec une plus grande

Tableau 2.3

Composantes statistiques du taux de variation du produit intérieur brut

Ajusté au prix, en %

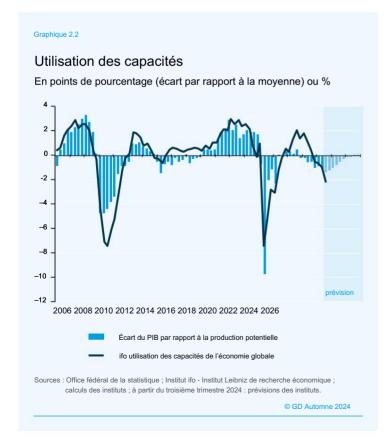
	2023	2024	2025	2026
Excédent statistique1	-0,1	-0,2	0,1	0,5
Tarif annuel2	-0,2	0,2	1,3	0,8
Variation moyenne, calendaire ajusté		-0,1	0,9	1,0
Effet calendrier3	-0,2	-0,0	-0,1	0,3
Changement moyen	-0,3	-0,1	0,8	1,3

¹ PIB corrigé des prix, des variations saisonnières et calendaires au quatrième trimestre de l'année précédente par rapport à la moyenne trimestrielle de l'année précédente.

3 En % du PIB ajusté aux prix.

Sources : Office fédéral de la statistique ; 2024 à 2026 : prévisions de l'Institut.

© GD Automne 2024



être mis en œuvre ou avoir un effet après un court délai. Les mesures de politique financière sont toutefois prises en compte dans cette prévision.

Il s'agit essentiellement d'extensions et d'extensions de mesures existantes, telles que la correction de la progression du froid ou l'extension de la réglementation sur l'amortissement dégressif.

Certains d'entre eux ont déjà été pris en compte dans les rapports précédents du diagnostic commun ou empêchent une impulsion restrictive en supprimant des mesures qui n'étaient auparavant introduites que de manière temporaire. L' impulsion de croissance de l'initiative n'a donc que peu d'importance pour les prévisions (section : « Des déficits publics toujours élevés, page 53 »).

La politique financière devrait être légèrement restrictive cette année et l'année prochaine. Cette année, l'arrêt des mesures d'aide prises pour amortir la crise énergétique est la principale raison de la baisse des dépenses par rapport à l'année précédente. Au cours de l'année à venir, la charge des cotisations pour la rémunération des salariés augmentera considérablement, ce qui en soi allégera la charge budgétaire.

Toutefois, cela est compensé par des dépenses supplémentaires des assurances sociales. En 2026, la politique financière sera globalement neutre.

Au total, le produit intérieur brut devrait diminuer de 0,1% en 2024 (graphique 2.1, page 33).1 Les instituts révisent donc légèrement à la baisse leurs prévisions du printemps 2024, de 0,2 point de pourcentage. Pour 2025, les instituts prévoient une augmentation du produit intérieur brut de 0,8%, soit 0,6 point de pourcentage de moins que dans les prévisions du printemps 2024. D'une part, selon les nouvelles données, l'effet de rattrapage est moindre pour En revanche, pour la consommation privée, la reprise dans l'industrie est désormais plus faible (encadré 2.1, page 35). En 2026, la production économique devrait augmenter de 1,3%, même si 0,3 point de pourcentage sera dû à l'augmentation du nombre de jours ouvrables. (Tableau 2.3, page 34). La croissance potentielle diminue en raison du déclin de la croissance de la productivité et de la diminution de la population active et s'élèvera à un peu moins de 0,4 % en 2029 . Cela signifie que l'estimation du potentiel de production pour les années 2024 à 2029 a été révisée à nouveau à la baisse . Néanmoins, la sous-utilisation augmentera à nouveau cette année et l'écart de production devrait atteindre -1,1 % en 2024 (graphique 2.2, page 34).

Dans le cadre d'une lente reprise, l'écart se réduira progressivement au cours de la période de prévision (chapitre 3, page 58).

La faiblesse économique se reflète également dans le nombre de chômeurs. Ce chiffre est en augmentation continue depuis le début de 2023, bien qu'à un rythme lent. L'augmentation est principalement due au domaine juridique économiquement sensible du Troisième Code de la Sécurité Sociale.

² PIB corrigé des prix, des variations saisonnières et du calendrier au quatrième trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Les intervalles de prévision de 68 % basés sur les erreurs de prévision historiques du groupe de projet de diagnostic conjoint vont de –0,4 % à 0,2 % en 2024 et de –0,9 % à 2,5 % en 2025.

(SGB III) et touche de plus en plus les secteurs manufacturiers. Le chômage partiel continue également à augmenter, même s'il reste modéré compte tenu de la faiblesse de l'économie industrielle. Cela montre que de nombreuses entreprises considèrent la diminution du besoin de main-d'œuvre comme permanente et sont donc plus susceptibles de recourir à des suppressions d'emplois ou à des délocalisations de production plutôt qu'au chômage partiel. Toutefois, dans l'ensemble, le marché du travail reste robuste. L'emploi continue d'augmenter, bien qu'à des rythmes plus faibles qu'auparavant et principalement dans le secteur public et les autres secteurs de services. Dans le cadre d'une reprise atone, les institutions s'attendent à ce que le taux de chômage s'élève à 6,0% cette année et l'année prochaine avant de tomber à 5,7% en 2026 (tableau 2.4, page 35). L'emploi devrait légèrement augmenter au cours de la période de prévision.

Le volume de travail par personne occupée devrait augmenter légèrement à mesure que l'économie se redresse . Une baisse des maladies pourrait apporter un soutien supplémentaire aux heures de travail. Cependant, les instituts ne s'attendent plus à une normalisation complète des absences pour maladie déclarées, car une partie de l'augmentation enregistrée depuis 2022 serait probablement due à l'introduction du certificat électronique d'incapacité de travail la même année et donc à une plus complète enregistrement des incapacités de travail de courte durée notamment.

Les possibilités d'expansion résultant de la baisse des taux de maladie sont donc inférieures à celles présentées aux instituts au printemps.

Le retour à une inflation plus faible soutient le pouvoir d'achat des ménages privés. La hausse des prix à la consommation s'est déjà nettement atténuée depuis le printemps 2023 . Les instituts s'attendent à une hausse de l'inflation au cours des prochaines années

Données clés des prévisions pour l'Allemagne

	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produit intérieur brut1	3,7	1,4	-0,3	-0,1	0,8	1,3
Population occupée2 (1 000 personnes)	45 052 45 675 46 011 46 176 46 244 46 267					
Chômeurs (1 000 personnes)	2 613 2 418 2 609 2 775 2 781 2 664					
Taux de chômage BA3 (en %)	5,7	5,3	5,7	6,0	6,0	5,7
Prix à la consommation4	3,1	6,9	5,9	2,2	2,0	2,0
Coûts unitaires de main d'œuvre4, 5	-0,3	4,4	6,7	5,2	2,7	1,6
Solde de financement du gouvernement6						
En milliards d'euros	-116,4 -84,9 -107,5 -92,6 -82,5 -85,8					
En % du produit intérieur brut nominal	-3,2	-2,1	-2,6	-2,1	-1,9	-1,9
Solde du compte courant						
En milliards d'euros	254,6 174,5 248,7 283,1 276,9 267,8					

En % du produit intérieur brut nominal

1 Prix ajusté. Variation par rapport à l'année précédente en %

Sources : Office fédéral de la statistique ; Agence fédérale pour l'emploi ; Banque fédérale allemande 2024 à 2026 ; prévisions de l'Institut.

© GD Automne 2024

5,9

l'année prochaine, elle sera à nouveau proche de l'objectif de la BCE à 2,2 % et 2,0 % en 2025 et 2026.

La baisse des prix de l'énergie y contribue. En revanche, le taux sousjacent (prix à la consommation hors énergie) reste pour l'heure élevé et ne frôlera les 2% qu'en 2026 . La principale raison en est que la hausse des prix des services va se poursuivre dans un premier temps.

Encadré 2.1

Correction des prévisions pour 2024

Dans la projection d'automne actuelle , les instituts abaissent légèrement leur prévision du produit intérieur brut pour l'année en cours de 0,2 point de pourcentage par rapport au printemps. Un premier trimestre relativement solide a été suivi d'un déclin de la production économique au deuxième trimestre, qui, à l'exception de la consommation publique, a été caractérisé par une absorption intérieure plus faible . Les instituts s'attendent à une légère reprise économique à partir du quatrième trimestre 2024. Dans l'ensemble, une baisse de la production économique de 0,1 % est attendue pour l'année en cours , tandis qu'une légère augmentation du produit intérieur brut de 0,1 % était attendue au printemps (tableau 2.5, page 36).1

En août 2024, l'Office fédéral de la statistique a analysé les comptes nationaux (VGR) dans le cadre d'une

entièrement révisé dans le cadre d'une révision générale harmonisée à l'échelle européenne et converti à l'année de référence 2020.2 La révision des comptes nationaux 2024 comprend plusieurs innovations importantes .

Il s'agit notamment de l'introduction de nouvelles sources de données (par exemple l'enquête structurelle sur le commerce et le secteur des services), de l'application d'une classification actualisée des dépenses de consommation privée et de la mise en œuvre de nouvelles méthodes de calcul individuelles.

Par exemple, la révision générale a entraîné une augmentation significative de la consommation publique, dans la mesure où les sociétés de transports publics et les sociétés d'infrastructure de la Deutsche Bahn, qui faisaient auparavant partie des producteurs marchands du secteur des sociétés non financières, sont désormais attribuées aux producteurs non marchands du secteur des sociétés non financières. le secteur gouvernemental.

Cependant, les exportations et les importations ont considérablement diminué

concepts domestiqu

³ Chômeurs en pourcentage de la population active civile (définition selon l'Agence fédérale pour l'emploi).

Variation par rapport à l'année précédente en %

⁵ Rémunération nationale des salariés par heure de travail basée sur le produit intérieur brut par heure de travail ajusté aux prix

⁶ Dans la définition des comptes nationaux (SEC 2010).

¹ Groupe de projet de diagnostic communautaire : 2024, ibid

² Office fédéral de la statistique : Document de référence sur la révision générale de l'économie nationale 2024 Comptes généraux de l'Allemagne, Wiesbaden, 27 août 2024.

révisé à la baisse, tandis que la dynamique a été largement maintenue. Le volume des échanges désormais plus faible est dû au fait que les ventes des commerçants dits TVA ne sont plus comptées comme exportations et importations. Les négociants en TVA sont des entités économiques non nationales qui n'ont pas d'emplacement physique, pas de main-d'œuvre et pas de production au niveau national, mais qui sont enregistrées pour leur activité commerciale au niveau national.

En outre, l'ensemble des systèmes de comptabilité nationale a été entièrement révisé et, si nécessaire, des résultats révisés ou de nouveaux résultats ont été intégrés dans les calculs. Afin d' éviter des ruptures dans les séries chronologiques, les résultats pour l'Allemagne ont été recalculés jusqu'à 1991. Même si l' ajustement de l'année de référence entraîne des niveaux plus élevés de nombreuses variables ajustées aux prix, la mise en ceuvre des innovations entraîne également des révisions des taux de variatismmation publique soutient la production économique avec un Dans leur rapport du printemps, les instituts prévoyaient que la consommation privée augmenterait de 0,9% cette année en cours grâce à la hausse des salaires réels due à des conventions collectives élevées et à une baisse significative de l'inflation, soutenant ainsi l'économie. Après révision montre

Force est de constater que la consommation privée avait déjà atteint son niveau d'avant la pandémie en 2022 et que la reprise attendue au printemps a déjà eu lieu. Toutefois , après une hausse au premier trimestre, les dépenses de consommation privée ont de nouveau diminué au deuxième trimestre de l'année en cours . Dans l'ensemble, l'évolution au premier semestre a été un peu plus faible que prévu au printemps et une nouvelle reprise significative ne sera pas observée au second semestre. Le taux d'épargne devrait également être inférieur au niveau prévu au printemps. Dans la projection actuelle, un taux de croissance de 0,4 % des dépenses de consommation privée est attendu pour 2024.

La consommation publique contrecarre la révision à la baisse du produit intérieur brut par une révision significative à la hausse. En conséquence, taux de croissance de 1,9% pour 2024 selon les prévisions actuelles, encore plus fortement que prévu au printemps (1,4%). Les prévisions d'investissements en équipements ont été revues à la baisse de manière significative

Au printemps, on supposait que le déclin

Prévisions et corrections de prévisions pour 2024

Utilisation du produit intérieur brut ajusté aux prix

	Rapport du pr	Rapport du printemps 2024		omne 2024	Correction des prévisions pour 2024		
		Valeurs prévision	Différence de taux de croissance ou de				
	Changement contre Année précédente en %	2024 Contribution à la croiss à en points de pourcentage1		Contribution à la croissance en points de pourcentage1	cotisations en points de pourcentage		
	(1)	(2) (3)		(4)	(3) – (1)	(4) – (2)	
Usage domestique	0,1	0,1	-0,5	-0,5	-0,6	-0,6	
Consommation privée	0,9	0,5	0,4	0,2	-0,5	-0,3	
Consommation de l'État	1,4	0,3	1,9	0,4	0,5	0,1	
bâtiments	-2,2	-0,3	-3,6	-0,4	-1,4	-0,1	
Équipements	-1,8	-0,1	-6,7	-0,4	-4,9	-0,3	
Autres investissements fixes	0,9	0,0	3,9	0,1	3,0	0,1	
Modifications d'inventaire	-	-0,3	-	-0,4	-	-0,1	
Contribution externe	-	0,0	-	0,4	-	0,4	
exporter	-1,0	-0,5	-0,1	0,0	0,9	0,5	
importer	-1,2	0,5	-1,0	0,4	0,2	-0,1	
Produit intérieur brut	0,1	0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	
Message:							
Produit intérieur brut États-Unis	2,4	-	2,6	-	0,2	-	
Produit intérieur brut de la zone euro	0,7	-	0,8	-	0,1	-	
Commerce mondial	1,3	-	1,5	-	0,2	-	
Prix à la consommation	2,3	-	2,2	-	-0,1	-	

¹ Contributions des composantes d'utilisation à l'évolution du produit intérieur brut (composantes de Lundberg). La contribution à la croissance d'une composante d'usage résulte de son taux de variation pondéré par la part nominale de l'agrégat dans le produit intérieur brut de l'année précédente. Écarts dans les totaux dus aux arrondis des chiffres. Données du produit intérieur brut : évolution par rapport à l'année précédente en %

Sources : Office fédéral de la statistique : Bureau d'analyse économique des États-Unis (US BEA) : Eurostat: Pavs-Bas - Centraal Planbureau (CPB) : Calculs de l'institut

© GD Automne 2024

au quatrième trimestre 2023 était en partie dû à des facteurs temporaires. Cela était corroboré par le fait que, selon les calculs de l'époque, les investissements en équipement avaient suivi une tendance à la hausse jusqu'au troisième trimestre et que l'aide de l'État à l'achat de véhicules électriques avait expiré. Partant de là, les instituts prévoient que les investissements en équipements resteront faibles au premier semestre, mais se stabiliseront au moins. Toutefois, les investissements en équipements ont évolué nettement plus faiblement que prévu au printemps et ont nettement diminué au premier semestre. La faiblesse des prises de commandes, qui dure depuis longtemps, a apparemment eu un impact plus précoce et plus fort sur les investissements. Dans l'ensemble, les instituts ont abaissé leur prévision de taux de croissance pour l'année en cours de -1,8% à -6,7%. Le principal facteur est une baisse significative des investissements privés, mais les prévisions d'investissements publics en équipements ont été revues à la hausse.

Les prévisions concernant les investissements dans la construction sont inférieures de 1,4 point de pourcentage à celles du printemps. Alors que les instituts pensaient au printemps que les investissements dans le bâtiment atteindraient leur point bas au second semestre après les baisses significatives de ces dernières années, les premiers indicateurs actuels pointent vers de nouvelles baisses à court terme, de sorte que les récents signes modérés de redressement la reprise n'apparaîtra que dans les mois à venir et devrait entrer en jeu cette année.

Les instituts estiment désormais les exportations pour 2024 de manière moins pessimiste. Cela est dû à la fois à la révision à la hausse des exportations pour 2023 et à une erreur de prévision de 0,8 point de pourcentage pour le premier semestre (tableau 2.6, page 37) : cela est dû à une augmentation des exportations de marchandises vers la Chine et les États-Unis. la croissance de 1,3% au premier trimestre 2024 a été nettement plus forte que prévu. Alors qu'au printemps on s'attendait à une reprise significative des exportations au second semestre dans le cadre d'une reprise de l'économie mondiale, les perspectives selon les projections d'automne sont un peu plus modérées. Dans l'ensemble, malgré un bon début d'année, les exportations devraient diminuer de 0,1% sur l'ensemble de 2024. Aussi le développement

Tableau 2.6

Décomposition de la correction prévisionnelle pour 2024

En points de pourcentage

	Correction des prévisions (en tout)	Révision Ià-bas VGR	Erreur de prévision	Ajustement des prévisions
	Somme (I) à (III)	(JE)	(II)	(III)
Produit intérieur brut	-0,3	-0,0	0,1	-0,3
Usage domestique	-0,7	-0,4	-0,1	-0,2
Consommation privée	-0,4	-0,1	-0,2	-0,1
Consommation de l'État	0,5	0,3	0,2	0,0
bâtiments	-1,4	-0,5	-0,2	-0,7
Équipements	-5,0	0,4	-4,6	-0,8
Autres investissements fixes	3,0	1,1	1,8	0,1
exporter	0,9	0,6	0,8	-0,5
importer	0,1	-0,1	0,4	-0,2

Remarque : Décomposition approximative de la correction prévue. Révision : Contribution à la révision des comptes nationaux par l'Office fédéral de la statistique ; Erreur de prévision : Contribution de l'écart entre la prévision des deux premiers trimestres 2024 de la prévision du printemps et les comptes nationaux courants ; Ajustement des prévisions : Contribution de l'ajustement des prévisions pour les troisième et quatrième trimestres de l'année en cours ; Les écarts dans les totaux sont dus aux arrondis.

Sources : Office fédéral de la statistique ; Calculs de l'institut

© GD Automne 2024

Les importations ont été plus fortes au début de l'année que prévu au printemps. En revanche, l'évolution au second semestre devrait également être plus faible, notamment en raison de l'évolution négative des investissements en équipements.

Les instituts estiment désormais que le taux de croissance du secteur manufacturier pour l'année en cours sera nettement inférieur à –2,4% par rapport au rapport du printemps (–0,6%). Au premier semestre , la création de valeur industrielle a évolué moins bien que prévu au printemps. Le manque de commandes continue de mettre le secteur à rude épreuve, c'est pourquoi les instituts ne s'attendent qu'à une légère reprise pour la fin de l'année. Une accélération significative était attendue au printemps .

Risques

L'analyse des processus d'ajustement structurel reste d'une importance capitale pour l'évaluation du développement économique global en Allemagne .

Ces processus se reflètent directement dans l'estimation du potentiel de production économique global (chapitre 3, page 58). Il existe ici des incertitudes considérables , car le processus sous-jacent crée des ruptures structurelles dans la commercialisation des systèmes de production existants.

les structures ne sont souvent reconnues qu'avec du retard.2 Si le changement structurel s'accélère, cela conduit généralement à un potentiel de production temporairement inférieur , car les nouvelles structures de production se construisent plus lentement que les structures existantes ne deviennent obsolètes. Ces divergences ne peuvent être résolues à long terme que par une réaffectation des ressources

² Diagnostic commun du groupe de projet : l'économie allemande est en difficulté – réforme du Le frein à l'endettement n'est pas une panacée, printemps 2024, Kiel, 37 f, 2024.

Les facteurs de production sont équilibrés. Si les problèmes de productivité sont de nature réglementaire - par exemple en raison de charges bureaucratiques qui immobilisent les travailleurs ou d'un manque d'ouverture aux nouvelles technologies qui freine l'innovation - l' ajustement politique nécessaire ne se produit généralement qu'à long terme, car une pression considérable sur les problèmes est générée. moût initialement construit .

Un risque supplémentaire est celui d'une nouvelle augmentation significative de l'incertitude politique. Bien que le gouvernement fédéral ait récemment approuvé un projet de budget pour 2025 , des inquiétudes subsistent quant à l'éventuelle incapacité à agir de la coalition gouvernementale, dans laquelle les partis qui la soutiennent poursuivent des objectifs différents. Cette incertitude pourrait rendre le cadre de politique économique encore plus flou , ce qui pourrait exercer une pression plus forte sur l'économie nationale, en particulier sur les investissements, que ne le supposent les prévisions.

L'environnement financier s'améliore progressivement

Les conditions de financement restent tendues compte tenu de la politique monétaire actuelle. Cependant, des signes d'assouplissement progressif apparaissent. Le rendement des obligations fédérales à 10 ans était de 2,3 % en août , soit environ 0,7 point de pourcentage en dessous du sommet de l'automne de l'année dernière. Les rendements des obligations d'entreprises ont suivi la dynamique des obligations fédérales , les primes de risque restant stables. La courbe des rendements s'est quelque peu aplatie au cours des derniers trimestres, mais reste inversée, ce qui signifie que les rendements des obligations à long terme sont inférieurs à ceux des obligations à court terme. Les taux d'intérêt des prêts ont atteint leur sommet à la fin de l'année dernière et ont légèrement baissé depuis. Les taux d'intérêt des prêts aux entreprises et des prêts au logement étaient inférieurs d'environ 0,3 point de pourcentage en juillet, à 5,0 % et 3,9 %, respectivement, par rapport au quatrième trimestre 2023.

Le portefeuille de prêts du secteur privé stagne depuis un certain temps. Cependant, certains signes indiquent que les prêts reprennent progressivement.

Après le ralentissement des deux dernières années, les nouveaux prêts immobiliers ont récemment augmenté à nouveau, bien qu'à un niveau nettement inférieur et avec des prix de construction nettement plus élevés que lors de l' année record précédente de 2021. En outre, les banques participant à l'enquête Selon les agences de prêt, la demande de prêts au logement a augmenté au cours du premier semestre. Les banques ont invoqué comme raisons l' amélioration des perspectives sur le marché de l'immobilier résidentiel et la légère baisse des taux d'intérêt. Les établissements de crédit ont également récemment évalué à nouveau de manière plus positive la demande de crédits aux entreprises. Toutefois, du côté de l'offre de crédit, les banques ont indiqué qu'elles avaient de nouveau resserré leurs directives en matière de crédit, invoquant un risque de crédit plus élevé. Aussi l'enquête économique ifo

Tableau 2.7

Hypothèses de prévision

Moyennes annuelles

	2023 20	4 2025 202	.6	
Prix de l'électricité euro/MWh (Phélix)	98,7	77,0	91,4	84,3
Prix du gaz Euro/MWh (TTF)	40,7	33,6	39,8	34,4
Prix du pétrole Dollar américain/baril (Brent)	82,5	80,5	73,3	71,4
Welthandel1	-1,1	1,5	2,3	2,4
Taux de change dollar américain/euro	1,08	1,09	1,10	1,10
Taux principal de refinancement de la BCE (fin d'année)	4,5	3,4	2,4	2,4
Taux de dépôt de la BCE (fin d'année)	4,00	3,25	2,25	2,25

1 prix ajusté ; Variation par rapport à l'année précédente en % ; Commerce mondial de biens par opposition au CPB

Sources : flux de données LSEG ; Eurostat; Banque centrale européenne ; CPB; 2024 à 2026 : Prévisions et hypothèses des instituts.

© GD Automne 2024

Les entreprises participant aux enquêtes continuent de percevoir le comportement des banques dans les négociations de prêts comme restrictif.

Les instituts s'attendent à ce que les obstacles liés aux conditions de financement s'atténuent progressivement au cours de la période de prévision . Avec les baisses attendues des taux d'intérêt directeurs de la BCE, les taux d'intérêt à court terme sur les marchés des capitaux et du crédit en particulier devraient diminuer (tableau 2.7, page 38). À long terme, cependant, les taux d'intérêt ne changeront pratiquement pas, car la baisse des taux d'intérêt à court terme a probablement déjà été largement intégrée dans les cours. En conséquence, les rendements des obligations fédérales à 10 ans restent à peu près au niveau actuel, soit 2,3 %. Compte tenu de la hausse des revenus réels et de l'amélioration des perspectives des marchés immobiliers, la demande de prêts immobiliers devrait légèrement se redresser.

La politique financière n'a qu'un effet modéré

situation économique

La politique financière sera initialement modérément restrictive au cours de la période de prévision. Même si le bilan des mesures annoncées pour 2024 est significatif, celles-ci remontent à la fin du freinage des prix de l'énerge II y a eu des dépenses importantes l'année précédente, mais même si les mesures avaient été maintenues, celles-ci auraient été nettement inférieures cette année en raison de la baisse considérable des prix de l'énergie. Dans les années suivantes, les mesures de politique financière tendent à augmenter les revenus et les dépenses. Dans l'ensemble, les effets sont faibles, même si l'incertitude quant à l'orientation de la politique financière en 2026 est considérable en raison des prochaines élections fédérales en 2025.

Du côté des recettes, les mesures de politique financière allégeront la pression sur les budgets publics, notamment en 2024 et 2025. La suppression des primes d'indemnisation contre l'inflation à la fin de cette année garantit que

Mesures de politique budgétaire1

Charges (–) et allègements (+) sur le budget général des administrations publiques en milliards d'euros par rapport à l'année précédente

	2024	2025	2026
ecettes des collectivités locales2			
Loi sur l'indemnisation de l'inflation : modification tarifaire et allocations 2023 Réduction de la	-13,2	-2,4	-1,0
taxe de vente sur l'essence du 1er octobre 2022 au 31 mars 2024 Réduction temporaire	4,4	1,0	
de la taxe de vente dans le secteur de la restauration Prime de compensation	2,9	0,5	_
de l'inflation Augmentation de la taxe	3,0	5,9	
sur le tabac AfA dégressive (2e et 4e		0,9	0,8
lois sur l'aide fiscale Corona)	2,2	5,0	3,8
Loi fiscale annuelle 2022 Loi sur	0,2	1,0	-1,1
les opportunités de croissance Loi	-1,0	-2,5	-0,7
de financement de l'avenir Réduction de	-0,3	-0,2	-0,1 -
la taxe sur l'électricité	-2,8	-0,5 -	-
Suppression de la péréquation des pointes de la taxe sur l'électricité Augmentation des allocations de base et des	1,7	-3,3	1,3
	-	-3,3 -7,2	-7.6
allocations familiales 2024 Adaptation des taux de l'impôt sur le revenu, des allocations et des allocations familiales 2025 et 2026 (Loi sur le développement fiscal)	0,4	0,1	-7,0
Augmentation de la taxe aérienne Suppression du traitement préférentiel pour le	-	0,1	0,1
diesel agricole Loi fiscale annuelle	-0,4	0,1	0,1
diesei agricole Loi ilscale arinuelle 2024 Loi sur le développement fiscal (sans tarif de l'impôt sur le revenu)	-0,4	-0,8	-2,3
Échange de droits d'émission de revenus du pilier 2	-	-	1,0
de la fiscalité minimale mondiale (BEHG)	4,4	3,2	3,5
La taxe sur le	-	-	1,4
plastique augmente le péage	7,0	0,9	0,2
pour les camions augmente les frais	-	0,4	-
de licence radio autres mesures fiscales³	-0,3	-2,3	-1,0
evenus de sécurité sociale		,	,.
Augmentation de la cotisation complémentaire moyenne à l'assurance maladie légale Augmentation du taux de	2,5	6,5	4,0
cotisation à l'assurance obligatoire des soins de 0,35 point de pourcentage à compter du 1er juillet 2023 Prime de compensation de l'inflation	3,4	2,3	-
Dépenses des collectivités locales	3,9	8,5	-
Freinage des prix de l'électricité et du gaz	29,3	1,3	-
Fonds spécial KTF Subventions	-6,0	2,4	2,3
aux coûts énergétiques des entreprises Aide aux hôpitaux	1,0	-	-
et établissements de soins (crise énergétique)	5,0	-	_
Programme d'opportunité de démarrage pour	-0,4	-0,5	-0,5
les écoles Pacte	-	0,2	0,6
numérique pour les écoles Paiement unique aux retraités et aux étudiants (net)	1,0	-	-
Réforme des allocations	0,4	-0,5	
de logement Allemagne	-1,0	-0,5	
ticket Réduction des allocations sociales et des allocations	0,5	0,4	
parentales Mesures de consolidation du gouvernement fédéral (réductions dans la promotion des zones rurales et numérisation de l'administration)	1,0	0,0	
Soutien au fonds spécial ukrainien	-2,0	3,5	
Bundeswehr Subventions d'investissement	-7,0	-4,0	-4,0
à la DB Logement social Fonds	-4,4	-4,9	
supplémentaires pour les	-0,7	-0,4	-0,2
infrastructures de transport		-0,3	_
Modifications des prêts étudiants	-0,1	-0,2	_
Expiration du bonus à l'achat pour les voitures électriques	2,6	_	
Mesures Corona	2,5	_	
Introduction de l'argent des citoyens	-0,3		
s dépenses de sécurité sociale		_	-
Ajustement des retraites Est	-0,4	2.4	
pensions d'invalidité Pension de base	-0,1	-0,1	-0,1
	-0,2	-0,1 -	-0,1 -
Loi sur la stabilisation financière du GKV Réforme hospitalière	0,3		
	-0,5	-0,4 -	-0,2 -
Loi sur le renforcement des soins de santé	-0,3	0.0	
Loi sur le renforcement du personnel infirmier et réforme des soins infirmiers	-0,3	-0,8	-0,1
Loi sur le soulien et le soulagement des soins	0,2	-3,0	-0,2
	38,2	9,5	0,3

² Les effets des modifications de la fégislation fiscale se rapportent à l'exercice.

Entre autres choses, la deuxième loi sur l'aide aux familles, les troisième et quatrième lois sur l'aide fiscale Corona, la loi annuelle sur les impôts de 2020, la loi sur le développement des soins de santé, la loi sur les allocations de recherche, la loi sur la localisation des fonds, la loi visant à moderniser le droit fiscal des sociétés et une augmentation des allocations forfaitaires pour les personnes handicapées

comment les éléments de salaire exonérés d'impôt sont remplacés par des augmentations de salaire régulières, pour des revenus supplémentaires provenant de l'impôt sur les salaires et des cotisations sociales. De plus, les taux réduits de taxe sur les ventes dans les secteurs du gaz et de la restauration ne s'appliquent plus . Le gouvernement fédéral reçoit également des revenus supplémentaires grâce à l'extension du péage pour poids lourds et à la hausse des taux de taxe sur le CO2. Au cours de toutes les années de la période de prévision, on s'attend également à une augmentation des taux de cotisation à l'assurance maladie légale et à l'assurance sociale de dépendance. Les impulsions globalement plutôt restrictives du côté des recettes sont atténuées par la loi sur les opportunités de croissance et la loi sur le financement de l'avenir, ainsi que par le report régulier des références tarifaires et l'augmentation des quotas. Pour les années 2025 et 2026, cette compensation de la « progression du froid », qui a lieu régulièrement depuis 2015, s'inscrit dans le cadre de l'actuelle « initiative de croissance ». D'autres mesures liées aux recettes qui y sont contenues seront probablement de moindre importance ou garantiront simplement le maintien de certaines mesures expansionnistes telles que l'allégement de la taxe sur l'électricité pour l'industrie.

de l' arrêt de la Cour constitutionnelle sur le budget fédéral 2024 . Ceci est compensé par des dépenses supplémentaires provenant des fonds spéciaux de la Bundeswehr et du Fonds pour le climat et la transformation (KTF)3 ainsi que par des subventions d'investissement à la Deutsche Bahn. Alors que des sorties de fonds croissantes sont attendues pour le fonds spécial de la Bundeswehr dans les années à venir , les réserves du KTF seront presque entièrement épuisées , de sorte que les dépenses du programme devront être entièrement financées par les revenus de la taxe CO2 et des émissions européennes. commerce. On suppose également que le soutien budgétaire accordé à l'Ukraine diminuera et sera remplacé par d'autres sources. De la part des assurances sociales, on peut s'attendre à de légères dépenses supplémentaires en raison de plusieurs mesures dans le domaine de la santé et des soins.

Les dépenses publiques contribuent cette année à l'orientation globalement restrictive - surtout la diminution des mesures temporaires destinées à amortir la crise énergétique. De plus, les dépenses ont été réduites grâce à diverses mesures d'économies du gouvernement

Au total, l'impact budgétaire des mesures de politique budgétaire s'élève à 38,2 milliards d'euros en 2024 (0,9% par rapport au produit intérieur brut), 9,5 milliards (0,2%) en 2025 et 0,3 milliard (0,0%) en 2026 (tableau 2.8, page . 39).

En ce sens, la suppression du prélèvement EEG au 1er janvier 2023 constituait une réduction d'impôts (mesure). Il n'y a aucun changement discrétionnaire dans la période de prévision par rapport à 2023.

Tableau 2.9

Produit intérieur brut et valeur ajoutée brute par secteur économique

Ajusté au prix, en %

fédéral, ce qui a pour conséquence

		20	24			20:	25			20:	26				
		Ш	III	IV		II	III	IV		Ш	III	IV	2024 20	25 2026	
					Changeme	nt contre le	trimestre pr	écédent1					l	ngement con	
Produit intérieur brut	0,2	-0,1	-0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	-0,1	0,8	1,3
y compris:															
Valeur ajoutée brute des secteurs économiques 0,0		-0,1	-0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,8	1,3
y compris:															
Industrie manufacturière hors construction –1,3		-0,5	-0,9	0,0	0,2	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3	0,2	0,1	-2,5	-0,1	2,0
y compris:															
Industrie manufacturière	-1,0	-0,2	-1,0	0,0	0,2	0,4	0,4	0,5	0,5	0,3	0,2	0,2	-2,4	-0,0	2,2
Approvisionnement en énergie, approvisionnement en eau,	etc. –3,5	-1,8	-0,5	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	-2,9	-0,4	0,9
Industrie du bâtiment	1,9	-3,2	-0,5	-0,1	0,1	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	-3,0	-0,7	2,2
Commerce, transport, hôtellerie	0,3	-0,6	-0,1	0,2	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,7	0,9	1,6
Informations et communications	0,9	0,6	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	2,7	2,3	2,1
Prestataires de services financiers et d'assurance	0,5	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,2	0,5	0,5
Immobilier et logement	0,3	0,7	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,8	0,9	0,4
Prestataire de services aux entreprises	-0,3	0,9	0,2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	1,7	1,6	1,0
Prestataires de services publics	0,5	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,3	0,9	0,5
Autres prestataires de services	2,0	-0,2	-0,1	0,2	0,4	0,5	0,5	0,4	0,3	0,2	0,2	0,1	1,3	1,2	1,2

¹ Valeurs absolues chaînées, valeurs trimestrielles saisonnières et calendaires ajustées

Sources : Office fédéral de la statistique ; à partir du troisième trimestre 2024 : prévisions des instituts.

³ Les paiements au titre de l'EEG pour les années 2024 à 2026 ne sont pas considérés à ce stade comme des mesures discrétionnaires de politique financière. Le fait que cela entraînera pour la première fois une charge importante sur le budget fédéral en 2024 n'a aucun rôle dans les comptes nationaux, puisque lors de la révision générale des comptes nationaux en août 2024, le système EEG a été considéré comme partie intégrante du secteur des administrations publiques depuis son introduction. Le prélèvement EEG percy jusqu'en 2022 et les versements financés par celui-ci sont donc comptabilisés comme recettes ou dépenses de l'État pour l'ensemble de la période.

² valeurs originales; Moyennes annuelles.

Le développement en détail

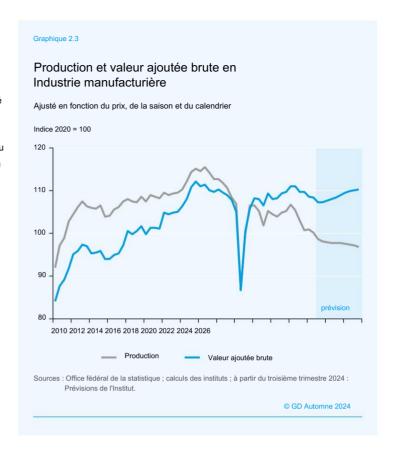
La production reste modérée

La reprise de la production économique globale s'est fait attendre jusqu'à présent depuis longtemps. La valeur ajoutée brute n'a augmenté que de manière insignifiante au cours des deux dernières années . La stagnation s'est poursuivie malgré la multiplication des signes positifs au premier semestre. Depuis, les indicateurs avancés se sont à nouveau détériorés, de sorte que la reprise attendue au printemps ne se produira probablement pas au second semestre. L' indice des directeurs d'achat pour l'ensemble de l'économie est repassé sous le seuil d'expansion et les indicateurs de l'enquête ifo pointent également vers des attentes pessimistes de la part des entreprises . Globalement, les instituts s'attendent à une nouvelle légère baisse de la création de valeur au troisième trimestre. Les forces dynamiques devraient devenir un peu plus visibles au quatrième trimestre . L'activité dans les secteurs liés à la consommation sera au moins quelque peu stimulée par la tendance sensiblement à la hausse des revenus réels des ménages privés, et la valeur ajoutée brute dans le secteur manufacturier se stabilisera probablement à un niveau bas. Toutefois, une forte dynamique n'est pas prévisible car les attentes des entreprises restent jusqu'à récemment à un niveau bas

Le secteur manufacturier est la principale raison de la faiblesse économique globale . Même si sa valeur ajoutée s'est redressée grâce à la réduction des goulots d'étranglement dans les livraisons et des retards de commandes et a dépassé le niveau de 2019, elle est à nouveau en baisse depuis le printemps 2023. Les carnets de commandes signalés restent extrêmement élevés en comparaison à long terme . Cependant, une grande partie de ces stocks ont été constitués pendant la pandémie en 2020 et 2021, de sorte qu'ils ne peuvent plus être traités de manière rentable en raison du niveau de prix désormais plus élevé . En outre , les nouvelles commandes restent à un niveau faible malgré des augmentations notables à l'heure actuelle.

Une grande partie des entreprises jugent désormais leur situation en matière de commandes extrêmement mauvaise et citent le manque de demande comme un obstacle à la production. Un facteur économique clé expliquant la faible demande de biens industriels – en particulier à l'intérieur du pays – est le niveau élevé d'incertitude en matière de politique économique. Compte tenu de la baisse continue de l'utilisation des capacités, une baisse de la production industrielle et de la valeur ajoutée brute dans le secteur manufacturier est attendue au troisième trimestre 2024 (tableau 2.9, page 40).4

Une divergence entre la création de valeur dans la production manufacturière et la production industrielle est observée depuis les années 2010 . Alors que la valeur ajoutée brute a globalement stagné depuis 2018, l'indice de production a augmenté de plus de 20 % sur la même période.



diminué de 12 % (graphique 2.3, page 41). Cet écart se traduit par une réduction du ratio d'intrants, qui s'accompagne d'une augmentation des activités non industrielles. Alors que l'indice de production mesure uniquement la production de biens industriels, les activités de services de l' industrie manufacturière, telles que la recherche, le développement et les services commerciaux, sont également incluses dans la valeur ajoutée brute. La stagnation de la valeur ajoutée brute suggère donc que les entreprises du secteur manufacturier ont jusqu'à présent pu compenser la moindre valeur ajoutée provenant de la production de biens en développant leurs activités non industrielles . Si ce changement structurel se poursuit, la création de valeur évoluera plus favorablement que la production au cours de la période de prévision.

À l'avenir, l'augmentation de la valeur ajoutée brute pourrait également s'accompagner d'une baisse de la production industrielle.

Outre la faiblesse de l'économie, des problèmes structurels pèsent sur l'industrie. Les baisses de production dans des secteurs importants de l'économie, tels que les secteurs à forte intensité énergétique ou les fabricants de biens d'équipement, risquent en partie d'être de nature permanente. En témoigne la baisse de l'emploi et le recours au chômage partiel dans ces domaines. D'une part, le changement de politique industrielle chinoise met à rude épreuve l'industrie exportatrice allemande. La demande chinoise de produits industriels allemands diminue car ceux-ci sont de plus en plus fabriqués localement et ne sont plus importés d'Allemagne. Au même moment, la Chine apparaît

⁴ La forte baisse de la production industrielle en juillet est due aux jours fériés certains constructeurs automobiles ont sursouscrit. Il y a déjà des signes d'un fort contremouvement pour le mois d'août.

L'Allemagne apparaît de plus en plus comme un concurrent sur le marché mondial et se bat avec l'Allemagne pour d'importants marchés de vente (encadré 2.2, page 43). En revanche, les entreprises des secteurs énergivores souffrent de coûts énergétiques élevés par rapport aux normes internationales.

À mesure que l'économie continue de s'améliorer dans d'autres pays européens, la situation des commandes devrait se stabiliser et la création de valeur reprendre quelque peu.

Les commandes entrantes ont récemment augmenté assez fortement , mais elles ont été sursouscrites par des commandes importantes et se situent globalement encore à un niveau faible.

La valeur ajoutée brute dans les secteurs des services a récemment suivi une tendance à la hausse, sans toutefois prendre de véritable élan . Toutefois , dans les secteurs liés à la consommation, la valeur ajoutée a diminué au deuxième trimestre. Cela pourrait s'expliquer notamment par le fait que l'augmentation des revenus disponibles ne s'est pas encore traduite par une hausse de la consommation privée, mais plutôt par une augmentation de l'épargne. Au cours des prochains trimestres, il faut s'attendre à une stagnation de la création de valeur dans les domaines liés à la consommation que sont le commerce, les transports et l'hôtellerie, jusqu'à ce que les dépenses de consommation privée augmentent au cours du prochain semestre d'hiver. Dans le secteur des transports, le manque de demande de biens industriels risque de déprimer la création de valeur . Les prestataires de services aux entreprises devraient être affectés par la faiblesse de la production au troisième trimestre

dans le secteur manufacturier ne fera que stagner également.

Cependant, parallèlement à la lente reprise de l'industrie, la création de valeur va probablement s'accroître également dans ce domaine.

Toutefois, il est probable que la création de valeur parmi les prestataires de services publics ne connaîtra qu'une faible expansion.

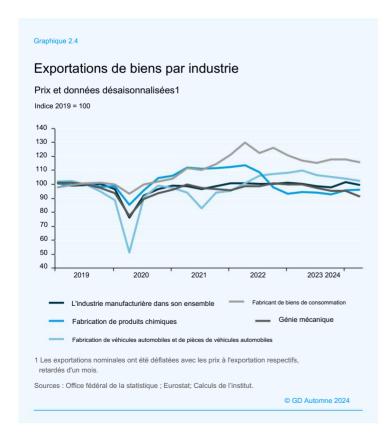
Dans l'ensemble, les services devraient soutenir l'économie, ce qui entraînerait une légère baisse de la valeur ajoutée brute de 0,1 % au troisième trimestre. Pour le reste de la période de prévision, il devrait augmenter à des rythmes un peu plus élevés à mesure que l'économie mondiale continue de se développer et que la consommation privée augmente. Au total, le produit intérieur brut ajusté aux prix devrait stagner cette année, augmentant de 0,8% en 2025 et de 1,3% en 2026.

Le changement structurel affecte le commerce extérieur

Le commerce extérieur allemand est confronté à des problèmes économiques et de plus en plus structurels . L'amélioration des exportations constatée au début de l'année n'a été que de courte durée et il n'y a pas eu d'inversion de tendance au deuxième trimestre, malgré une économie mondiale en expansion modérée. Alors que les exportations allemandes de marchandises ont largement profité dans le passé de l'expansion du commerce mondial , elles semblent en être découplées depuis deux ans et n'ont pas apporté d'impulsions positives à l'économie allemande (chapitre 4, page 64). Par conséquent, un retour à la vigueur antérieure des exportations semble de plus en plus improbable au cours de la période de prévision .

Sur le plan économique, la faiblesse industrielle mondiale, la politique monétaire restrictive dans de nombreux endroits et le déplacement de la demande des capitaux vers les biens de consommation mettent à rude épreuve les entreprises étrangères. Dans le même temps, des facteurs structurels intervienne Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine et la crise énergétique qui a suivi à la mi-2022, les exportations de produits chimiques, dont la production est particulièrement énergivore, ont chuté de 15 % et se sont stabilisées à ce niveau, ce qui représente un changement permanent. des capacités de production (Figure 2.4, page 42). Avec une part des exportations de 10 %, cette forte baisse réduit mathématiquement les exportations totales de biens d'un bon 1,5 %. Pour toutes les industries à forte intensité énergétique, la perte est deux fois plus importante.

L'ingénierie mécanique a également récemment perdu des opportunités de vente. Les exportations automobiles, dans lesquelles les exportateurs allemands jouissaient traditionnellement d'avantages comparatifs, sont revenues au niveau d'il y a cinq ans et ont donc traversé relativement facilement la phase de faiblesse économique de la production automobile nationale. Cependant, la croissance des exportations allemandes de véhicules a récemment été plus faible que celle de la production automobile mondiale et en particulier en Chine.



Encadré 2.2

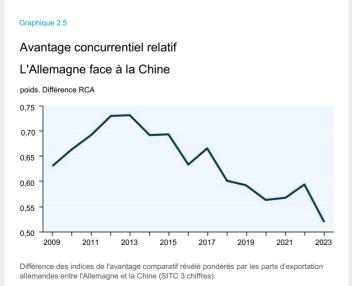
Sur la compétitivité des exportateurs allemands par rapport à la Chine

Le commerce extérieur allemand se trouve dans une phase de profonds changements structurels. Depuis la pandémie de Covid-19, les exportations allemandes de marchandises n'ont pas réussi à suivre la reprise du commerce mondial (chapitre 4, page 64), ce qui, compte tenu d'une industrie dépendante des exportations , a eu un impact négatif sur l'économie globale. performance. Cela met en jeu des effets déjà observés avant la pandémie de COVID-19, mais qui ne montrent toute leur force que maintenant. Ces dernières années , le rôle de la Chine dans le commerce mondial et en particulier dans le commerce extérieur allemand a changé . Alors que la part des exportations de biens chinois dans le commerce mondial était inférieure à 2 % au début des années 1990, elle dépasse désormais 14 %.

En comparaison, la part des exportations allemandes de marchandises dans le commerce mondial a presque diminué de moitié, passant de 12 % à 7 % au cours de la même période .

La perte générale de compétitivité des exportateurs allemands est compensée par un gain simultané de compétitivité des exportateurs chinois, qui peut être attribué, entre autres, à la politique industrielle et commerciale active de la Chine, aux subventions gouvernementales pour certains produits et à la faiblesse de la demande intérieure . Grâce à l'amélioration des technologies de production (« modernisation industrielle ») , le modèle économique de la Chine est passé d'un producteur de biens de consommation simples à forte intensité de main-d'œuvre à un concurrent pour les biens industriels de meilleure qualité, avec une capacité excédentaire qui se propage actuellement sur le marché mondial à moindre coût. prix.1

1 Al-Hashimi, A.; Emter, L.; Gunnella, V.; Ordoñez Martínez, I.; Schuler, T.; Spital, T.: Pourquoi la concurrence avec la Chine devient plus rude que jamais. Le blog de la BCE, 3 septembre 2024.



Sources : CNUCED ; Office fédéral de la statistique ; Calculs de l'institut.

© GD Automne 2024

L'avantage comparatif en termes de coûts, et donc la compétitivité , d'un pays sur un marché d'exportation peut être décrit à l'aide du coefficient RCA (Revealed Comparative Advantage, ou Indice Balassa), qui mesure les exportations d'un secteur économique par rapport aux exportations de tous les secteurs économiques du pays. un pays (numérateur) et le met en relation avec les exportations du secteur économique de tous les pays par rapport à la somme des exportations de tous les pays et secteurs économiques (dénominateur).

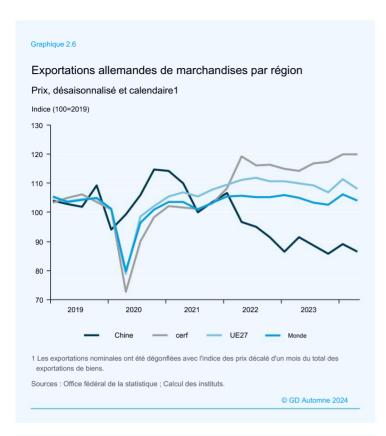
$$RCA_{ij} = \frac{X_{ij} / \sum_{j} X_{ij}}{\sum_{i} X_{ij} / \sum_{i} \sum_{j} X_{ij}}$$

Si le coefficient RCA d'un pays dans un groupe de produits est supérieur à un, il exporte dans ce domaine de manière disproportionnée par rapport au groupe de comparaison respectif et est considéré comme ayant un avantage comparatif révélé. Plus l' indice est élevé, plus le degré de spécialisation de ce pays sur le marché d'exportation concerné est élevé. Un inconvénient du coefficient RCA est qu'il ne peut pas faire la distinction entre la spécialisation réelle et les barrières tarifaires et non tarifaires au commerce, car seuls les flux de marchandises enregistrés sont pris en compte.

Depuis 2012, les écarts RCA entre l'Allemagne et la Chine suivent une tendance à la baisse (graphique 2.5, page 43). Cela reflète le fait que les différences relatives de compétitivité entre les deux pays ont globalement diminué de manière significative.

Alors que la différence pondérée par les exportations dans les coefficients RCA était de 0,73 en 2012, elle s'est réduite à 0,52 en 2023. Les secteurs d'exportation des deux pays sont donc devenus plus similaires. En particulier dans les secteurs traditionnellement fortement exportateurs, comme la construction mécanique et l'automobile, les différences se sont rapidement réduites à 26 % et 31 % ; ce n'est que dans le domaine des produits pharmaceutiques qu'une augmentation de la compétitivité des exportateurs allemands par rapport aux exportateurs chinois a été observée.

Dans ce contexte, il est peu probable que la perte de part de marché mondiale de l'Allemagne au profit de la Chine s'inverse au cours de la période de prévision, notamment parce que la Chine poursuivra probablement sa politique commerciale et industrielle. Par conséquent, dans cette prévision, les taux de croissance des exportations de biens restent quelque peu en retrait par rapport à la dynamique du commerce mondial.



Le changement dans la structure des biens s'accompagne d'un changement régional et, en particulier, d'un changement de rôle de la Chine dans le commerce mondial. Alors que les exportations allemandes de marchandises ont profité de l'essor de l'économie américaine depuis la fin de la pandémie de COVID-19, les livraisons vers la Chine ont diminué de pas moins de 15 % depuis fin 2019 (figure 2.6, page 44). Si le déclin des exportations allemandes vers la Chine devait perdurer, les exportations totales de marchandises pourraient être inférieures de 1,0 % en termes purement mathématiques. En plus de gagner des parts de marché mondiales, la position concurrentielle des entreprises chinoises s'est améliorée grâce à des avantages comparatifs en matière de coûts, notamment grâce à des politiques industrielles et commerciales de grande envergure . L'amélioration des processus de production, qui permettent désormais de plus en plus aux fabricants chinois de produire des biens d'équipement, a probablement détérioré sensiblement la position concurrentielle des exportateurs allemands (encadré 2.2, page 43). Ce tableau est corroboré par des enquêtes menées par la Commission européenne, selon lesquelles la position concurrentielle des entreprises industrielles allemandes en dehors du marché intérieur s'est détériorée plus que la moyenne de l'UE.

Au deuxième trimestre, les exportations ont chuté de manière inattendue tandis que les importations ont stagné. Le commerce des marchandises s'est développé particulièrement faiblement avec les pays de l' Union européenne, dont l'économie était largement soutenue par la consommation plutôt que par les biens d'équipement, importants pour les entreprises étrangères allemandes . Dans le commerce avec les États-Unis et la Chine, les exportations corrigées des prix se sont également aplaties , tandis que des augmentations nominales ont encore été enregistrées. Le commerce des services était encore en baisse au premier trimestre, mais a soutenu les exportations globales au deuxième trimestre grâce à l'augmentation des services manufacturiers et liés aux entreprises ainsi qu'au tourisme dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration pendant le Championnat d'Europe de football .

Les exportations devraient simplement stagner au troisième trimestre. L'évolution positive des exportations du commerce spécialisé (1,5%) et des entrées de commandes de l'étranger (5,1%) en juillet indique une légère reprise des exportations de marchandises au cours du trimestre en cours. Toutefois, la reprise sera probablement encore longue à venir. Pour le moment, les autres indicateurs de sentiment se détériorent clairement. Récemment, les attentes d'ifo en matière d'exportations et les commandes du secteur manufacturier à l'étranger ont sensiblement diminué. Même si le commerce mondial s'est nettement redressé au deuxième trimestre, la demande mondiale de biens industriels, qui concerne davantage le secteur manufacturier orienté vers l'exportation, a stagné dans les principaux pays partenaires commerciaux. La faiblesse industrielle mondiale persistante dans les économies avancées freinera probablement encore davantage les exportations de biens allemands au cours des prochains trimestres. Les exportations devraient à nouveau augmenter pendant le reste de la période de prévision

Graphique 2.7 Exporte Ajusté en fonction du prix, de la saison et du calendrier Volumes concaténés dans le trimestre précédent en % 400 390 370 2022 2023 2024 2025 2026 Volume Moyenne annuelle1 Taux de fonctionnement (échelle de droite) 1 Chiffres : Evolution des valeurs d'origine par rapport à l'année précédente en % Sources : Office fédéral de la statistique ; calculs des instituts ; à partir du troisième trimestre 2024 : © GD Automne 2024

s'enfile facilement. Toutefois, les défis structurels du secteur manufacturier allemand devraient conduire à une dynamique d'expansion nettement plus faible par rapport au commerce mondial.

Dans l'ensemble, les exportations devraient diminuer de 0,1 % cette année et augmenter de 1,5 % et 2,3 % au cours des deux prochaines années (graphique 2.7, page 44).

Cela signifie qu'ils ne rattrapent que progressivement la dynamique du commerce mondial. Par rapport au produit intérieur brut, les exportations de biens passeront de 33,1% en 2019 à 32,5% en 2026.

Les importations devraient augmenter de 0,4% au troisième trimestre 2024 , même si les importations de biens devraient croître un peu plus faiblement (0,2%). Même si le commerce spécialisé s'est fortement développé en juillet , aucun stimulus n'est attendu pour l'instant du côté de la consommation et des investissements. À mesure que les prévisions se poursuivent, on s'attend à une reprise progressive des importations, soutenue par une augmentation hésitante des investissements et un développement accéléré de la consommation privée. Toutefois, les effets de rattrapage, notamment en termes d'importations de biens, seront probablement limités et les taux de croissance seront plus faibles vers la fin de la période de prévision, parallèlement au ralentissement du secteur manufacturier.

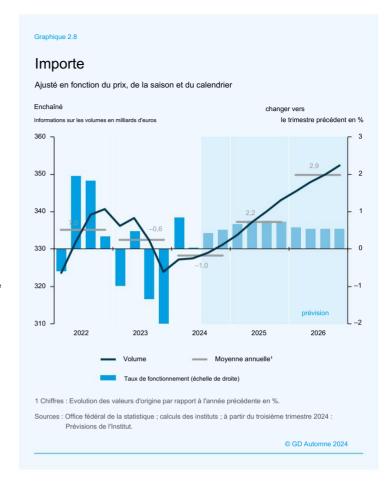
Au total, les importations diminueront probablement de 1,0 % cette année et augmenteront de 2,2 % en 2025 et de 2,9 % en 2026 (graphique 2.8, page 45).

Elles augmentent donc plus vite que les exportations. Par rapport au produit intérieur brut, les importations de biens passeront de 27,1% en 2019 à 26,3% en 2026.

Les prix du commerce extérieur ont poursuivi au premier semestre le mouvement de hausse amorcé au quatrième trimestre de l'année précédente. Alors que les salaires ont augmenté dans de nombreux endroits, les prix des services ont affiché une dynamique nettement plus forte que ceux des biens. Comme dans un passé récent, les prix des importations d'énergie ont fortement chuté tout au long du premier semestre. Au cours de la période de prévision, les augmentations de salaires s'accompagneront probablement d'une hausse des prix des services. En revanche, une évolution plus modérée est attendue pour les prix des biens.

En particulier, la concurrence accrue de la Chine est susceptible de restreindre davantage la marge de manœuvre des exportateurs allemands en matière de fixation des prix .

Les termes de l'échange ont récemment atteint un niveau bien supérieur au niveau moyen d'avant la pandémie . Pour le reste de la période de prévision, une baisse du niveau moyen à long terme est attendue en raison de la concurrence accrue sur les marchés de biens, de sorte que les termes de l'échange devraient se détériorer (tableau 2.10, page 45). Le solde du compte courant devrait être de 6,6% par rapport au produit intérieur brut cette année et de 6,3% l'année prochaine.



Indicateurs du commerce extérieur1

Tableau 2.10

	2023	2024	2025	2026
	Variation pa	ır rapport à l'année pré	cédente en %	7
Exportations, prix ajustés	-0,3	-0,1	1,5	2,3
Étaient	-0,9	0,1	1,5	2,3
Services	1,7	-0,8	1,6	2,3
Importations, corrigées des prix	-0,6	-1,0	2,2	2,9
Étaient	-3,7	-2,6	1,7	2,5
Services	8,2	2,8	3,3	3,7
Conditions de vente	3,8	1,2	-0,3	-0,3
Indicateur de compétitivité-prix2	2,9	0,2	-0,6	-0,6
		En milliar	ds d'euros	
Contribution étrangère, nominale	167,7	203,8	192,9	182,4
Solde du compte courant3	248,7	283,1	276,9	267,8

¹ Dans la délimitation des comptes nationaux.

Sources : Office fédéral de la statistique ; Banque fédérale allemande ; Calcul des instituts ; 2024 à 2026 : prévisions de l'Institut.

² Comparé à 37 partenaires commerciaux, sur la base des indices des prix à la consommation. Une augmentation signifie une détérioration de la compétitivité des prix.

Dans la délimitation des statistiques de balance des paiements.



Les investissements en équipements ont fortement diminué

Les investissements en machines, équipements et véhicules ont chuté de 4 % au deuxième trimestre 2024 (graphique 2.9, page 46). Le principal facteur a été la baisse de 6,2% des investissements privés en équipement. Les entreprises ont réduit leurs investissements en équipements depuis l'hiver 2022/23 , mais la tendance à la baisse a commencé au cours de l'année 2019, interrompue entre-temps par les flux et reflux de la crise pandémique. Cette faiblesse s'explique notamment par la tendance à la baisse de la production dans le secteur manufacturier depuis mi-2018, ce qui signifie que les besoins d'investissement des entreprises diminuent régulièrement.

Outre les perspectives de ventes sombres, la faiblesse du commerce extérieur et les conditions de financement encore défavorables, le niveau élevé d'incertitude en matière de politique économique ralentit actuellement l'activité d'investissement des entreprises.

En revanche, les investissements volatiles en équipements gouvernementaux ont augmenté d'environ 15 %, en grande partie grâce aux investissements fédéraux.

Pour le troisième trimestre, les indicateurs pointent vers une nouvelle baisse des investissements en équipements.

En juillet, tant la production de biens d'équipement que les ventes de leurs fabricants sont tombées nettement en dessous du niveau du trimestre précédent. Les nouvelles immatriculations de véhicules utilitaires en juillet et août ont également été inférieures à la moyenne du deuxième trimestre. Le déclin historiquement faible et continu de l'utilisation des capacités dans l'industrie ne stimule pas les investissements privés dans les équipements. Même si les commandes entrantes ont augmenté plus fortement en juin et juillet qu'à aucun autre moment depuis le milieu de l'année dernière, cela s'explique en partie par des commandes importantes, notamment celles concernant d'autres véhicules : sans commandes importantes, les commandes entrantes ont considérablement diminué en juillet. Contrairement à l'évolution des investissements privés en équipement, les achats publics devraient continuer à croître sensiblement au cours du trimestre en cours et exercer ainsi un effet de soutien. Au total, les instituts s'attendent à une baisse des investissements en équipements de 0,7% pour le troisième trimestre.

Pendant le reste de la période de prévision, les investissements en équipements devraient à nouveau augmenter quelque peu par rapport au faible niveau actuel . La politique monétaire deviendra de moins en moins restrictive, et une reprise économique dans les pays européens voisins devrait également inciter à investir davantage grâce à une demande étrangère quelque peu plus forte . Les attentes des entreprises des fabricants de biens d'équipement interrogés dans le cadre d'enquêtes sont devenues de moins en moins pessimistes depuis le début de l'année , malgré une légère baisse à la fin de cette année . Cependant, en raison de la faiblesse industrielle persistante et de la réorientation structurelle de l' économie allemande vers les services, la dynamique globale devrait rester modérée.

Les instituts s'attendent à une baisse des investissements privés en équipements de 9,4 % en 2024. Ils devraient diminuer de 0,9% en 2025 avant d'augmenter de 4,2% en 2026. Les investissements publics en équipements devraient croître particulièrement fortement en 2024 à 20,8%; pour les années suivantes, les instituts tablent sur des taux de 11,3% et 10,0%. Ils seront soutenus tout au long de la prévision par les impulsions du fonds spécial de la Bundeswehr.

Les investissements dans d'autres actifs, qui comprennent les dépenses de recherche et développement, ont sensiblement augmenté au deuxième trimestre. Contrairement aux machines et appareils, les dépenses y augmentent fortement. Alors que l'on investit de moins en moins dans les capacités de production industrielle, les investissements dans les connaissances techniques restent jusqu'à présent clairement orientés à la hausse. Malgré la faiblesse des investissements publics, on note une hausse de 3,9% pour 2024 . Au cours de la période qui suivra, les dépenses en recherche et développement continueront probablement d'augmenter, également à mesure que l' économie se numérise et se décarbonise. Les investissements dans d'autres actifs devraient augmenter de 2,7 % en 2025 et 2026.

L'investissement des entreprises devrait diminuer sensiblement de 4,0% en 2024 - malgré l'effet stabilisateur de la construction commerciale et l'augmentation des investissements dans d'autres actifs . Cela peut être attribué au faible développement des investissements en équipements, qui représentent environ la moitié du total des investissements commerciaux. Une reprise modérée de l'investissement des entreprises est attendue en 2025 (0,9 %), suivie d' une croissance significative en 2026 (3,7 %).

Le bilan des investissements dans la construction en vue

Les investissements dans la construction ont continué de diminuer au premier semestre de cette année (-1,2%). Au premier trimestre, les investissements dans la construction ont augmenté de 0,8%, largement tirés par la construction publique, qui a augmenté de 7,2%. Cependant, comme au cours des premiers trimestres de ces dernières années, cette augmentation a exagéré la dynamique économique, car la désaisonnalisation ne tient probablement que insuffisamment compte des hivers de plus en plus doux5. Au deuxième trimestre, les investissements dans la construction ont poursuivi leur tendance à la baisse et ont diminué. de 2, 0%. La principale raison en est la baisse de 2.3% de la construction résidentielle, particulièrement sensible aux taux d'intérêt. En revanche, la baisse dans la construction non résidentielle a été moins significative, ce qui est probablement dû principalement au génie civil, dont l'utilisation des capacités était jusqu'à récemment nettement supérieure à celle de la construction de bâtiments.

Pour le troisième trimestre, les instituts s'attendent à une nouvelle baisse des investissements en construction de 0,9%. La production de construction est restée modérée jusqu'à récemment et l'utilisation des capacités dans le secteur de la construction a diminué au troisième trimestre, selon les chiffres mensuels disponibles. Surtout, les prix de la construction toujours élevés et les conditions de financement difficiles ont un effet modérateur.

Le double développement du bâtiment et du génie civil devrait se poursuivre au dernier trimestre de cette année et l'année prochaine . Les entrées de commandes dans le génie civil se maintiennent à un niveau élevé et ont de nouveau suivi une tendance à la hausse en juillet. En revanche, la situation dans la construction immobilière, et notamment dans la construction résidentielle, reste tendue, ce qui se reflète dans le faible nombre de permis de construire. Ainsi, le carnet de commandes dans la construction résidentielle, qui s'élève à un peu plus de trois mois, est aussi faible qu'il l'était au début de 2016, même si la baisse s'est quelque peu atténuée récemment. Du côté du financement, il existe toutefois de premiers signaux positifs. Les taux d'intérêt des prêts immobiliers ont légèrement baissé depuis début août et le nombre de nouveaux contrats hypothécaires conclus a augmenté depuis le début de l'année par rapport à l'année précédente. Une augmentation modérée peut également être observée dans le volume nominal des nouveaux prêts, même si les prix de la construction continuent d'augmenter.

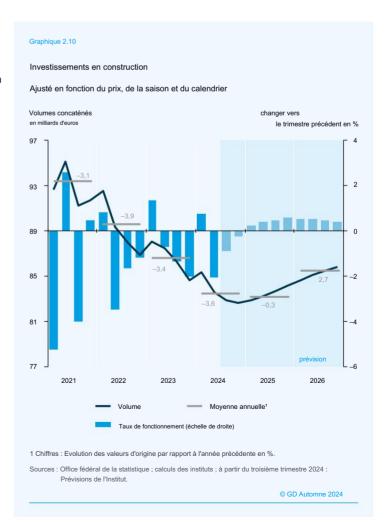
contrecarrer l'expansion de l'activité réelle de construction résidentielle. Le climat des affaires pour les entreprises de construction reste cependant tendu, même si les attentes s'améliorent légèrement. La loi sur les opportunités de croissance devrait avoir un effet favorable à l'avenir, notamment grâce à un amortissement spécial pour la construction de nouveaux appartements locatifs. La construction non résidentielle devrait conserver son effet stabilisateur (tableau 2.11, page 47). Selon des enquêtes, les entreprises de construction du génie civil évaluent leur

Investissements en construction

Tableau 2.11

	2023	2022	2023	2024	2025	2026
	Parts en %	Change	ment contre par rap	port à l'année précé	dente en %, corrige	é des prix
Bâtiments résidentiels	61,6	-4,3	-4,1	-4,8	-1,2	2,7
Bâtiments non résidentiels	38,4	-3,3	-2,3	-1,6	0,9	2,8
Construction commerciale	24,0	-2,4	-4,1	-3,0	1,3	3,4
Travaux publics	14,4	-4,8	0,8	0,7	0,3	1,9
Investissements en construction	100,0	-3,9	-3,4	-3,6	-0,3	2,7

Sources : Office fédéral de la statistique ; 2024 à 2026 : prévisions de l'Institut.



⁵ Schmidt, T.; Baller, A.; Benner, N.; Blagov, B.; Dirks, M.; Isaac, N.; Jessen, R.; Kirsch, F.; Kotz, S.; Krause, C.; Nöller, M.; Schacht, P.: Début de l'été 2024 : Reprise économique en Allemagne sans élan. Rapports économiques RWI, 2024, 75, 2, 37-74, encadré 1.

La situation des affaires est positive et les attentes des entreprises – tout comme dans le secteur de la construction non résidentielle – sont

légèrement orientées à la hausse . Le nombre de commandes dans la construction commerciale et la construction publique a également augmenté de manière significative au premier semestre. Les commandes seront probablement traitées au cours de la période de prévision ultérieure. Dans le domaine du génie civil, l'expansion et l'entretien des réseaux électriques, ferroviaires et routiers joueront probablement un rôle important.

Toutefois, la situation de trésorerie tendue de nombreuses communes aura un effet modérateur.

Dans l'ensemble, les instituts s'attendent à un développement limité du secteur de la construction . Les investissements dans la construction devraient diminuer de 3,6% cette année. Au cours de l'année à venir, ils diminueront probablement d'environ 0,4%, en raison de la faiblesse persistante de la construction de logements, avant de remonter de manière plus sensible en 2026, avec une augmentation de 2,8% (graphique 2.10, page 47).

Après s'être affaiblies fin 2023, les évolutions des prix de la construction ont de nouveau sensiblement augmenté au premier semestre. Les attentes ifo en matière de prix de la construction ont également récemment été à nouveau orientées à la hausse.

D'après les enquêtes menées auprès des entreprises sur la couverture des coûts par les prix de construction obtenus, il n'existe actuellement aucune possibilité de réduction des prix de la construction. Les instituts estiment que les prix de la construction augmenteront de 2,9% cette année par rapport à l'année

Graphique 2.11 Dépenses de consommation des ménages privés1 Ajusté en fonction du prix, de la saison et du calendrier Enchaîné changer vers le trimestre précédent en % 490 480 470 2,5 460 450 440 0,0 430 420 -2,5 410 400 390 2021 2022 2023 2024 2025 2026 Moyenne annuelle2 Volume Taux de fonctionnement (échelle de droite 1 Y compris les organisations privées à but non lucratif

La consommation privée dépasse les niveaux d'avant la crise

Après la révision générale des comptes nationaux, l'évolution de la consommation privée est plus positive qu'auparavant. Selon le calcul actuel, la consommation des ménages privés en 2023 était supérieure de 0,2% à celle de 2019, après que les données précédentes montraient un déficit de 1,5%.

Au premier semestre de l'année en cours, la reprise de la consommation s'est d'abord poursuivie avec une augmentation de 0,3%, avant de connaître un revers au deuxième trimestre avec une baisse de 0,2%. C'est remarquable, car les pertes de revenus dues au pouvoir d'achat sont désormais compensées. Il n'y a donc pas eu de reprise durable de l'activité de consommation au cours de l'année jusqu'à présent. Il est peu probable que le Championnat d'Europe de football ait donné une nouvelle impulsion au comportement de consommation des consommateurs nationaux. Les dépenses en services de restauration et d'hébergement ont diminué de 1,6%, tandis que les prix dans ce domaine ont augmenté de plus de 6%, nettement au-dessus du niveau général des prix.

Le taux d'épargne s'est également normalisé entre-temps, après avoir précédente. Dans les années à venir, l'inflation des prix devrait ralentir (Lumméen 2005 et d) 6 par la 2005 et d) 6 par la 2005 et de la la hausse depuis quatre trimestres et se situe dernièrement à 0,6 point de pourcentage au-dessus de sa moyenne à long terme de 10,7%. L'incertitude persistante en matière de politique économique sera probablement un moteur de la propension accrue à épargner des ménages privés. Il est donc probable qu'une partie de l'augmentation du revenu disponible ait été investie dans l'épargne. D'un point de vue conceptuel, certains indicateurs pourraient fournir des informations sur l'évolution économique du taux d'épargne. Il s'agit notamment du niveau des taux d'intérêt, des mesures de l'incertitude et de la propension des ménages privés à épargner et à acheter, mesurée par des enquêtes. En particulier, les indicateurs du climat de consommation et les anticipations de chômage fournissent des indications sur l'évolution à court terme du taux d'épargne (chapitre 5, page 73).

En conséquence, les instituts s'attendent à ce que le taux d'épargne diminue progressivement à nouveau par rapport à son niveau élevé au cours de la période de prévision et s'élève à 10,6% en 2026.

Après que les revenus disponibles ont augmenté de 4,7% au premier semestre de l'année en cours, ils devraient augmenter au rythme de 3,3% au second semestre. La dynamique d'évolution des revenus est alimentée notamment par l'augmentation significative des salaires et des revenus. les salaires ainsi que les avantages sociaux monétaires.

Les taux de croissance nominale restent nettement inférieurs à ceux des années précédentes. Toutefois, en raison du ralentissement de la hausse des prix à la consommation, le revenu disponible réel devrait augmenter.

Prévisions de l'Institut.

2 Chiffres : Evolution des valeurs d'origine par rapport à l'année précédente en %

Sources : Office fédéral de la statistique : calculs des instituts : à partir du troisième trimestre 2024

Cette année, le taux sera de 1,3%, ce qui est nettement plus élevé que les taux des années précédentes. Un affaiblissement de la dynamique des revenus est attendu pour le reste de la période de prévision, ce qui devrait se traduire par des taux de croissance du revenu disponible réel de 0,7 % en 2025 et de 1,1 % en 2026.

Les détaillants et les prestataires de services liés aux consommateurs sont actuellement prudents quant à leur situation commerciale.

Cependant, un optimisme prudent s'est manifesté récemment à l'égard de leurs attentes commerciales. Du côté des consommateurs, divers indicateurs de sentiment pointent également vers une lente tendance à la hausse de la consommation. Dans ce contexte, les dépenses de consommation privée devraient légèrement augmenter au cours du trimestre en cours.

Au cours des prochains trimestres, leur croissance sera probablement un peu plus forte dans un premier temps, mais à mesure que les prévisions progressent, l'expansion aura tendance à ralentir. Globalement, les instituts s'attendent à une augmentation de la consommation privée de 0,4% pour l'année en cours. Il devrait croître d'environ 1 % au cours de chacune des deux prochaines années (graphique 2.11, page 48).

Consommation publique en baisse

Les dépenses de consommation du gouvernement devraient augmenter fortement de 1,9% cette année, corrigées des prix. Environ la moitié de cette forte augmentation est due à l'excédent statistique de l'année précédente. Au premier semestre 2024 des achats anticipés élevés dans le cadre des achats militaires et une nouvelle augmentation des cas de maladie par rapport à l'année précédente ont conduit à une augmentation des achats anticipés et des prestations sociales en nature. En outre, en 2024, des dépenses supplémentaires dues aux dépenses discrétionnaires. les mesures dans le secteur de la santé et des soins stimuleront la consommation de l'État. En 2025 et 2026, la consommation publique devrait croître plus lentement . Il est vrai que l'évolution démographique entraîne de plus en plus de dépenses supplémentaires, notamment en matière de prestations sociales en nature . Toutefois, cela est compensé par le fait que les mesures discrétionnaires dans le secteur de la santé et des soins, telles que la loi sur le renforcement des soins de santé ou la réforme des soins, entraîneront des dépenses supplémentaires moindres en 2025 et 2026 qu'en 2024.

Le chômage continue d'augmenter pour le moment

En août, en données désaisonnalisées, 2,8 millions de personnes (taux : 6,0%) étaient inscrites au chômage. Cela signifie que le chômage a augmenté d'environ 300 000 personnes depuis août 2022 . Le nombre de chômeurs titulaires d' un passeport ukrainien n'a pratiquement pas changé au cours de la même période. Au cours des deux dernières années, le chômage a augmenté de 23% dans le domaine juridique sensible à la conjoncture du SGB III (assurance chômage), alors qu'il n'a augmenté que de 8% dans le domaine juridique du SGB II (sécurité de base/prestations du citoyen).

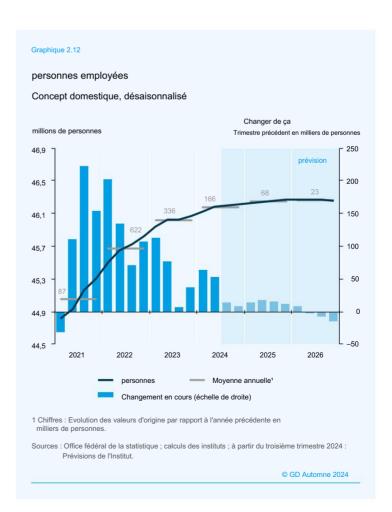
Le ratio chômeurs/postes vacants suggère également que la hausse du chômage est principalement due à une baisse de la demande de travail.

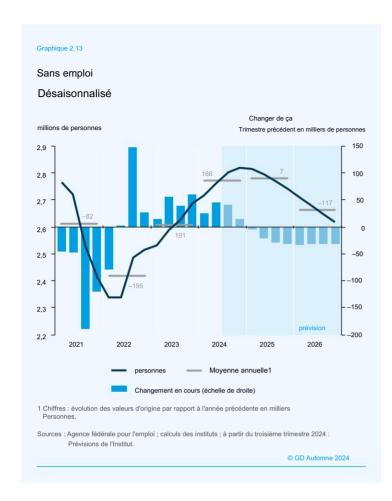
est dû à l'entreprise et non pas tant à des facteurs liés à l'offre sur le marché du travail 6

Même si le chômage partiel a également augmenté et se situe à un niveau plus élevé que les comparaisons à long terme, l'augmentation de 39 000 personnes (en équivalents salariés) depuis août 2022 a été plutôt faible compte tenu de la mauvaise situation économique de l'industrie. Cela indique que de nombreuses entreprises concernées considèrent la baisse de la demande de main-d'œuvre comme permanente et ont donc recours à des suppressions d'emplois et/ou à des délocalisations malgré la pénurie générale de main-d'œuvre, au lieu d' y remédier par le chômage partiel.

Toutefois, la croissance modérée de l'emploi s'est poursuivie . Le nombre de personnes ayant un emploi a augmenté ces derniers mois pour atteindre 46,2 millions. Alors que le nombre de salariés marginalement rémunérés a stagné, le nombre de salariés socialement rémunérés a augmenté.

⁶ Après ajustement pour tenir compte des réfugiés ukrainiens, il n'y a pas de changement significatif L'exercice de la courbe dite de Beveridge peut être reconnu. Selon les estimations de Weber, E.: The dovish turnaround: Germany's social Benefit reform and job results, dans: IAB-Discussion Paper 7/2024, Institut pour le marché du travail et la recherche professionnelle, Nuremberg, 2024, la réforme des prestations sociales en janvier 2023 Les 12 premiers mois après l'entrée en vigueur ont entraîné une baisse de l'emploi indemnisé de près de 6 %. Selon les calculs de l'institut, cela ne correspond qu'à une augmentation à long terme du taux de chômage global d'environ 0,1 point de pourcentage.





Equilibre du marché du travail

Moyennes annuelles en milliers de personnes

	2022	2023	2024	2025	2026
Volume de travail (millions d'heures)	61 211	61 437	61 631	61 816	62 028
Employé au pays	45 675	46 011	46 176	46 244	46 267
ouvriers	41 781	42 163	42 356	42 443	42 486
y compris:					
Employés SV	34 525	34 799	34 949	35 071	35 192
Personnes marginalement employées	4 127	4 199	4 196	4 175	4 136
Les travailleurs indépendants	3 895	3 847	3 820	3 802	3 781
Pendlersaldo	211	210	201	200	200
Ressortissants salariés	45 464	45 801	45 975	46 045	46 068
Sans emploi	2 418	2 609	2 775	2 781	2 664
Taux de chômage1	5,3	5,7	6,0	6,0	5,7
Chômeurs2	1 343	1 335	1 508	1 514	1 451
Taux de chômage3	2,9	2,8	3,2	3,2	3,1

¹ Chômeurs en pourcentage de la population active civile (définition selon l'Agence fédérale pour l'emploi).

Sources : Office fédéral de la statistique ; Agence fédérale pour l'emploi ; 2024 à 2026 : prévisions de l'Institut.

© GD Automne 2024

Les salariés soumis à la sécurité sociale restent aisés. La hausse de l'emploi continue d'être tirée exclusivement par les personnes de nationalité étrangère ; le nombre de salariés titulaires d'un passeport allemand est en baisse depuis plus de deux ans, principalement en raison du vieillissement démographique. En outre, l'augmentation de l'emploi soumis à cotisations sociales au cours des douze derniers mois a eu lieu exclusivement dans le secteur des services - en chiffres absolus, la plus forte augmentation a été enregistrée dans le secteur de la santé, dans le domaine des soins et des services sociaux, en l'administration publique, chez les prestataires de services qualifiés aux entreprises ainsi que dans l'éducation et l'enseignement. En revanche, les emplois ont été supprimés dans l'ensemble dans le secteur manufacturier - notamment dans l'industrie chimique - et dans la construction ; La baisse s'est également poursuivie sans relâche dans l'emploi temporaire . La baisse du nombre de travailleurs indépendants a continué de ralentir.

Selon le baromètre du marché du travail de l'IAB, les agences locales pour l'emploi s'attendent à ce que le chômage continue d'augmenter dans les mois à venir . En outre, les indicateurs avancés de l'emploi ont récemment évolué pour l'essentiel de manière latérale et laissent entrevoir une légère augmentation continue de l'emploi. Dans ce contexte, les instituts s'attendent dans un premier temps à de légères augmentations de l'emploi (graphique 2.12, page 49) et du chômage (graphique 2.13, page 50) pour le reste de l'année . Si l'activité économique se redresse quelque peu - comme le prévoient les instituts - le chômage devrait commencer à baisser au cours de l'année prochaine. En termes d'emploi , les augmentations plus fortes sont contrebalancées par le vieillissement de la main-d'œuvre potentielle, qui devrait dépasser son apogée au cours de la période de prévision (chapitre 3, page 58). Toutefois, l'estimation est soumise à un degré élevé d'incertitude car les taux d'activité et d'immigration par âge sont difficiles à prévoir. Au total, les instituts s'attendent à ce que le taux de chômage s'élève à 6,0% cette année et l'année prochaine, avant de tomber à 5,7% en 2026 (tableau 2.12, page 50).

Le nombre d'heures travaillées (volume de travail par personne occupée) devrait augmenter légèrement au cours de la période de prévision à mesure que l'économie se redresse. De plus, il y aura nettement plus de jours ouvrables disponibles en 2026 par rapport à l'année précédente. Les horaires de travail devraient également être soutenus par une diminution supposée des maladies . Cependant, les instituts ne s'attendent plus à une normalisation complète des arrêts maladie déclarés, car une partie de l' augmentation enregistrée depuis 2022 serait probablement due à l'introduction du certificat électronique d'incapacité de travail la même année et donc à un enregistrement plus complet. en particulier d'incapacité de courte durée.

² Définition du BIT.

³ Chômeurs en pourcentage de la main-d'œuvre nationale (ressortissants salariés plus chômeurs).

Cette prévision ne prend pas en compte les effets possibles des mesures de politique du marché du travail de l' initiative de croissance. Une grande partie de ces mesures vise à développer l'emploi (1) des personnes ayant atteint l'âge de la retraite au moyen d'incitations financières et de la suppression de l'interdiction des contrats à durée déterminée non fondés s'il existait auparavant une relation de travail avec le même employeur , ou (2) les femmes, par exemple en augmentant le nombre de places en crèche, ainsi que (3) les personnes bénéficiant de systèmes de transfert, par exemple au moyen d'un financement de démarrage ainsi que de règles plus strictes de caractère raisonnable et d'obligations de coopération. Il existe également des mesures visant à réduire la bureaucratie afin de réduire les obstacles à l'accès au travail et de faciliter l'immigration des travailleurs qualifiés. En fonction du moment où les différentes mesures entreront en vigueur et de la manière exacte dont elles seront conçues - deux éléments qui n'étaient pas encore certains avant la rédaction de ce rapport - des effets positifs sur l'emploi pourraient déjà se produire au cours de la période de prévision.

La croissance des revenus effectifs (salaires bruts et traitements par salarié) ralentira également après de très fortes augmentations. Les salaires effectifs ont augmenté de 6.4% l'année dernière et ont donc augmenté nettement plus tôt que les salaires convenus collectivement. La dérive salariale extraordinairement importante s'explique par le fait que des augmentations de salaires dans le secteur du commerce de détail avaient déjà eu lieu l'année dernière en raison d'un conflit de longue date dans les négociations collectives. L'association professionnelle allemande a recommandé que les entreprises commerciales liées par des conventions collectives bénéficient d'une augmentation de salaire de 5,3% à partir d'octobre 2023, qui pourrait être compensée par une convention collective ultérieure . À cet égard, environ la moitié des augmentations tarifaires récemment convenues dans le commerce de détail ont probablement déjà été mises en œuvre, ce qui en soi accroît la dérive salariale en 2023 et la réduit en 2024. De plus , une partie de la dérive salariale de l'année dernière est due à l'augmentation du salaire minimum à 12 euros en octobre 2022 . Il y a des signes d'une augmentation un peu plus faible mais néanmoins significative des revenus effectifs cette année . Entre janvier et juillet, les salaires et traitements par salarié étaient en moyenne 6 % plus élevés que l'année précédente. Les instituts tablent sur une hausse de 5.0% pour l'ensemble de l'année . Au cours des deux prochaines années, la dynamique des salaires devrait se calmer sensiblement (3.1% et 2.9%).

La dynamique des salaires est en déclin

Pour l'année en cours , les salaires collectifs ont été largement déterminés dans tous les domaines importants de négociation collective . Après plus d'un an , les négociations collectives des différents districts commerciaux ont abouti à des accords en mai et juin qui prévoient une augmentation du salaire de base convenu collectivement pour l'année en cours de plus de 10 % ainsi qu'une prime de compensation de l'inflation. de 1 000 euros . Peu de temps après, les partenaires des négociations collectives du commerce de gros et du commerce extérieur ont emboîté le pas avec un accord presque identique, comme prévu. Il est peu probable qu'une éventuelle convention collective dans l'industrie métallurgique et électrique avant la fin de l'année ait un impact sur le taux annuel.

Les instituts s'attendent à ce que les salaires conventionnels augmentent au total de 4.9% cette année, après 3.6% l'année dernière (tableau 2.13, page 51), L'année prochaine. la hausse devrait ralentir considérablement pour s'établir à 2.8 %. Même si les rémunérations de base conventionnelles augmentent à nouveau plus fortement que l'année précédente, l'augmentation des rémunérations conventionnelles est sensiblement atténuée par la suppression des primes de compensation de l'inflation. Ceux-ci peuvent encore être percus en franchise d'impôt jusqu'à la fin de l'année en cours. Selon les dernières informations de l' Office fédéral de la statistique, entre octobre 2022 et décembre 2024, près de 86 % de tous les salariés conventionnés collectivement auront perçu des primes d'inflation, qui s'élèvent en moyenne à 2 672 euros (pour les travailleurs à temps plein). Passé ce délai, il n'est plus possible de s'attendre à des paiements ponctuels aussi élevés . Cela se reflète également dans les conventions collectives existantes. En 2026, il est peu probable que la dynamique des gains issus des négociations collectives change beaucoup, compte tenu de la persistance d'un développement économique globalement faible et de hausses de prix modérées.

Les fortes augmentations des coûts salariaux et la faible productivité du travail entraînent une forte augmentation des coûts unitaires réels de main-d'œuvre, en particulier cette année. Cependant, compte tenu des fortes baisses antérieures dues à la réaction tardive des salaires à la forte hausse de l'inflation, cela ne représente qu'une normalisation de la relation entre les coûts salariaux d'une part et les prix et la productivité du travail d'autre part. année 2026 Les instituts ne s'attendent pas à des changements majeurs dans les coûts unitaires réels de main-d'œuvre.

Tableau 2.13

Sur l'évolution des salaires

Concept domestique, évolution par rapport à l'année précédente en %

	2022	2023	2024	2025	2026
Heures de travail moyennes	-0,2	-0,1	0,1	0,2	0,4
Gains par employé	4,3	6,4	5,0	3,1	2,9
Gains par heure	4,5	6,6	4,9	2,8	2,5
Dérive salariale (salariés)	2,2	2,9	0,1	0,2	0,1
Salaire tarifaire (mois)	2,2	3,6	4,9	2,8	2,8

Sources : Office fédéral de la statistique ; 2024 à 2026 : prévisions de l'Institut

L'inflation s'est largement normalisée, mais Les prix des services continuent d'augmenter fortement

L'inflation des prix à la consommation est tombée à 1,9 % en août , son niveau le plus bas depuis plus de trois ans. De mars à juillet, le taux d'inflation a fluctué entre 2,2 et 2,4 %. Les prix de l'énergie, en baisse de 5,1 % par rapport à l'année précédente, ont contribué à la baisse du mois d'août . Cependant, l'inflation des prix au taux d'inflation sous-jacente (prix à la consommation hors énergie) reste élevée à 2,6%, ce qui s'explique notamment par la hausse persistante des prix des services (3,9%) . Cependant , les produits alimentaires et les biens commerciaux non énergétiques ont enregistré des taux d'inflation beaucoup plus faibles en août, à 1,5 % et 1,0 % respectivement.

Le taux de l'année précédente pour la composante énergie, notamment pour les combustibles et le mazout, se caractérise actuellement par un effet particulier. À l'automne de l'année dernière, le prix du pétrole (variété Brent) sur le marché mondial a sensiblement augmenté . Il se situe actuellement bien en dessous du niveau de l'année précédente. Cet effet de base, qui a eu un effet modérateur d'août à octobre, disparaît vers la fin de l'année, ce qui signifie que l'inflation devrait alors repartir à la hausse. Selon les cotations du marché à terme, le prix du pétrole devrait légèrement baisser au cours de la période de prévision (tableau 2.7, page 38), ce qui en soi affectera les prix du carburant et du mazout.

Graphique 2.14 Prix à la consommation Ajusté selon les saisons et le calendrier Indice 2020 = 100 128 3,0 124 2,5 120 2.0 116 1,5 112 1,0 108 0,5 104 2024 2025 2026 Indice Moyenne annuelle 1 Taux de fonctionnement (échelle de droite) 1 Chiffres : Evolution des valeurs d'origine par rapport à l'année précédente en % Sources : Office fédéral de la statistique : calculs des instituts : à partir du troisième trimestre 2024 Prévisions de l'Institut. © GD Automne 2024

va diminuer. Cependant, le prix du CO2, qui a été augmenté au tournant des années 2024/25 et 2025/26, contrecarre cette baisse.7

Les prix à la consommation de l'électricité et du gaz ont largement stagné ces derniers temps. En avril, le taux de la taxe de vente sur le gaz, qui avait été ramené à 7 % en octobre 2022 en raison de la crise énergétique, a été relevé à son niveau initial de 19 %. Toutefois, l'augmentation n'a été perceptible que dans les prix à la consommation du gaz. Les prix de gros plus bas, qui se répercutent progressivement sur les prix à la consommation en raison de la stratégie d'approvisionnement à long terme des fournisseurs, ont probablement contrecarré des ajustements de prix plus importants.8 Les prix de gros de l'électricité et du gaz évoluent latéralement depuis plusieurs trimestres, de sorte que que les hypothèses concernant l'évolution future des prix ne diffèrent que légèrement de celles du dernier rapport du printemps. Selon les cotations boursières de l'électricité (gaz) d'août et de septembre, les instituts s'attendent à un prix moyen de 91,4 (39,8) et 84,3 (34,4) euros/MWh pour les années 2025 et 2026 respectivement. La répercussion de la baisse des cours boursiers par rapport à l'année de crise de 2022 par les fournisseurs d'énergie devrait désormais être bien avancée dans les statistiques des prix à la consommation . Dans leurs prévisions, les instituts tablent toujours sur une légère baisse des prix de l'électricité et du gaz pour l'année en cours. Toutefois, aucune nouvelle baisse des prix n'est prévue pour les années 2025 et 2026. Entre autres choses, les frais de réseau pour l'électricité devraient encore augmenter et l'augmentation du prix du CO2 devrait êt Au total, la composante énergie devrait diminuer respectivement de 3,3% et 2,5% en 2024 et 2025, et augmenter légèrement de 0,9% en 2026.

Même si l'inflation sous-jacente s'est considérablement affaiblie depuis son pic du printemps 2023, elle reste toujours à un niveau élevé. Les principaux contributeurs à la pression sur les prix sont les prestataires de services, qui ont augmenté leurs prix non seulement par rapport à l'année précédente, mais aussi de manière générale au cours des derniers mois.9 L' augmentation des prix coïncide avec de fortes augmentations de salaires , qui contribuent particulièrement aux coûts. en raison de l'intensité de travail plus élevée pour les prestataires de services . Les prix des services réagissent généralement avec retard à une forte augmentation du niveau général des prix. Lors de la poussée de l'inflation, les prix des services ont initialement augmenté beaucoup plus lentement que les prix des biens. Si l'on exclut les loyers de l'équation , les prix des services ont désormais rattrapé leur retard, de sorte que la structure des prix relatifs par rapport aux biens commerciaux sans énergie revient à peu près à celle des biens commerciaux sans énergie.

⁷ Le prix du CO2 s'applique aux carburants, au fioul et au gaz. Début 2025, il passera de 45 à 55 euros/tonne. En 2026 il devrait alors se situer dans une fourchette de prix comprise entre 55 et 65 euros. L'effet direct sur l'inflation devrait être d'environ 0,1 point de pourcentage.

^{8.} La situation est similaire avec le prix de l'électricité pour les ménages, qui est jusqu'à présent resté largement stable malgré la perte des subventions gouvernementales pour les frais de réseau.

⁹ La pression sur les prix a récemment été particulièrement forte pour l'assurance automobile, qui est en... Le mois d'août a augmenté d'environ 26 % par rapport à l'année précédente. Malgré leur faible poids dans le système de pondération (0,8 %), leur contribution à l'inflation globale s'élève à 0,2 point de pourcentage.

L'année 2019 correspond. Cependant, bien avant cela, les prix des services hors loyers ont augmenté plus rapidement que ceux des biens, ce qui est probablement dû, entre autres choses, à une demande relative croissante de services et à une croissance plus faible de la productivité dans ce secteur.10 La hausse des prix relatifs la fourniture de services devrait donc se poursuivre pour le moment. En outre, il reste encore beaucoup à rattraper en ce qui concerne les loyers, qui ont augmenté nettement moins que les autres prix intérieurs depuis la pandémie de COVID-19

Cela se voit déjà dans les loyers, qui augmentent plus fortement depuis plusieurs trimestres et qui ont récemment augmenté nettement plus vite, à 2,1%, que la moyenne à long terme (1,2%). Le processus de rattrapage prendra probablement encore plus de temps en raison de l'écart entre le niveau des loyers des nouveaux contrats et celui des loyers existants. Dans l'ensemble, les hausses de prix des services ne devraient donc s'atténuer que lentement et continueront de contribuer de manière supérieure à la moyenne à l'inflation globale.

Contrairement aux services, l'évolution des prix des produits alimentaires et des biens commerciaux non énergétiques est actuellement en retard par rapport à l'inflation globale.

La baisse des prix de l'énergie et des matières premières a depuis un certain temps un effet modérateur. Toutefois, cet effet devrait s'estomper progressivement. On note également une légère tendance à la hausse aux niveaux de production en amont (prix à l'importation et à la production) . L'inflation des prix des produits alimentaires et des biens commerciaux non énergétiques devrait donc progressivement se normaliser.

Dans l'ensemble, les instituts s'attendent à une hausse des prix à la consommation de 2,2 % en 2024 et de 2,0 % en 2025 (graphique 2.14, page 52). Le taux directeur reste élevé, à 2,7 % cette année et à 2,4 % l'année prochaine , mais la baisse des prix de l'énergie contrecarre l'inflation globale ces deux années (graphique 2.15, page 53). En 2026, le taux directeur devrait être de 2,1 % et le taux d'inflation global de 2,0 %.

Les déficits publics restent élevés

Les recettes publiques devraient croître plus rapidement que le produit intérieur brut nominal sur l'ensemble de la période de prévision . En 2024 et 2025, de fortes augmentations des salaires et traitements entraîneront probablement une forte augmentation des recettes salariales et fiscales . En outre, le recours aux primes d'inflation exonérées d'impôt est en baisse, ce qui accroît encore les recettes fiscales. L'ajustement des taux de référence tarifaires en fonction des taux d'inflation prévus a un effet modérateur . En 2026, l'impôt sur le revenu devrait augmenter avec un ralentissement.

En comparaison, les impôts sur les bénéfices augmenteront probablement sur l'ensemble de la période de prévision en raison de l' évolution modérée des prix des entreprises et des actifs.



les revenus et les avantages fiscaux supplémentaires pour amortissement n'augmentent que doucement. La taxe sur les ventes devrait augmenter plus que le produit intérieur brut en 2024 et 2025 - initialement soutenue par la normalisation du taux de taxe sur les ventes sur le gaz et dans la restauration, puis par l'augmentation des investissements dans la construction. Les autres taxes sur la production connaîtront probablement une augmentation significative. Les augmentations du prix du CO2 sont la principale raison de ces augmentations.

Au total, les recettes fiscales devraient augmenter de 4,2% en 2024, 3,4% en 2025 et 2,7% en 2026 pour atteindre 1 060 milliards d'euros. Le taux d'imposition sera de 23,1% en 2024, 23,4% en 2025 et 23,3% en 2026.

Les revenus des cotisations sociales augmenteront probablement de manière significative au cours de la période de prévision ; là aussi, les fortes augmentations de salaires et l'expiration de la prime de compensation de l'inflation en 2024 et 2025 donneront une forte impulsion aux recettes. Parallèlement, des augmentations des taux de cotisation sont attendues pour les trois années de prévision.

Les ventes du Land devraient croître plus fortement en 2024 que l'année précédente. L'augmentation est favorisée par l'élargissement du péage poids lourds. Les prix de vente devraient également augmenter en raison de la consolidation

¹⁰ Amatyakul, P.; Igan, D.; Lombardi, MJ: Dynamique des prix sectoriels dans le dernier kilomètre de la désinflation post-Covid-19, dans: BIS Quarterly Review, 45, 2024.

la pression des municipalités augmente. En 2025 et 2026, les revenus correspondants augmenteront probablement à des rythmes légèrement inférieurs.

Les revenus des placements seront encore stimulés par la hausse des taux d'intérêt en 2024 ; les instituts s'attendent à des augmentations nettement moindres au cours des deux années suivantes, d'autant plus que des baisses des taux d'intérêt sont prévisibles pour la période de prévision.

Les revenus des autres transferts courants ont fluctué ces dernières années avec les paiements du programme Next Generation EU. Il est probable que les fonds prélevés cette année en cours seront inférieurs à ceux de l'année dernière, ce qui freinera les autres transferts en cours. En 2025, les autres transferts courants augmenteront probablement à nouveau légèrement grâce à l'augmentation des paiements du programme Next Generation EU.

En 2026, une stagnation du nombre d' autres transferts courants reçus est attendue.

Au total, les instituts s'attendent à une forte augmentation des revenus de 5,1% pour l'année en cours. En 2025, le chiffre d'affaires devrait augmenter de 4,4% et en 2026 de 3,2% à 2 173 milliards d'euros.

Les dépenses publiques augmentent cette année plus lentement que les recettes. Les charges d'intérêts, les avantages sociaux monétaires et la rémunération des salariés devraient à nouveau augmenter à des rythmes élevés . Toutefois, cette situation est compensée par la suppression des mesures destinées à amortir les conséquences économiques globales de la hausse des prix de l'énergie. Il faudrait le mentionner ici

en particulier le « frein aux prix de l'électricité et du gaz » et les paiements destinés à stabiliser les redevances de réseau, qui représentaient à eux seuls plus de 30 milliards d'euros de dépenses en 2023.

La rémunération des salariés devrait augmenter à un rythme de 4,3% en 2024, légèrement moins que l'année précédente. Les salaires collectifs des employés de l'administration fédérale et locale ont été considérablement augmentés à compter du 1er mars 2024, et les employés de l'État recevront des paiements mensuels jusqu'en octobre inclus dans le cadre de la prime de compensation de l'inflation, qui sera suivie d'un important salaire forfaitaire. l'augmentation le 1er novembre 2024 suit. Toutefois, les primes d'inflation versées aux fonctionnaires fédéraux et locaux ont été supprimées.

En 2025, l'expansion de la rémunération des salariés ralentira quelque peu.

Même si les employés de l'État bénéficieront au 1er février 2025 d'une augmentation
de salaire tout aussi importante que les employés de l'administration fédérale et
locale l'année précédente, les versements uniques de la prime d'inflation ne
seront plus effectués. En 2026, l'augmentation de la rémunération des salariés
devrait à nouveau faiblir à mesure que l'inflation diminue.

Les prestations sociales monétaires, qui ont été sensiblement élargies l'année dernière notamment grâce à l'introduction des allocations citoyennes et à une augmentation significative des allocations familiales , augmenteront un peu plus modérément en 2024 . La forte augmentation des taux de sécurité de base en début d'année a pour effet d'augmenter les dépenses. Par ailleurs, la hausse des retraites de 4,6% au 1er juillet 2023 aura un impact au premier semestre 2024. Le 1er juillet de l'année en cours, les retraites ont de nouveau été augmentées à un rythme similaire

Tableau 2.14

Indicateurs financiers sélectionnés1

Par rapport au produit intérieur brut nominal en %

		Recettes gouve	rnementales		Dépenses pub	liques				
		y com	pris:		y com	pris:	Solde de financement	Niveau d'endettement bi	pour information: Dlut Taux d'impôt sur les intérêts2	
	en tout	Diriger	Cotisations sociales nettes	en tout	Charges d'intérêts i	nvestissement brut				
2016	45,9	23,7	16,4	44,7	1,2	2,4	1,1	67,6	5,0	
2017	45,9	23,8	16,5	44,6	1,0	2,5	1,3	64,0	4,3	
2018	46,6	24,1	16,7	44,7	0,9	2,6	1,9	60,7	3,8	
2019	46,9	24,1	16,9	45,6	0,8	2,7	1,3	58,6	3,3	
2020	46,7	23,2	17,6	51,1	0,6	3,1	-4,4	67,9	2,8	
2021	47,5	24,4	17,2	50,7	0,6	2,9	-3,2	67,9	2,4	
2022	46,9	24,3	16,9	49,0	0,7	2,8	-2,1	64,8	2,9	
2023	45,8	22,9	17,0	48,4	0,9	2,8	-2,6	62,7	3,8	
2024	46,7	23,1	17,5	48,9	1,1	3,0	-2,1	63,0	4,6	
2025	47,6	23,4	18,1	49,5	1,1	3,0	-1,9	63,5	4,8	
2026	47,7	23,3	18,2	49,6	1,1	3,1	-1,9	63,6	4,9	

¹ Dans la délimitation des comptes nationaux

Sources : Office fédéral de la statistique ; 2024 à 2026 : prévisions de l'Institut.

² Dépenses d'intérêt de l'État par rapport aux recettes fiscales

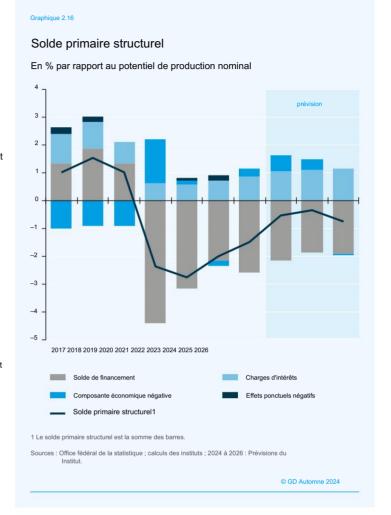
De plus, le nombre de chômeurs sera plus élevé que l' année précédente. La dynamique des transferts monétaires devrait s'affaiblir en 2025 et 2026 . Les taux de sécurité de base ne devraient pas augmenter à partir du 1er janvier 2025, le nombre de chômeurs diminuera à nouveau au fil du temps et les revalorisations des pensions devraient être inférieures en 2025 et 2026.

Les prestations sociales en nature augmenteront à un rythme accéléré en 2024, après une légère augmentation l'année précédente, notamment parce que diverses mesures dans le secteur de la santé et des soins entraînent des dépenses supplémentaires. À mesure que la période de prévision avance, le changement démographique aura de plus en plus pour effet d'augmenter les dépenses, mais les dépenses supplémentaires dues aux mesures discrétionnaires dans le secteur de la santé et des soins seront moindres, de sorte que l'expansion ralentira quelque peu en 2025 et 2026.

Les achats anticipés devraient également perdre de leur élan au cours de la période de prévision, notamment en raison de la baisse de l'inflation et de la situation budgétaire tendue.

L'investissement brut de l'État continue de croître fortement. Cela est principalement dû à l'évolution des investissements publics en équipements, qui reflète la sortie croissante de fonds destinés aux achats militaires provenant des fonds spéciaux de la Bundeswehr. En revanche, les investissements de l'État dans la construction

ne devraient augmenter que modérément au cours de l'année, la baisse de la dynamique des prix atténuant notamment la hausse.



Les subventions diminueront sensiblement en 2024. Cette baisse résulte de l'effondrement des biens

Tableau 2.15

Solde financier, solde financier structurel et solde primaire structurel des administrations publiques

Par rapport au produit intérieur brut ou au potentiel de production en %

		Méthode	1 de l'UE		Métho	de UE modifiée	(MODEM)1	
	2023	2024	2025	2026	2023	2024	2025	2026
Solde de financement des administrations publiques	-2,6	-2,1	-1,9	-1,9	-2,6	-2,1	-1,9	-1,9
- Composante économique2 =	-0,4	-0,7	-0,6	-0,3	-0,3	-0,6	-0,4	0,0
solde de financement corrigé des variations conjoncturelles	-2,2	-1,4	-1,3	-1,6	-2,3	-1,6	-1,5	-1,9
- Effets ponctuels3	-	-	-	-	-	-	-	-
= solde de financement structurel	-2,2	-1,4	-1,3	-1,6	-2,3	-1,6	-1,5	-1,9
+ Charges d'intérêts	0,9	1,1	1,1	1,1	0,9	1,1	1,1	1,1
= solde primaire structurel	-1,3	-0,4	-0,2	-0,5	-1,4	-0,5	-0,4	-0,8
Evolution du solde primaire structurel par rapport à l'année précédente Pour	0,5	0,9	0,2	-0,3	0,5	0,9	0,2	-0,4
l'actualité : solde de financement structurel en milliards d'euros	-91,2	-62,3	-56,9	-73,9	-95,5	-68,2	-65,6	-87,3

¹ Pour une explication de la méthode UE et de la méthode UE modifiée, voir le chapitre 3

Note: Solde de financement des administrations publiques par rapport au produit intérieur brut. Effets ponctuels, charges d'intérêts, composantes conjoncturelles, solde de financement ajusté du cycle, solde de financement structurel et solde primaire structurel par rapport à la production potentielle.

Sources : Office fédéral de la statistique ; Instituer des calculs et des estimations.

Calculé avec une semi-élasticité budgétaire de 0,504.

³ Effets des décisions de justice

subventions suite à la suppression du « frein aux prix de l'électricité et du gaz ». En revanche, d'autres subventions devraient augmenter sensiblement cette Dans les années à venir, les subventions augmenteront probablement légèrement dans l'ensemble, à mesure que les paiements au titre de

Les transferts de richesse effectués ont sensiblement augmenté ces dernières années. Les versements d'aides aux entreprises ainsi que les dépenses du KTF ou

l'EEG continueront d'augmenter.

Les sorties de fonds du plan allemand pour la reprise et la résilience (DARP) ont joué un rôle. Au cours de la période de prévision, on peut supposer que les transferts de richesse effectués stagneront pratiquement à un niveau élevé.

Les dépenses liées aux autres transferts courants seront probablement inférieures en 2024 à celles de l'année précédente, car les transferts vers l'UE devraient être nettement plus faibles qu'en 2023. Des transferts de l'UE nettement plus élevés sont attendus pour les années 2025 et 2026, de sorte que les transferts en cours augmenter à nouveau au cours de ces années. En 2024, les revenus des placements augmenteront fortement pour la troisième année consécutive, car le rendement des obligations publiques nouvellement émises est nettement supérieur au niveau des années précédentes depuis 2022 . Les instituts attendent les années suivantes

avec une nouvelle augmentation des dépenses d'intérêt de l'État, même si celles-ci s'affaiblissent de plus en plus. Au total, les dépenses publiques augmenteront de 4,1 % en 2024, à un rythme similaire à année en raison de l'augmentation des dépenses liées à l'EEGG de l'année précédente. En 2025 et 2026, les dépenses publiques augmenteront respectivement de 3,7 % et 3,3 %. Par rapport au produit intérieur brut, les dépenses publiques passeront de 48,4 % en 2023 à 49,6 % en 2026 (tableau 2.14, page 54).

> Au total, le déficit budgétaire des administrations publiques devrait diminuer à 2,1% pour l'année en cours, contre 2,6% par rapport au produit intérieur brut l'année précédente . En 2025 et 2026, le solde de financement de l'État rapporté au produit intérieur brut sera de -1,9% (tableau 2.15, page 55).

Le déficit de financement structurel selon la méthode UE modifiée diminue de 2,4% par rapport au potentiel de production en 2023 à 1,9%

Le solde primaire structurel passe de -1,4 % par rapport à la production potentielle en 2023 à -0,8 % en 2026 (graphique 2.16, page 55). Le niveau d'endettement brut de l'État passera de 62,7% en 2023 à 63.6% en 2026.

Situation et prévisions de l'économie allemande

3. Estimation du potentiel et projection à moyen terme

Estimation du potentiel de production

Les instituts estiment le potentiel de production selon une procédure calquée sur celle de la Commission européenne (méthode UE). La base est une fonction de production de Cobb-Douglas, qui inclut le volume de travail potentiel, le stock de capital économique global et l'évolution de la productivité totale des facteurs (PTF).1 Le volume de travail, mesuré en heures, résulte de la population en âge de travailler, l' évolution du taux d'activité, du taux de chômage structurel et de l'évolution de la durée moyenne de travail par personne occupée. En outre, les instituts calculent également le potentiel de production à l'aide d'une méthode modifiée (méthode européenne modifiée, MODEM), dans laquelle les modèles d'actualisation sont adaptés aux circonstances empiriques en Allemagne, par exemple pour les heures de travail, la participation au marché du travail et la PTF. Tous les modèles sont régulièrement vérifiés et mis à jour.

Les instituts fondent leur évaluation économique sur les résultats de la méthode européenne modifiée. La projection à moyen terme et l'ajustement cyclique des indicateurs des finances publiques sont effectués selon la méthode de l'UE afin de garantir la comparabilité avec la planification financière de la Confédération .

Pour l'évolution de la population, les instituts se basent sur la variante W2-G2-L2 de la 15e prévision démographique coordonnée publiée par l'Office fédéral de la statistique en décembre 2022, qui repose sur des hypothèses modérées concernant la migration, la natalité et l'augmentation de l'espérance de vie et. le niveau réel de population à la fin de 2023.2

Dans la projection actuelle, le solde migratoire est également adapté aux circonstances actuelles, car au moment du calcul des prévisions démographiques, l'ampleur de la migration des réfugiés en provenance notamment d'Ukraine ne pouvait pas être pleinement prise en compte. La migration actuelle et, en particulier, le mouvement migratoire sont pris en compte

de l'Ukraine. La réduction continue de la migration nette à 250 000 personnes en 2033, prévue dans les prévisions démographiques , ne s'appliquera qu'à la migration restante. Le solde migratoire s'élevait à 1,5 million de personnes en 2022 (dont environ 960 000 personnes originaires d'Ukraine) et s'élevait à environ 660 000 personnes l'année dernière (dont un peu plus de 110 000 personnes originaires d'Ukraine).

Pour l'année en cours, l'immigration nette en provenance d'Ukraine liée à la guerre est estimée à un peu moins de 100 000 personnes , et devrait encore diminuer pour atteindre un total de 70 000 personnes au cours des deux prochaines années . Le reste de la migration nette diminuera progressivement, passant d'environ 410 000 personnes cette année à 370 000 personnes à la fin de la période de projection.

En supposant que 60 % des réfugiés ukrainiens soient en âge de travailler (15-74 ans), la population active globale en Allemagne ne fera qu'augmenter cette année, mais diminuera ensuite en raison du vieillissement démographique. Cela signifie que le pic de la population active sera atteint plus tôt que prévu au printemps, car la migration restante aura considérablement diminué en 2024. Toutefois, les hypothèses concernant la migration des réfugiés sont soumises à un degré élevé d'incertitude. Ces dernières années, l'extrapolation des migrations a été un facteur qui a eu tendance à être sousestimé par les instituts, ce qui a conduit ensuite à une révision à la hausse du potentiel de production3.

Depuis l'immigration supérieure à la moyenne en 2015, les taux d'activité ont été considérés séparément pour les réfugiés et pour le reste de la population active . Sur la base des données sur l'emploi et le chômage de l'IAB Immigration Monitor, un taux de participation de 47 % (2022) et de 54 % (2023) a été calculé pour les réfugiés ukrainiens.4 Ce taux devrait augmenter jusqu'à 70 % d'ici 2028.5 Cela implique une participation tarif pour tous pour l'année en cours

¹ Havik, K.; McMorrow, K.; Orlandi, F.; Planas, C.; Raciborski, R.; Roeger, W.; Rossi, A.; Thum-Thysen, A.; Vandermeulen, V. : La méthodologie de la fonction de production pour le calcul des taux de croissance potentielle et des écarts de production, European Economy, Economic Papers 535, Bruxelles, 2014. doi:10.2765/71437.

² Bien que l'Office fédéral de la statistique ait publié en juillet 2024 des chiffres de population révisés sur la base du recensement de 2022, ceux-ci ne sont pas encore disponibles avec le niveau de détail nécessaire pour estimer le potentiel de production, par exemple par âge. Les instituts basent donc leur projection actuelle sur les chiffres de population issus du recensement de 2011. Dans tous les cas, la révision des chiffres de population ne modifiera probablement de manière significative que les contributions à la croissance de la participation et de la population active, mais pas la contribution globale du travail. volume. On ne peut donc supposer aucun effet significatif sur le potentiel de production.

³ Diagnostic commun du groupe de projet : L'économie allemande est en difficulté - La réforme du frein à l'endettement n'est pas une panacée, diagnostic commun printemps 2024, Kiel 2024, chapitre 5.

⁴ Cela résulte d'une augmentation de l'emploi parmi tous les citoyens ukrainiens de 154 000 personnes et d'une augmentation du chômage de 190 000 personnes par rapport à l'immigration nette en âge de travailler (IAB immigration Monitor, diverses éditions).

⁵ Une telle augmentation semble également réaliste étant donné que les réfugiés qui ont immigré en 2015/2016 auront déjà considérablement augmenté leur participation d'ici 2022. À l'aide de données d'enquête, Brücker et al. (2023) ont fait de grands progrès dans l'intégration de ce groupe sur le marché du travail. Ainsi, 54 % des réfugiés ayant séjourné six ans avaient un emploi. Brücker, H.; Jaschke P.; Kosiakova Y.; Vallizadeh E.: Développement de l'intégration sur le marché du travail depuis l'arrivée en Allemagne: L'emploi et les salaires des réfugiés augmentent de manière significative, dans: Rapport court de l'IAB 13/2023, Nuremberg, 2023. Il existe cependant des différences entre ce groupe et les réfugiés d'Ukraine en en termes de : sur la structure démographique et les conditions juridiques d'accès au marché du travail.

Réfugiés d'environ 64%, ce qui correspond à peu près à la valeur de 2021.6 Le taux d'activité de la population active restante sera actualisé à moyen terme selon le MODEM sur la base d'un modèle de cohorte d'âge afin de refléter l'évolution de la structure de la population par âge cohortes avec une participation au marché du travail élevée vers des cohortes avec une participation au marché du travail significativement plus faible . Le taux de participation économique global est calculé comme la moyenne pondérée du taux de participation des réfugiés, interprété comme structurel, et de l'évolution de la participation au marché du travail du reste de la population.7 Au cours de la période de projection, le taux de participation économique global est devrait initialement augmenter légèrement et de 2027 à la fin de la période de projection, elle augmentera approximativement, la valeur de 2023 diminuera.

L'estimation du taux de chômage structurel tient compte de la situation particulière des réfugiés sur le marché du travail , mais résulte essentiellement du taux de chômage structurel des autres salariés , qui est déterminé à l'aide d'un filtre Hodrick-Prescott . Le taux de chômage structurel macroéconomique devrait donc se situer autour de 2,8 % en 2023 et augmenter légèrement d'ici 2029 en raison du taux de chômage plus élevé parmi les réfugiés.

En raison de l'augmentation du travail à temps partiel, la durée du travail par personne occupée suit depuis longtemps une tendance à la baisse, mais cette tendance s'est légèrement stabilisée ces dernières années . Leur développement se poursuivra au cours de la période de projection à moyen terme à l'aide d'un modèle de séries chronologiques . La baisse notable du temps de travail au cours de l'année pandémique 2020 continuera d'être prise en compte comme un effet particulier dans le modèle d'actualisation. Dans le cas contraire, les instituts reviennent à leur approche initiale lors de la mise à jour des heures de travail par salarié et précisent un modèle de séries chronologiques pour la période allant jusqu'à la fin de la prévision à court terme. Enfin, la tendance sur l'ensemble de la période est déterminée à l'aide d'un filtre Hodrick-Prescott. Dans les rapports précédents, la période d'estimation se terminait avec l'année pré-pandémique 2019.8 Cette approche visait à éviter que les effets spéciaux liés à la pandémie, tels que l'augmentation des maladies et le chômage partiel, n'influencent la tendance. Cependant, il apparaît désormais qu'une partie de l'augmentation des absences pour maladie depuis 2022 peut être attribuée à l'introduction du certificat électronique d'incapacité de travail la même année et donc à un simple effet de déclaration.

C'est pourquoi l'évolution de la durée du travail a jusqu'à présent été surestimée , ce qui a été réduit par le changement d'approche.

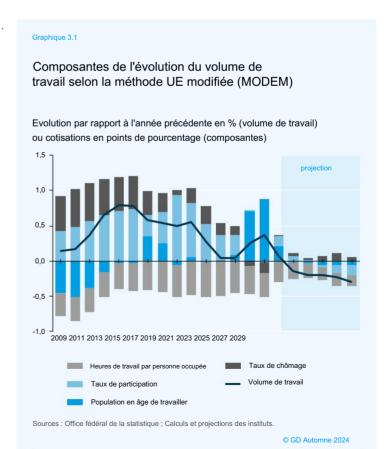
est évité. Le nombre d'heures de travail par personne occupée continuera de diminuer au cours de la période de projection , même si la tendance se stabilisera sensiblement et la baisse sera probablement plus limitée que par le passé.

Globalement, on constate une baisse annuelle moyenne de 0,2% du volume de travail potentiel à moyen terme . Après une nouvelle augmentation cette année, elle diminuera à partir de 2025 pour des raisons démographiques (figure 3.1, page 59) et freinera donc désormais la croissance du potentiel de production.

Le stock de capital est déterminé sur la base des prévisions de formation brute de capital fixe et du taux d'attrition. Le taux de départ sera mis à jour en utilisant la dernière valeur disponible de 2023. Les investissements fixes dans les années 2027 à 2029 sont extrapolés en utilisant le taux d'investissement potentiel dans un modèle de séries chronologiques. A la fin du moyen terme, le capital social augmentera en moyenne annuelle de 0,9%.

La PTF apparaît de manière résiduelle comme la partie de la production économique qui ne peut être expliquée uniquement par l'utilisation quantitative des facteurs de production capital et travail . Lors de l'estimation de la tendance de la PTF, les institutions changent d'approche dans ce rapport.

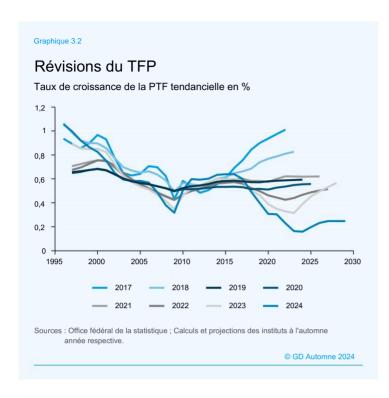
La principale raison en est l'arithmétique inhérente à l'ancien modèle, qui conduit au taux de croissance de la PTF.



⁶ L'évolution antérieure du taux d'activité des réfugiés est également déterminée sur la base des données sur l'emploi et le chômage. Ainsi, le taux est passé d'environ 10 % à plus de 60 % depuis 2014.

⁷ Sur le plan méthodologique, les instituts ont également adapté l'actualisation de l'évolution de la participation au marché du travail du reste de la population. Au lieu d'un modèle autorégressif de premier ordre, le modèle est désormais spécifié avec deux décalages.

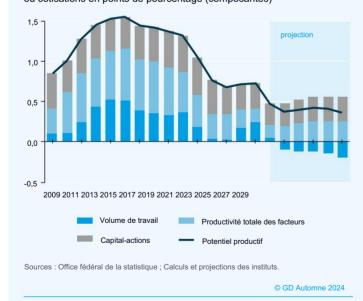
⁸ Diagnostic commun du groupe de projet : L'économie allemande est en difficulté - La réforme du frein à l'endettement n'est pas une panacée, diagnostic commun printemps 2024, 61, Kiel 2024.



Graphique 3.3

Composantes de l'évolution du potentiel de production selon la méthode UE modifiée (MODEM)

Evolution par rapport à l'année précédente en % (potentiel de production) ou cotisations en points de pourcentage (composantes)



Ils reviennent toujours à leur moyenne historique, c'est pourquoi ils augmentent à la fin de la période de projection respective. En conséquence, l'estimation a jusqu'à présent été révisée à la baisse d'année en année – et pas exclusivement en raison de la révision à la baisse des prévisions à court terme (graphique 3.2, page 60).

Les instituts avaient déjà réagi dans le passé en n'autorisant le calcul de tendance de la PTF qu'en 1996, ce qui réduisait la moyenne historique9. Cependant, le taux de croissance moyen le plus récent de la PTF apparaît également dans le contexte des taux de croissance moyens précédents. révisions, comme étant invraisemblablement élevées. Un modèle dit à composantes non observées, qui décompose la PTF en une composante tendancielle et une composante résiduelle, sert de base à l'estimation . La forme du modèle modifié par les instituts signifie que la tendance de la PTF augmentera au dernier taux estimé dans la période de projection entre 2023 et 2029, soit 0,2 % ;

Au total, le potentiel de production selon le MO-DEM augmentera en moyenne annuelle de 0,4% d'ici la fin de la période de projection (tableau 3.1, page 61). Le taux de croissance est donc bien inférieur de 0,8 point de pourcentage à la moyenne depuis 1996. Alors que le volume de travail freine en moyenne la croissance du potentiel de production , les contributions à la croissance du stock de capital et de la PTF s'élèvent respectivement à 0,3 et 0,2 points de pourcentage (Figure 3.3, page 60). Le niveau du potentiel de production est à nouveau révisé à la baisse par rapport aux estimations précédentes (figure 3.4, page 61).

La méthode de la Commission européenne diffère de la méthode MODEM en ce qui concerne le calcul du taux de chômage structurel, l'actualisation du taux d'activité à moyen terme et la spécification des modèles de séries temporelles. 10 Ce diagnostic conjoint précise également la procédure d'estimation des le taux de tendance de la PTF a dévié. Le taux de chômage structurel est calculé par la Commission européenne à l'aide d'un modèle de courbe de Phillips, mais sans prise en compte explicite de la migration des réfugiés. Le taux d'activité à moyen terme n'est pas prévu sur la base d'un modèle de cohorte d'âge, mais plutôt sur la base d'un simple modèle de séries chronologiques. De plus, contrairement à la méthode MODEM, la procédure européenne utilise des valeurs originales au lieu de valeurs ajustées en fonction du calendrier.

Selon la méthode de l'UE, il existe un taux de croissance annuel moyen du potentiel de production plus élevé sur la période 2023 à 2029, soit 0,6%, par rapport à la méthode MODEM. A la fin de la période de projection, la croissance potentielle est d'environ

⁹ Groupe de projet conjoint de diagnostic : Industrie en récession – Forces de croissance te dwindle, diagnostic commun automne 2019, 61, Berlin 2019.

¹⁰ Pour une comparaison de la méthode de l'UE et du MODEM, voir Diagnostic commun du groupe de projet : La hausse reste forte - les tensions augmentent, Diagnostic commun automne 2017, chapitre 3, tableau 3.2., Kiel, et Diagnostic commun du groupe de projet : Industrie en récession - croissance les forces diminuent, Diagnostic commun automne 2019, chapitre 3, encadré 3.1, Berlin 2019.

0,8%, alors qu'après MODEM, il chute à 0,4%.

Outre la poursuite différente de l'évolution de la PTF, cette différence résulte principalement d'un taux d'activité tendanciel plus élevé dans la méthode UE qui, contrairement à la méthode MODEM, ne prend pas en compte une baisse de la main-d'œuvre liée à la démographie. forcer la participation. Lorsqu'on examine l'écart de production à court terme, on constate principalement des différences de niveau entre les méthodes, mais les tendances sont similaires (figure 3.5, page 62). Pour l'année en cours, l'écart de production devrait être de -1,1% selon le MODEM et de -1,4% selon la méthode UE.

Cadre international de projection à moyen terme

Le ralentissement de la croissance de la production mondiale devrait se poursuivre entre 2027 et 2029 . L'économie chinoise et les économies avancées sont toutes deux sur une trajectoire de croissance en déclin, et il est peu probable que d'autres régions de l'économie mondiale soient en mesure de fournir un contrepoids

suffisant. La projection de l'évolution économique globale à moyen terme est réalisée dans l'hypothèse de taux de change nominaux inchangés. On suppose également que les prix réels des matières premières ne changeront pas au cours de la période de projection ultérieure, c'est-à-dire que le prix nominal du pétrole augmentera à partir de 2027 au taux d'inflation de 2 pour cent supposé pour les États-Unis.

L'économie chinoise joue un rôle de moins en moins important en tant que moteur de croissance dans l'économie mondiale. Même si la crise immobilière actuelle est surmontée, des facteurs structurels entraîneront une baisse des taux de croissanceune croissance plus forte dans les pays en développement et Le potentiel de progrès en productivité passe donc par

Potentiel de production selon la méthode UE modifiée (MODEM) Prévisions d'automne, en milliards d'euros1 3 800 3 600 3 400 3 200 3 000 2 800 2010 2012 2014 2016 2018 2020 2022 2024 2026 2028 2019 2020 2021 2022 2023 1 En raison de l'ajustement de l'année de référence dans le cadre de la révision générale et du niveau plus ré du produit intérieur brut indiqué dans cette projection, les estimations précédentes ont été ajustées par la différence du niveau du produit intérieur brut ajusté aux prix en 2015 en 2015. afin de pouvoir comparer les Sources : Office fédéral de la statistique ; Calculs et projections des instituts. © GD Automne 2024

L'adaptation technologique est devenue moindre, ce qui est inévitable dans un processus de rattrapage économique. Les facteurs démographiques auront de plus en plus un effet de ralentissement à l'avenir, car les faibles taux de natalité des dernières décennies entraînent une diminution progressive du potentiel de main-d'œuvre . Le ralentissement de la croissance en Chine ne sera probablement que partiellement compensé par émergents présentant des profils démographiques plus favorables.

Tableau 3.1

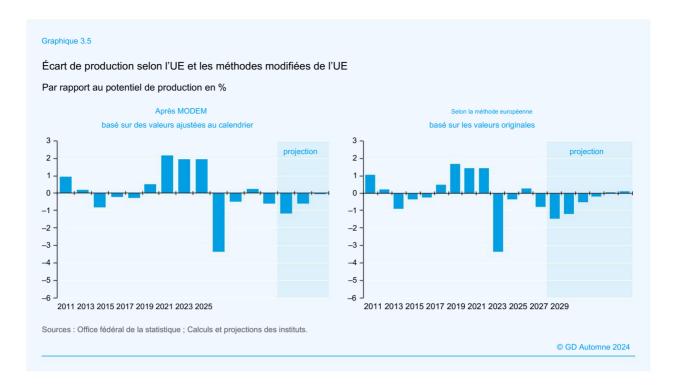
Potentiel de production et ses déterminants selon la méthode UE et la méthode UE modifiée

Variation annuelle moyenne en %1

	4000			Méthode e	uropéenne		Méth	ode UE modifié	e (MODEM)	
	1996-2	1996-20232		1996-2023		2023-2029		2023	2023-2029	
Potentiel productif	1,3		1,2		0,6		1,2		0,4	
Capital-actions	1,5	(0,5)	1,5	(0,5)	0,9	(0,3)	1,5	(0,5)	0,8	(0,3)
TFP	0,6	(0,6)	0,6	(0,6)	0,3	(0,3)	0,6	(0,6)	0,2	(0,2)
Volume de travail	0,2	(0,2)	0,2	(0,1)	0,1	(0,1)	0,2	(0,2)	-0,2	(-0,1)
Population en âge de travailler	0,0		0,0		0,0		0,0		0,0	
Taux de participation	0,5		0,5		0,2		0,5		0,0	
Taux de chômage	0,2		0,2		-0,1		0,2		0,1	
Heures de travail moyennes	-0,5		-0,5		-0,1		-0,4		-0,2	
Message:										
Productivité du travail	1,0		1,0		0,6		1,0		0,6	

2 Evolution réelle du produit intérieur brut et ses déterminants

Sources : Office fédéral de la statistique ; Calculs et projections des instituts



La croissance des capacités de production ralentira également dans les économies avancées au cours de la période de projection : le vieillissement démographique a un effet modérateur, notamment en Europe et en Asie. La pénurie de travailleurs qualifiés, en particulier, constitue déjà le principal obstacle à la croissance dans de nombreux pays. En termes démographiques, l'évolution aux États-Unis est plus favorable, d'autant plus que le pays est particulièrement attractif face à une concurrence croissante pour les travailleurs qualifiés au niveau international. En outre, la polarisation croissante des blocs géopolitiques a accru la volonté de renoncer aux avantages de la spécialisation afin de réduire les dépendances dans les secteurs stratégiques . Cela se fait au détriment de la productivité et, en fin de compte, réduit la croissance. Les conflits commerciaux, qui perturbent gravement les réseaux de production mondiaux existants , ainsi que l'expansion des crises géopolitiques, qui pourraient avoir un impact significatif sur les prix du pétrole et des matières premières, constituent un risque négatif pour les perspectives de croissance mondiale. Un risque à la hausse réside dans les gains de productivité plus importants qui pourraient découler du développement et de l'application rapides des technologies d'IA.

Projection de la situation macroéconomique Développement jusqu'en 2029

Les instituts basent leurs projections à moyen terme sur le potentiel de production calculé selon la méthode européenne, qui constitue également la base de la planification financière à moyen terme du gouvernement fédéral. On suppose que l'écart de production se comblera progressivement d'ici 2029 et que les taux de croissance de la production économique se rapprocheront des taux potentiels (graphique 3.5, page 62).

Après le déclin lié à la pandémie et la reprise timide due à la crise énergétique, l'emploi augmentera à nouveau au cours de la période de projection avec une participation croissante au marché du travail (tableau 3.2, page 63). Toutefois, en raison de la faible évolution démographique, cette augmentation de l'emploi reste inférieure à celle des années précédentes.

Dans la projection, on observe des changements progressifs dans les composantes de l'utilisation. Alors que le commerce mondial n'augmente que modérément, les exportations connaîtront probablement une dynamique globalement modérée et la contribution extérieure diminuera probablement par rapport au produit intérieur brut . La part des investissements dans le produit intérieur brut nominal ne devrait augmenter que modérément. En raison de l'évolution démographique, la part de la consommation publique est légèrement plus élevée (tableau 3.3, page Le déflateur du produit intérieur brut augmente à un taux annuel moyen de 1,8 % sur la période de projection. Le produit intérieur brut nominal augmentera donc en moyenne de 2,8 %.

Aux risques du commerce extérieur s'ajoutent des risques intérieurs pour le développement économique global.

En raison de l'évolution démographique prévisible, le taux de participation augmentera probablement moins que prévu sur la base de la méthode européenne. Les calculs effectués par les instituts sur la base d'un modèle de cohortes d'âge montrent que le taux d'activité devrait légèrement diminuer au cours de la période de projection , car les cohortes plus âgées dont la participation au marché du travail augmente mais est inférieure à la moyenne représentent une proportion de plus en plus grande de la population. Dans ce cas, l'offre de main-d'œuvre se développerait sensiblement plus faible. De plus, l'audmentation

Tableau 3.2

Emploi, productivité et croissance économique

					Р	roduit intérieur brut			
	personnes employées	employés ouvriers	Heures de travail chacun	Valeurs de vo	olume chaînées et ajustée	s au prix			
	(Intérieur)	(Intérieur)	personnes employées	En tout	Est personnes employées	Par heure de travail	dans respectivement prix	Déflateur	
Année	Un millier de	e personnes	Heures	milliards d'euros Euro		ro	milliards d'euros	2020 = 100	
2017	44 290	39 997	1 388	3 522	79 531	57	3 331	95	
2023	46 011	42 163	1 335	3 616	78 581	59	4 186	116	
2029	46 446	42 776	1 332	3 786	81 523	61	4 928	130	
Variation totale en %									
2023/2017	3,9	5,4	-3,8	2,6	-1,2	2,7	25,7	22,4	
2029/2023	0,9	1,5	-0,2	4,7	3,7	4,0	17,7	12,4	
Variation annuelle mo	oyenne en %		· ·						
2023/2017	0,6	0,9	-0,6	0,4	-0,2	0,4	3,9	3,4	
2029/2023	0,2	0,2	-0,0	0,8	0,6	0,7	2,8	2,0	

Sources : Office fédéral de la statistique ; calculs des instituts ; Période 2029/2023 : Projections de l'Institut.

© GD Automne 2024

Le vieillissement a un effet modérateur sur le taux
d'investissement et donc sur la croissance du stock de En out
capital.11 L'évolution de la PTF résultant de la méthode capital
européenne est également soumise à un degré élevé d'incertitude.

Puisque la méthode de l'UE est basée sur la période à partir de 1980, la croissance est susceptible d'être surestimée compte tenu de la faible évolution de la PTF depuis des années, ce que suggère le rapport.

Les instituts réagissent en apportant des ajustements au MODEM. En outre, des risques découlent de la restructuration du stock de capital en matière de numérisation et de décarbonisation.12

Tableau 3.3

En utilisant le produit intérieur brut nominal

		Dépenses de consommation		Investissement brut			
Année	Produit intérieur brut	Privé ménages	Supports	En tout	Formation brute de capital fixe	Changement de stock	Contribution externe
En milliards d'euros			77				82
2017	3 331,1	1 753,8	658,0	683,3	671,1	12,2	236,0
2023	4 185,6	2 205,6	905,2	907,1	899,9	7,2	167,7
2029	4 928,4	2 606,5	1 103,5	1 060,2	1 062,9	-2,7	158,2
Part du produit intérieur brut%	1						
2017	100,0	52,6	19,8	20,5	20,1	0,4	7,1
2023	100,0	52,7	21,6	23,6	21,9	1,6	2,1
2029	100,0	52,9	22,4	21,5	21,6	-0,1	3,2
Variation totale en %		0					-
2023/2017	25,7	25,8	37,6	32,8	34,1	-	-
2029/2023	17,7	18,2	21,9	16,9	18,1	-	-
Variation annuelle moyenne e	n %		· ·	·			
2023/2017	3,9	3,9	5,5	4,8	5,0	-	-
2029/2023	2,8	2,8	3,4	2,6	2,8	-	_

1 Les différences dans les valeurs agrégées résultent des arrondis.

Sources : Office fédéral de la statistique ; calculs des instituts ; Période 2029/2023 : Projections de l'Institut.

¹² Groupe de projet de diagnostic commun : Retours du pouvoir d'achat – Inégalités Sécurité élevée, diagnostic commun automne 2023, Halle (Saale) 2023, chapitre 5.

¹¹ Groupe de projet conjoint sur le diagnostic : la pandémie retarde la reprise – Démo Le graphisme ralentit la croissance, diagnostic commun printemps 2021, Essen 2021, chapitre 5.

4. Sur la politique économique

Récession et faible croissance en Allemagne

L'économie allemande n'a pas retrouvé ses performances antérieures depuis le début de l'année 2020 avec la pandémie de COVID-19 . Au deuxième trimestre 2024, le produit intérieur brut était à peu près au niveau de 2019 et donc bien en deçà de la tendance suivie par la production entre la crise financière et 2019 (graphique 4.1, page 64).1 La faiblesse de l'économie allemande a des raisons structurelles et économiques. D'une part, le potentiel de production est désormais inférieur à ce que les projections d'avant la pandémie auraient laissé prévoir2, et d'autre part, il existe une sous-utilisation sous la forme d'un écart de production négatif (chapitre 3, page 58).

Entre la crise financière mondiale et le déclenchement de la pandémie de COVID-19 (2011 à 2019), le taux de croissance potentiel était encore de 1,4 % par an ; depuis 2020, il n'est que de moitié environ (tableau 4.1, page 64).

Si l'on regarde seulement les années qui se sont écoulées depuis la crise énergétique (2022-

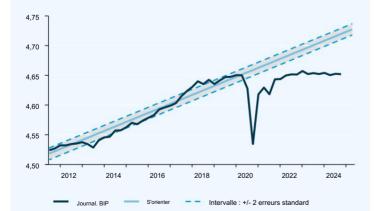
1 Le tableau ne change que légèrement si l'on estime les tendances d'avant la crise sur une période plus longue, par exemple depuis l'introduction de l'euro en 1999. Sur la base d'une tendance à plus long terme, le produit intérieur brut allemand s'est redressé un peu plus clairement jusqu'en 2022, mais depuis lors, la production économique est restée nettement en deçà de la tendance à long terme, comme dans l'estimation sous-jacente au graphique 4.1. 2024), le taux de croissance potentielle moyen est de 0,6%. Même si l'on s'attendait déjà avant la pandémie à une diminution du taux de croissance potentielle en Allemagne , notamment en raison du vieillissement de la population, les instituts s'attendaient à ce qu'il baisse à 1,1 % seulement à l'automne 2019.3 Les principales Les raisons de la forte baisse du taux de croissance potentielle sont les contributions à la croissance du facteur travail et de la productivité totale

L'accumulation du capital contribue également légèrement moins à la croissance qu'auparavant.

En outre, l'estimation du potentiel de production en Allemagne a été considérablement révisée à la baisse ces dernières années , bien plus que dans d'autres économies avancées (graphique 4.2, page 65). La révision à la baisse du taux de croissance potentielle est principalement due à une augmentation plus faible de la productivité totale des facteurs et à une moindre accumulation de capital.

Le ralentissement de la croissance s'accompagne d' un ralentissement économique amorcé en 2022 en raison de la hausse massive des prix de l'énergie. Dans l'ensemble , la situation économique de l'Allemagne est actuellement et future pire que dans d'autres pays qui sont également soumis à des chocs majeurs (pandémie , guerre de la Russie contre l'Ukraine) et à des évolutions mondiales (changement structurel en Chine, décarbonisation). Afin de surmonter la faible croissance de l'économie allemande, il est nécessaire de mieux comprendre son contexte.

Produit intérieur brut en Allemagne et tendance 2012 à 2024



Ligne bleu foncé : produit intérieur brut logarithmique (indice-chaîne, 2015=100).

Ligne bleu clair : tendance linéaire estimée avec un modèle de régression du produit intérieur brut logarithmique pour la période de support 2011 à 2019 avec une tendance constante et linéaire comme variables explicatives, en tenant compte des résidus autocorrélés (termes AR pour le décalage 1 et le décalage 2).

Sources : Office fédéral de la statistique ; Calculs de l'institut.

© GD Automne 2024

Tableau 4.1

Croissance potentielle et contributions à la croissance du travail, du capital et de la productivité

Période	Taux de croissance potentie	Travail	Capital	TFP
1991 – 2019	1,47	0,10	0,63	0,74
1999 – 2019	1,31	0,19	0,53	0,59
1999 – 2007	1,35	0,04	0,65	0,66
2011 – 2019	1,38	0,37	0,42	0,58
2020 – 2024	0,67	0,10	0,33	0,23
2022 – 2024	0,64	0,15	0,30	0,18

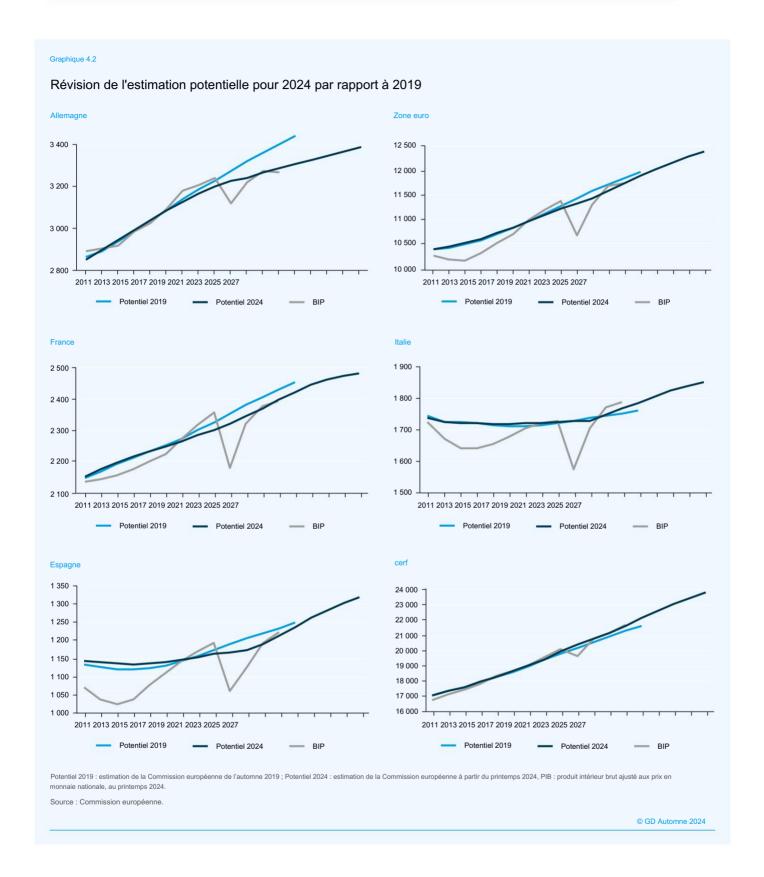
Taux de croissance potentiel en pourcentage. Contributions à la croissance en points de pourcentage.

Source : Calculs de l'Institut.

² Voir diagnostic commun du groupe de projet : L'économie allemande est en difficulté – la réforme du frein à l'endettement n'est pas une panacée, diagnostic commun printemps 2024 figure 3.3. Kiel. 2024.

³ Voir Diagnostic conjoint du groupe de projet : Industry in Recession – Growth Forces Dwindling, Diagnostic conjoint automne 2019, tableau 3.1, Berlin, 2019.

⁴ Les progrès de la productivité ralentissent depuis un certain temps déjà. économies avancées; pour le contexte historique et les explications, voir Goldin, I.; Koutroumpis, P.; Lafond, F.; Winkler, J.: Pourquoi la productivité ralentit-elle ?, dans: Journal of Economic Literature, 62(1), 196-268, 2024.

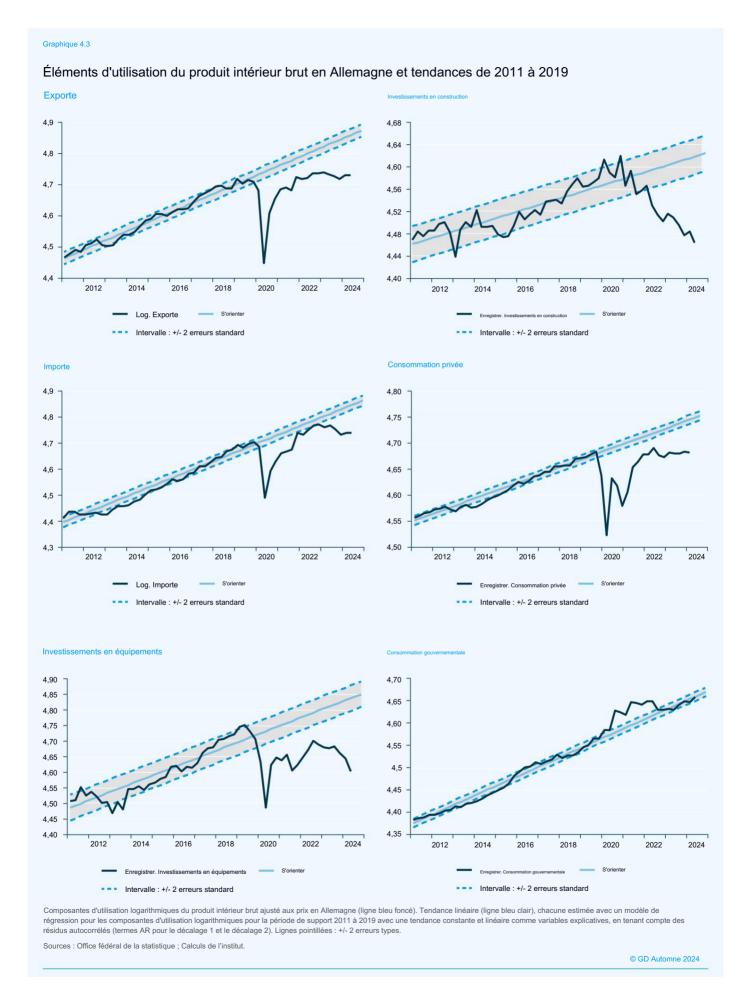


Le commerce mondial revient sur la bonne voie

- faible croissance spécifique à l'Allemagne

Du côté de l'utilisation, la faible croissance en Allemagne est généralisée. Seule la consommation publique se situe à un niveau qui correspond à la tendance d'avant-crise (graphique 4.3, page 66). Depuis quatre ans, les Exportations, investissements en équipements et consommation privée

Même s'ils se sont quelque peu remis du choc pandémique au début de l'année 2022, ils ont de nouveau reculé depuis investissements dans la construction sont en chute libre.

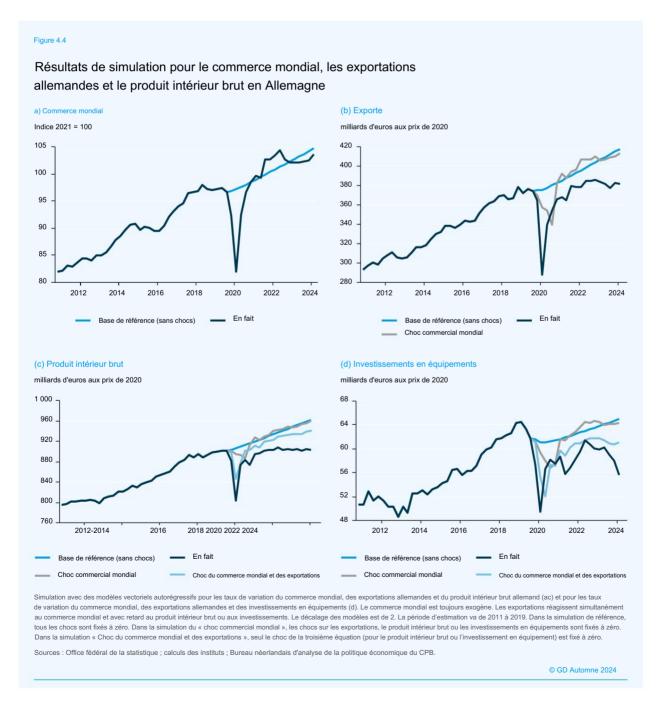


La pandémie et les tendances protectionnistes généralisées ont affecté le commerce mondial, qui a également affecté le commerce extérieur allemand

Toutefois, la faiblesse du commerce mondial est désormais largement surmontée. Les exportations allemandes ne se sont pas redressées dans la même mesure ; lls ne peuvent cependant pas expliquer la faiblesse de la production globale. Ceci est illustré par des simulations de modèles dans lesquelles l'évolution réelle de la production en Allemagne est conditionnée par des tendances hypothétiques du commerce mondial et des exportations allemandes . Le commerce mondial a chuté de façon spectaculaire en 2020 (figure 4.4 (a), page 67, ligne bleu foncé). Cela a contribué de manière significative à la forte baisse des exportations allemandes (graphique 4.4 (b), page 67, ligne grise), qui à son tour a représenté une part considérable de la baisse du produit intérieur brut.

conduit (Figure 4.4 (c), page 67, ligne bleu clair). La forte baisse et la forte reprise des investissements en équipements en 2020 peuvent également s'expliquer par les chocs sur le commerce et les exportations mondiales (graphique 4.4 (d), page 67, ligne bleu clair). Le commerce mondial est désormais presque revenu à la projection résultant d'une estimation de tendance pour la période 2011 à 2019 (graphique 4.4 (a), page 67).

En conséquence, les exportations et le produit intérieur brut auraient dû se redresser à nouveau avec la normalisation du commerce mondial (graphique 4.4 (b), page 67, ligne grise), si des chocs spécifiques à l'Allemagne ne s'étaient pas produits. En particulier, la baisse drastique des investissements en équipements au cours de l'année en cours ne peut pas s'expliquer par les influences du commerce extérieur (graphique 4.4 (d), page 67).



La faiblesse des exportations allemandes depuis 2022 peut être attribuée à une combinaison de facteurs : des défis structurels sur des marchés importants, la hausse des prix de l'énergie et une baisse de la compétitivité (des prix).5 Un facteur important est l'évolution des relations commerciales avec la Chine.

L'initiative « Made in China 2025 » vise à renforcer l'industrie locale et à réduire la dépendance vis-à-vis des importations étrangères. Cela concerne notamment les groupes de marchandises importants pour l'Allemagne que sont les machines et les véhicules et a contribué de manière significative au déclin des exportations allemandes vers la Chine depuis 2022. En outre, les producteurs chinois supplantent également les fabricants allemands sur les marchés tiers.

Une inflation déjà accrue en combinaison avec une politique monétaire accommodante en raison de la politique financière expansionniste avant le choc des prix de l'énergie. 9 La réaction de la politique monétaire sous la forme de taux d'intérêt plus élevés exerce une pression supplémentaire sur la reprise après le choc des prix de l'énergie dans les zones sensibles aux taux d'intérêt. comme le secteur de la construction. S'il est facile de comprendre une politique financière massivement solidaire au plus fort d'une crise, elle comporte le risque que les changements structurels nécessaires soient retardés. Cela est d'autant plus vrai que la politique européenne de protection du climat et – plus encore – la loi allemande sur la protection du climat impliquent un profond bouleversement dans l'approvisionnement énergétique des entreprises.

La crise énergétique qui a suivi l'attaque russe contre l'Ukraine a eu un impact plus important sur les exportations allemandes que sur celles de nombreux autres pays. Les industries allemandes à forte consommation d'énergie, comme les industries chimiques et métallurgiques, ont été particulièrement touchées par la flambée des prix du gaz naturel et de l'électricité. Bien que le gouvernement ait introduit des mesures pour soutenir les producteurs à forte intensité énergétique, les coûts sont restés nettement plus élevés que dans des pays concurrents comme les États-Unis et l'Asie.6

Par ailleurs, depuis début 2022, les coûts salariaux unitaires nominaux en Allemagne ont augmenté de 17,4%, plus fortement que dans la zone euro et surtout que dans les autres grands pays de la zone euro (France 8,9%, Italie : 14,8%, Espagne : 9,1 %).7 Globalement, cela a conduit à une moindre compétitivité des constructeurs allemands.

Un choc d'offre négatif déclenche le ralentissement

Après les chocs pétroliers des années 1970, le produit intérieur brut de l'Allemagne de l'Ouest a longtemps stagné ; Le groupe de projet Diagnostic communautaire s'attendait donc dès l'automne 2022 à ce que la reprise après la hausse spectaculaire des prix du gaz prenne beaucoup de temps8. Comme pour les chocs pétroliers des années 1970, le déclencheur du ralentissement actuel a été une offre négative. choc, même si cette fois il n'a pas été causé par le prix du pétrole, mais aussi par le prix du gaz et par conséquent aussi par le prix de l'électricité. De tels chocs de coûts accroissent l'inflation et freinent en même temps l'activité économique réelle. La politique économique a tenté d'atténuer la hausse des coûts de l'énergie grâce à des politiques financières expansionnistes en faveur des ménages et des entreprises. Cela devrait déjà être le cas

Désindustrialisation en Allemagne ?

Même si les prix du gaz et de l'électricité ont à nouveau chuté de manière significative, il devient évident que l'énergie en Allemagne sera probablement plus chère dans un avenir proche qu'avant le choc des prix de l'énergie et que cet effet rendra les sites de production allemands à forte intensité énergétique moins durables, attrayant dans une comparaison internationale. La production des industries à forte intensité énergétique est inférieure d'environ 15 % à son niveau de 2021. Cependant, le développement dans ce domaine est faible depuis longtemps.10

Le choc des prix de l'énergie est susceptible d'accélérer la baisse de la part nominale de la valeur ajoutée brute du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée brute totale, observée depuis un certain temps (graphique 4.5, page 69, en contrepartie de la part des services) ; les prestataires vont augmenter. Même au sein des entreprises affectées au secteur manufacturier, la proportion d'autres activités qui ne représentent pas la production industrielle, mais plutôt, par exemple, les activités commerciales , a augmenté. En outre, l'augmentation des activités de recherche et développement accroît la création de valeur dans l'industrie manufacturière11. Ces deux facteurs réunis pourraient expliquer l'écart observé depuis un certain temps entre l'évolution de la création de valeur réelle et l'indice de production de l'industrie manufacturière (chapitre 2). , page 32). Comparée à d'autres économies avancées, la part industrielle reste élevée.

Dans l'ensemble, la faiblesse actuelle de la production industrielle ne peut pas être clairement attribuée à des facteurs économiques ou structurels. Toutefois, l' accélération du changement structurel que l'on peut observer s'accompagne d'une augmentation des coûts globaux d'ajustement économique et met à rude épreuve le dynamisme économique.

⁵ Il existe également un déplacement temporaire des parts de demande entre les biens et Les services ont contribué à la faiblesse des exportations allemandes. Diagnostic commun du groupe de projet : l'économie allemande est en difficulté - la réforme du frein à l'endettement n'est pas une panacée, diagnostic commun printemps 2024, 22 ss, Kiel, 2024.

⁶ Mesuré à partir du taux de change effectif réel basé sur les prix à la production, l'euro s'est apprécié d'environ 4 % depuis 2022, cf. Emter, L.; Gunnella, V; Schuler, T.: Le choc énergétique, la compétitivité des prix et les performances des exportations de la zone euro, dans : Bulletin économique de la BCE, 3/2023, 2023, https://www.ecb.europa.eu/

presse/bulletin-economique/focus/2023/html/ecb.ebbox202303_03~23c48fe595.fr.html.

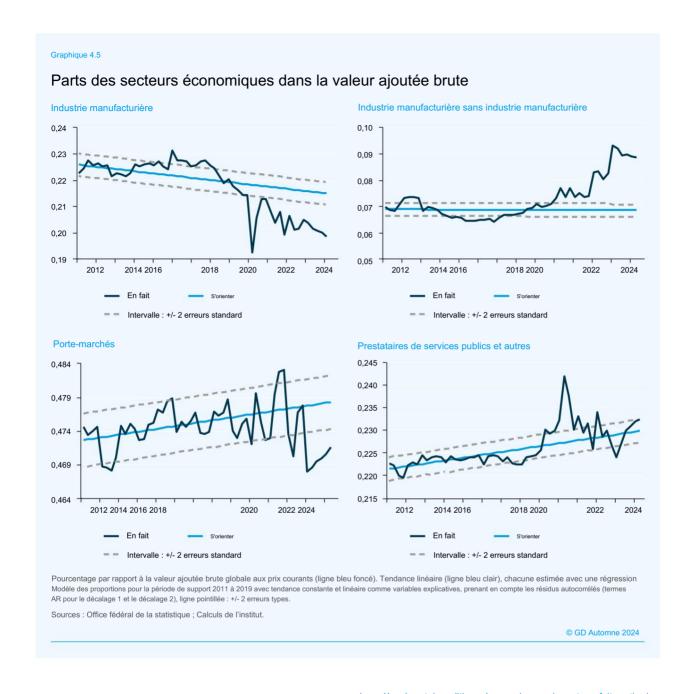
⁷ Informations sur une base horaire. Eurostat : https://doi.org/10.2908/NAMQ_10_LP_ULC.

⁸ Voir Diagnostic conjoint du groupe de projet : crise énergétique, récession, perte de prospérité diagnostic conjoint automne 2022, figure 4.1., Essen, 2022.

⁹ Giannone et Primiceri (2024) montrent que la hausse du taux d'inflation sous-jacente La zone euro après la pandémie s'explique principalement par la demande, voir Giannone, D.; Primiceri, GE: Les moteurs de l'inflation post-pandémique, NBER Working Paper 32859, 2024.

¹⁰ Le stock de capital dans les zones à forte intensité énergétique diminue depuis longtemps, et pas seulement depuis le choc des prix de l'énergie, cf. Joint Diagnosis Project Group: L'inflation est essentiellement élevée – renforcer maintenant les forces de l'offre, diagnostic commun printemps 2023, 81 f, Munich, 2023.

¹¹ Lehmann, R.; Wollmershäuser, T.: Changement structurel dans l'industrie manufacturière: la production garantit la valeur ajoutée brute, dans : ifo Schnelldienst, 77(2), 55–60, 2024.

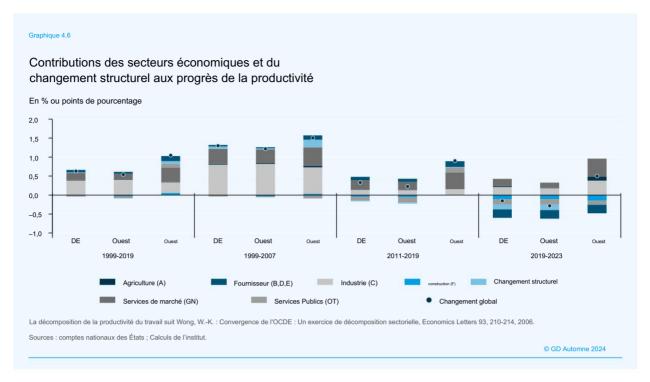


La réallocation des ressources du secteur manufacturier vers les secteurs des services a un impact sur les progrès de la productivité globale, car la productivité moyenne du travail est plus faible dans la plupart des secteurs des services . Ce processus a commencé avant la pandémie, mais s'est intensifié ces dernières années (figure 4.6, page 70). Il est donc d'autant plus important de ne pas concentrer la politique économique uniquement sur l'industrie, mais plutôt de promouvoir les progrès de la productivité dans les secteurs des services.12 Dans l'ensemble, il n'existe aucune bonne raison économique de lutter pour un quota industriel spécifique, même si L'industrialisation dans le sens d' une réduction de la part du secteur manufacturier dans la création de valeur totale devrait se poursuivre.

Jusqu'à présent, la politique économique a davantage fait partie du problème dans le cadre de la solution

En particulier à une époque de changements structurels, une orientation politique économique claire est nécessaire pour assurer la sécurité de planification des ménages privés et des entreprises . Les investissements commerciaux et les rénovations résidentielles des ménages privés nécessaires à la conversion vers une économie moins énergivore et sans émissions sont entravés si les conditions générales ne sont pas claires ou si de multiples changements de vent et de courants rendent la navigation difficile. Mesurée par l'indice d'incertitude de la politique économique, l'incertitude de la politique économique en Allemagne est particulièrement élevée en comparaison internationale depuis 2021. Aux États-Unis, en Italie et en Espagne, l'incertitude en matière de politique économique est actuellement nettement plus faible que lors de la crise financière mondiale ou de la pandémie de COVID-19;

¹² mesures pour augmenter la productivité dans les secteurs des services sont qui est discuté, par exemple, dans : Holtemöller, O. (éd.): Comment pouvons-nous stimuler la concurrence dans le secteur des services ?, Baden Baden : Nomos, 2017.



En France et en Allemagne, il est nettement plus élevé qu'à l'époque, mais en France il reste inférieur à celui de l'Allemagne. Le gouvernement fédéral actuel n'est pas d'accord sur de nombreux points, comme la politique budgétaire. Les déficits de financement de l'État dans son ensemble entrent de plus en plus en conflit avec les règles budgétaires nationales et européennes. Le déficit de financement est nettement supérieur à la limite de financement structurel net dans le cadre du frein à l'endettement, fixée à 0,35 % par rapport au produit intérieur brut. Même s'il existe des différences de définition significatives, on peut se demander si le déficit public est compatible avec le frein à l'endettement sur toute la période de prévision (2024-2026), notamment parce que les réserves des fonds spéciaux seront plus ou moins utilisées vers le fin de la période de prévision -sera utilisé. Avec un niveau d'endettement brut supérieur à 60 % chaque année de la période de prévision et des déficits structurels qui ne diminuent guère, s'élevant chacun à plus de 1,5 % par rapport à la production économique, on peut également se demander si les nouvelles règles budgétaires seront respectées à terme, le niveau européen.

Pour que les entreprises et les ménages retrouvent confiance dans la stabilité économique, un changement de cap de la politique économique semble indispensable. Un tel changement de cap devrait conduire à moins de réglementations détaillées, à moins de subventions pour les entreprises individuelles, ainsi qu'à une moindre préservation des droits acquis par l'État et à plus d'espace pour les processus d'adaptation de l'économie de marché aux conditions-cadres modifiées. Les objectifs de réduction des émissions, par exemple, peuvent être mieux atteints grâce à un ajustement fondé sur le marché à des prix plus élevés du CO2.13

Implications en matière de politique économique

Les mesures de politique économique visant à accroître le potentiel de production devraient s'attaquer aux causes de cette faiblesse. Avec son initiative de croissance, le gouvernement fédéral propose quelques bonnes approches, par exemple en incitant au travail les personnes dépassant la limite d'âge standard. Cependant, l'abondance des mesures et les délais de mise en œuvre parfois longs ne contribuent pas à rendre la politique économique plus claire et plus prévisible pour les ménages et les entreprises. Les attentes du gouvernement fédéral à l'égard de l'initiative de croissance concernant son impact sur la croissance potentielle sont donc probablement assez élevées.14

Quoi qu'il en soit, il est douteux que les taux de croissance économique plus élevés des années précédentes puissent à nouveau être atteints. Dans des rapports précédents utilisant des calculs de simulation , les instituts ont souligné à plusieurs reprises que les objectifs de réduction des émissions réglementés par la loi ne seraient probablement pas réalisables sans pertes matérielles, étant donné le rythme actuel des progrès technologiques en matière d'économie d'énergie et le rythme actuel de l'expansion des énergies renouvelables.15 Le fait que les émissions de gaz à effet de serre en Allemagne Le fait que le pays était sur la voie de réduction souhaitée l'année dernière est également lié à la faiblesse de l' industrie à forte intensité énergétique : environ la moitié de la réduction des émissions en 2023 par rapport à l'année précédente est susceptible de être dû au déclin de la production dans les industries à forte intensité énergétique.

¹³ Voir Gropp, R.; Holtemöller, O.: Six points pour des transports verts efficaces formation, dans: WH Policy Notes, 2/2024, Halle (Saale), 2024.

¹⁴ Le ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du climat attend déjà les premiers par an, un effet de 0,5 point de pourcentage, voir Ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du climat : L'initiative de croissance du gouvernement fédéral, dans : Points forts de la politique économique du 11 août 2024.

¹⁵ Groupe de projet de diagnostic commun : Retours du pouvoir d'achat – Incertitude politique élevée, diagnostic commun automne 2023, 82 s., Halle (Saale), 2023.

les industries ont décliné.16 S'il s'agit simplement de délocalisations à l'étranger, cette réduction des émissions en Allemagne ne contribuera en rien à réduire le réchauffement climatique.

Outre la décarbonation, le changement démographique pèse sur la croissance potentielle en raison d'une diminution de la main-d'œuvre. La meilleure manière de renforcer la croissance potentielle en termes de

Par exemple, il faut parfois beaucoup de temps aux migrants pour atteindre le taux de participation moyen au marché du travail des locaux.17 Il existe également encore une marge de manœuvre en ce qui concerne la participation au marché du travail des salariés plus âgés.

En outre, la durée moyenne de travail des personnes occupées suit une tendance à la baisse à long terme, notamment parce que le temps de loisir devient plus attractif que le temps de travail à mesure que les revenus augmentent . On ne s'attend pas à ce que cette tendance internationale à long terme s'inverse dans un avenir prévisible. Dans la mesure où un potentiel de production plus faible est simplement l'expression des préférences de la population en matière de loisirs18, il n'y a aucune raison de contrer cela politiquement. Toutefois, la durée du travail par personne occupée est particulièrement faible en comparaison internationale.19 Il convient de garder à l'esprit que la faible durée du travail par personne occupée est également l'expression d'un taux de temps partiel élevé, ce qui contribue à son tour à la flexibilité des activités. le marché du travail. Cependant, cela pourrait également être dû à des effets incitatifs défavorables dans le système de transferts et d'impôt sur le revenu, de sorte qu'il existe des points de départ pour renforcer l'emploi.

Pourquoi l'offre de travail est importante pour la macroéconomie, dans : Journal of Economic Perspe 38(2), 137-158, 2024.

l'activité et donc le potentiel de production.20

Cependant, le paquet retraite II va dans la direction opposée, notamment parce qu'il entraînera à moyen terme des augmentations significatives du taux de cotisation à l'assurance pension légale.21

Ce qui est particulièrement intéressant pour la politique économique, c'est de prendre des mesures visant à accroître la productivité22 Car quelles que soient les préférences individuelles, il est socialement volume de travail consiste à participer au marché du travail avantageux que la production de biens et de services soit aussi efficace que possible et qu'aucune ressource ne soit gaspillée. Les mesures visant à réduire les obstacles à la production (bureaucratie, réglementation), à l'éducation et à l'investissement dans la recherche et le développement ont le plus grand potentiel à cet égard - ainsi qu'un environnement dans lequel la disparition d'entreprises qui ne sont plus rentables n'est pas considérée comme négative, mais comme une composante nécessaire de la destruction créatrice à la Schumpeter.

> Dans l'ensemble, le système social allemand offre une bonne protection contre les difficultés individuelles qui y sont liées.

La politique économique doit se concentrer sur l'amélioration de la productivité, de la compétitivité internationale et des conditions générales pour toutes les entreprises et tous les salariés. Afin de créer une marge de manœuvre budgétaire pour les dépenses d'investissement malgré le contexte tendu actuel, les infrastructures pourraient, par exemple, être dayantage financées par les utilisateurs Avec un cadre institutionnel approprié, les investissements dans les infrastructures financés par le crédit devraient être possibles malgré le frein à l'endettement. Dans le même temps, cela risque de limiter la portée opérationnelle de la prise de décision politique et de rendre les prestations plus étroitement adaptées aux besoins. En outre , l'ensemble de la politique de subvention et de financement devrait être revue.

¹⁶ Holtemöller, O. : Tendances actuelles : Diminution des émissions de gaz à effet de serre en 2023 en raison d'une baisse d'environ la moitié de la production, dans : Economy in Transition, 30(2), 28, 2024.

¹⁷ Pour les réfugiés, il faut plus de dix ans avant que le taux d'emploi moyer Le quota pour les locaux est atteint, pour les autres immigrants, il est également de plus de cinq ans diagnostic commun du groupe de projet : L'économie allemande est malade - le frein à l'ende pas une panacée, diagnostic commun printemps 2024, 73, Kiel, 2024. Participation au marché du travail est particulièrement élevée chez les immigrantes avec et sans enfants dans tous les groupes d'âge, ce qui est nettement inférieur à celui des femmes sans enfants et des mères sans antécédents d'immigration, Keller, M ; Körner, T. : Ménages, familles et modes de vie avec antécédents d'immigration - effets sur l'emploi des parents, dans : WISTA - Economics and Statistics, 4/2024, 48.

¹⁸ Wanger, S.; Weber, E.: Horaires de travail : tendances, souhaits et réalité, dans : IAB-Foi Rapport de recherche, 16/2023, Nuremberg, 2023.

¹⁹ En moyenne, de 2015 à 2019, la durée moyenne de travail par personne occupée en Allemagne était de 1 388 heures. Il était donc nettement inférieur à celui des autres pays de l'OCDE ; en France, elle était de 1 516 heures, au Japon de 1 693 heures et aux États-Unis de 1 825 heures. Le nombre d'heures de travail par personne occupée est négativement corrélé au nive publiques par rapport au produit intérieur brut (coefficient de corrélation -0,56, R2=0,31), Rogerson, R.:

²⁰ Blömer, M.; Hansen, E.; Peichl, A.: La conception du retrait des transferts dans le nce avec les prestations du citoyen, la protection sociale de base de l'enfance et les allocations de logement, dans : rapports de recherche ifo, 145, 2024 ; Peichl, A. ; Bonin, H. ; Stichnoth, H.; Bierbrauer, F.; Blömer, M.; Poupées, M.; Hansen, E.; Hebsaker, M.; Necker, S.; Pannier, M.; Petkov, B.; Windsteiger, L.; Fuest, Cl.; Immervoll, H.; Lenze, A.; Schöb, R.; Siegloch, S.; Werding, M. : Sur la réforme des taux de retrait des transferts et l'amélioration des incitations à l'emploi. rapport de recherche 629K, ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, 2023.

²¹ Holtemöller, O.; Schult, C.; Zeddies, G.: Coûts des mesures du paquet de retraite II à partir de mars 2024 et options de financement, dans : IWH Studies, 2/2024, Halle (Saale), 2024.

depuis longtemps à la traîne par rapport à celui des États-Unis, voir Draghi, M. : L'avenir de la compétitivité européenne. Partie A. Une stratégie de compétitivité pour l'Europe, 2024

Politique économique

5. L'épargne des ménages privés en Allemagne : aspects économiques et structurels

En Allemagne, environ dix pour cent du revenu disponible des ménages privés est épargné. Les facteurs qui influencent la décision d'épargner revêtent donc également une importance capitale pour le développement de la consommation privée. Le taux d'épargne augmente à nouveau sensiblement depuis plus d'un an et se situe désormais au-dessus de la moyenne à long terme . Cela signifie que la consommation privée a récemment été à la traîne par rapport à l'évolution des revenus. En termes purement mathématiques, la consommation privée représente plus de la moitié de la production économique, c'est pourquoi même de petites variations du taux d'épargne ont un impact sur l'économie dans son ensemble.

Dans ce contexte, une distinction est faite ci-dessous entre les facteurs structurels et économiques dans la décision d'épargner . Le point de départ est la classification conceptuelle et l'enregistrement de l'épargne dans les comptes nationaux (comptes nationaux). Pour les facteurs structurels , diverses variables d'influence macroéconomiques sont d'abord examinées à l'aide de comparaisons internationales . Vient ensuite une analyse des déterminants socio-économiques de l'épargne en Allemagne. La composition par âge de la population joue ici un rôle important , car elle permet de projeter l'évolution tendancielle du taux d'épargne en fonction de l'évolution démographique prévisible .

Enfin, les facteurs d'influence économiques qui sont particulièrement importants pour les prévisions à court terme sont examinés . De plus, une analyse des révisions de données passées est effectuée pour évaluer la fiabilité des données au niveau actuel.

Enregistrez ce VGR

L'épargne fait référence à l' augmentation de la richesse issue de l'activité productive et donc à la part du revenu qui n'est pas consommée par la consommation. L'épargne peut être créée dans tous les secteurs d'une économie (ménages privés, entreprises et État), soit sous forme d'actifs physiques, soit d'actifs financiers nets.

Les variations des immobilisations corporelles résultent des investissements immobilisés nets, c'est-à-dire des investissements immobilisés bruts moins les amortissements mesurés par amortissement. Les variations des actifs financiers nets correspondent au solde de financement d'un secteur. Cela reflète la mesure dans laquelle les différents secteurs ont fourni ou reçu un financement dans l'ensemble (graphique 5.1, page 74). Le solde de financement macroéconomique se reflète dans le compte de capital, qui montre l'évolution des créances nettes sur l'étranger.

(position extérieure nette). Le solde du compte capital correspond au solde du compte courant.

Fin 2023, le patrimoine financier net des ménages privés s'élève à 5,765 milliards d'euros. Actifs financiers (actifs financiers) s'élevant à 7,939 milliards. Le passif s'élevait à 2,174 milliards d'euros.

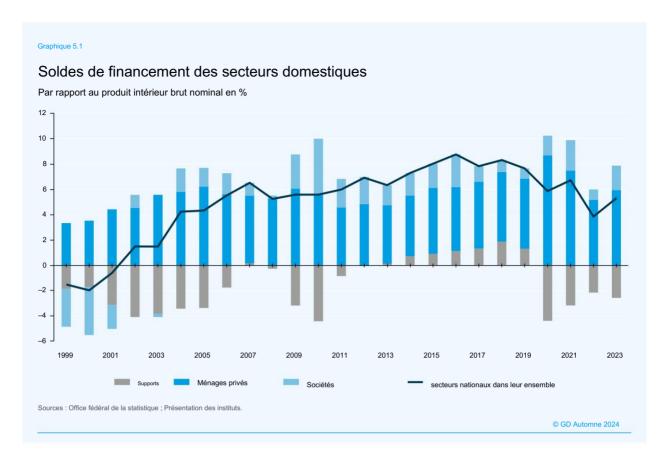
contre l'euro. Une grande partie des actifs financiers, 41 %, étaient détenus sous forme d'espèces et de dépôts. Les actions et les fonds d'investissement représentaient environ un quart, tandis que les sinistres d'assurance-vie et de retraite représentaient chacun 15%. Au cours de l'année 2023, les actifs financiers ont augmenté de 263 milliards d'euros. Un tiers de cette augmentation provient des liquidités et des dépôts. Un quart a été investi dans des obligations – principalement à long terme.

Pour le secteur des ménages privés, l'épargne est déterminée sur la base du solde de financement, qui est extrait des comptes de financement de la Deutsche Bundesbank . À cela s'ajoute l'accumulation d'actifs physiques – essentiellement des investissements dans des immeubles résidentiels.

Le taux d'épargne mesure le rapport entre l'épargne et le revenu disponible majoré de l'augmentation des droits à pension d'entreprise . Celui-ci contient des revenus bénéficiaires déterminés de manière résiduelle pour le secteur des ménages privés. Le taux d'épargne est donc également une variable résiduelle, donc soumise à une plus grande incertitude, ce qui la rend potentiellement plus susceptible d'être révisée.

Selon que l'accumulation d'actifs corporels est déclarée brute ou nette - c'est-à-dire sans ou avec prise en compte des amortissements - les économies sont calculées comme brutes ou nettes. D'un point de vue conceptuel, la notion de revenu – et donc aussi d'épargne – repose sur des variables nettes dans les comptes nationaux. Le revenu n'est donc que la partie du résultat de production qui est obtenue lorsque les actifs sont entretenus. Cependant, le Système européen de comptabilité nationale (SEC) permet uniquement de déclarer l'épargne en brut1, car tous les pays ne disposent pas de la dépréciation imputée nécessaire pour une déclaration nette. Ceci doit être pris en compte lors de la comparaison des taux d'épargne au niveau international.

¹ Calcul de l'épargne et du taux d'épargne dans le système de compte ESA: brut épargne: B8G = (B6G+ D8)-P3, épargne nette: B8N = (B6N+ D8)-P3, taux d'épargne brut des ménages privés: (B8G/(B6G+D8)*100), taux d'épargne net des ménages privés (B8N /(B6N+D8)*100) avec dépenses de consommation P3 concept de dépenses des ménages privés, augmentation D8 des demandes de pension des entreprises, revenu disponible B6G (avant amortissement), dépréciation P51C du secteur des ménages privés et revenu disponible B6N (après amortissement).



En Allemagne, environ la moitié du revenu disponible est constituée de revenus gagnés et un bon quart d'autres revenus primaires des ménages privés, comme les revenus locatifs.

Les transferts constituent le reste. Les changements liés à la valorisation, tels que les gains ou les pertes sur les actions ou les variations de la valeur des biens immobiliers, ne rentrent pas dans la catégorie des revenus des comptes nationaux et ne sont donc pas inclus dans l'épargne.

Dans les comptes nationaux, les revenus et les dépenses sont enregistrés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ils sont donc comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils ont été économiquement provoqués et donc indépendamment du moment du paiement effectif. Par exemple, les arriérés de loyer sont affectés dans la comptabilité nationale à l'année au cours de laquelle le service correspondant a été fourni et où l'obligation de paiement est née . Ainsi, les économies surviennent également en fonction de la période.

Depuis 1997, 2 000 personnes sont interrogées trois fois par an pour le compte des sociétés de crédit immobilier dans le cadre d'un échantillon représentatif, appelé climat d'épargne, sur leur comportement en matière d'épargne et le but de leur épargne. Selon cette enquête, la prévoyance vieillesse constitue la principale motivation d'épargne. En moyenne, près de 60 % des personnes interrogées déclarent économiser de l'argent à cet effet. Viennent ensuite les souhaits de consommation et de voyage (« Consommation : achats , comme acheter une voiture, ou pour des désirs de longue date, comme voyager »), pour lesquels 50 % sont économisés. Environ 45 % des personnes interrogées mettent de l'argent de côté pour leur propre logement (« achat/ rénovation d'un logement en propriété/ contrat d'épargne construction »). À qualtre que l'Ouest (hors Berlin) et de 8,1 % en Allemagne de l'Est (hors Berlin) de 1991 à 2022.

Avec un bon 30%, les investissements non spécifiés arrivent en tête de liste . D'autres objectifs, comme l'épargne pour les enfants ou pour sa propre éducation, ne jouent guère de rôle.

Taux d'épargne internationaux Comparaison

L'Allemagne fait partie du groupe des pays industrialisés ayant un taux d'épargne relativement élevé et stable (graphique 5.2, page 75, a)1. Alors que les taux d'épargne ont fortement chuté dans de nombreux pays dans les années 1990, ils n'ont que légèrement diminué en Allemagne. Le taux d'épargne est également élevé dans les pays voisins germanophones, alors qu'il est plus faible dans les pays anglosaxons, au Japon et en Europe du Sud (graphique 5.2, page 75, b). La comparaison avec la France et la Grande-Bretagne s'effectue sur la base du taux d'épargne brut, aucun taux d'épargne nette n'étant rapporté pour ces pays . La Grande-Bretagne a un faible taux d'épargne en comparaison internationale, tandis que la France est nettement plus proche du niveau allemand (graphique 5.2, page 75, c).

Dans tous les pays examinés, on a assisté à une augmentation massive du taux d'épargne pendant la pandémie de COVID-19, qui est revenu à la normale pratiquement partout en deux ans. La hausse actuelle du taux d'épargne allemand de 9,5% au premier trimestre 2023 à 11,3% en

¹ Il existe des différences de niveaux persistantes entre les Länder. Le À l'exception de Brême et de la Sarre, les Länder de l'Ouest de l'Allemagne affichent un taux d'épargne systématiquement plus élevé que les Länder de l'Est. Sur la base des données nationales avant la ision générale des comptes nationaux, le taux d'épargne était en moyenne de 11,5 % en

Le deuxième trimestre 2024 est modéré en comparaison historique et internationale. Comparé à d'autres pays , le taux d'épargne en Allemagne varie généralement peu dans le temps.

Déterminants du taux d'épargne

Pour expliquer l'hétérogénéité des taux d'épargne entre les pays, divers facteurs d'influence peuvent être déduits de la théorie économique (tableau 5.1, page 77). Les diagrammes de dispersion avec régressions partielles illustrent leur pertinence pour l'Allemagne par rapport aux autres pays industrialisés (figure 5.3, page 78).

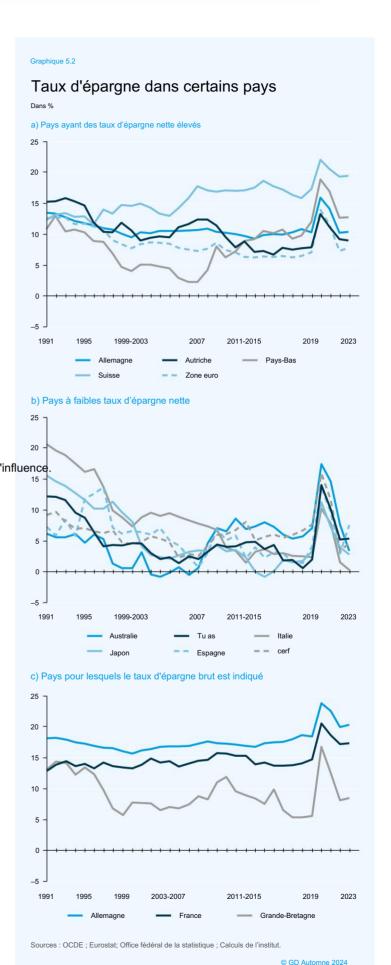
Dans chacune de ces régressions, un taux d'épargne résiduel et un facteur d'influence résiduel sont considérés, pour lesquels l' influence de tous les autres facteurs d'influence a été éliminée. Pour calculer le taux d'épargne résiduel, le taux d'épargne est régressé sur tous les facteurs d'influence à l'exception du facteur d'influence indiqué dans le diagramme de dispersion et le résidu estimé est déterminé. Pour calculer le facteur d'influence résiduel, le facteur d'influence respectif est régressé sur tous les autres facteurs d'influence et le résidu estimé est à nouveau déterminé. La pente de la ligne de tendance représentée montre donc le résultat d'une régression partielle, qui correspond au coefficient de régression d'une régression du taux d'épargne à constante et tous facteurs d'influence

Données démographiques : les modèles de base du cycle de vie (encadré 5.1, page 76) impliquent, sur la base du motif de lissage de la consommation, que le taux d'épargne des jeunes et des personnes âgées est inférieur à celui des personnes en âge de travailler .

Conformément aux données, les modèles de cycle de vie étendu constatent une plus grande synchronisation de la consommation et des revenus et donc une courbe en forme de bosse moins prononcée du taux d'épargne sur le cycle de vie. Trois facteurs sont importants à cet égard : l'épargne de précaution des jeunes et des personnes âgées, une réduction du taux d'épargne des ménages en âge de travailler avec enfants et des restrictions de liquidités, qui conduisent à une plus grande influence du revenu sur la consommation.

Le taux de dépendance mesure la proportion de jeunes et de personnes âgées par rapport à la population en âge de travailler . Conformément à la théorie, certains travaux montrent un effet négatif du taux de dépendance sur le taux d'épargne, mais celui-ci est peu fort et souvent insignifiant. Une augmentation du taux de dépendance d'un point de pourcentage réduit le taux d'épargne de 0,3 point de pourcentage. Le taux de dépendance résiduel de l'Allemagne étant légèrement inférieur à la moyenne par rapport aux autres pays, cela pourrait expliquer une petite partie du taux d'épargne élevé dans ce pays. Même si on l'examine dans le temps, le taux de dépendance a un effet significativement négatif sur le taux d'épargne2. Par conséquent, l'évolution démographique progressive pourrait entraîner une légère

² À cette fin, le taux d'épargne est régressé sur une constante, le taux d'épargne est décalé d'un an et les autres facteurs d'influence sont pris en compte. Les données s'étendent de 1999 à 2022. Le taux d'accession à la propriété, pris en compte dans la comparaison internationale, est exclu de la régression, pour laquelle les données ne sont disponibles que pour une période plus courte.



Encadré 5.1

Modèles de cycle de vie

La théorie des décisions de consommation et d'épargne est basée sur des modèles de cycle de vie. En conséquence, les ménages maximisent leur utilité en tenant compte de leur revenu attendu à vie. Ils visent donc à ce que l'utilité marginale de la consommation reste constante dans le temps, ce qui conduit à une dépense uniforme du revenu attendu sur la vie (hypothèse du revenu permanent).

Cela signifie que le taux d'épargne est faible pendant les périodes de vie à faible revenu et élevé pendant les périodes de vie à revenu élevé, ce qui entraîne une progression en forme de bosse au cours du cycle de vie. Des variations temporaires inattendues des revenus peuvent entraîner de fortes fluctuations (imprévisibles) du taux d'épargne (hypothèse de marche aléatoire).

Cependant, les données montrent une plus grande synchronisation de la consommation et des revenus et donc un taux d'épargne plus constant tout au long du cycle de vie que ne le suggèrent les modèles simples du cycle de vie. Au cours des dernières décennies, des modèles de cycle de vie étendu ont été développés, dans lesquels cela s'explique principalement par trois facteurs1. Premièrement, les restrictions de liquidité conduisent à une plus grande dépendance de la consommation à l'égard du revenu courant. Celles-ci affectent non seulement les ménages à faibles revenus, mais également les ménages disposant d'une forte proportion d'actifs illiquides, notamment immobiliers. Deuxièmement, l'évolution incertaine des revenus incite à la prudence.

1 Un aperçu de la littérature sur les modèles de cycle de vie est fourni par Browning, M.; Crossley, TF (2001). Le modèle du cycle de vie de la consommation et de l'épargne, Journal of Economic Perspectives 15(3): 3-22.

économiser en entrant dans la vie professionnelle. À l'âge de la retraite , l'épargne de précaution augmente également le taux d'épargne, car la durée de vie restante et le montant des dépenses futures de santé et de soins sont incertains. Les motifs d'héritage augmentent également le taux d'épargne à cette étape de la vie.

Troisièmement, fonder une famille augmente la consommation dans la force de l'âge, lorsque les revenus sont les plus élevés, ce qui réduit le taux d'épargne à ce stade de la vie.

Pour expliquer la forte synchronisation des revenus et de la consommation au cours du cycle économique, plusieurs facteurs sont cités dans la littérature. Outre l'épargne de précaution et les restrictions de liquidité, les complémentarités entre travail et consommation jouent également un rôle important. Si le chômage augmente , la consommation diminue. Les personnes concernées peuvent remplacer les services externes par davantage de leurs propres services . Ainsi, le taux d'épargne diminue moins pendant les récessions que ne le suggèrent les modèles de base. Une distinction entre la consommation de biens durables et de biens de consommation contribue également à expliquer la synchronisation de la consommation et des revenus au cours du cycle économique.

Une réduction des achats de biens durables (tels que les voitures et les gros appareils électroménagers) ne s'oppose pas nécessairement au lissage souhaité de la consommation, puisque leur utilisation prolongée restreint moins l'utilité du consommateur qu'une réduction de la consommation de biens de consommation. Les ralentissements économiques peuvent également signaler des chocs inattendus et persistants qui réduisent le revenu à vie et entraînent ainsi une baisse de la consommation.

Dans l'ensemble, on peut constater que, grâce aux décisions d'optimisation prises par les ménages, on peut s'attendre à une plus grande synchronisation de la consommation et des revenus que ce que suggèrent de simples modèles.

entraîner une baisse du taux d'épargne. Cet aspect sera abordé dans la section suivante.

Politique budgétaire : D'un point de vue théorique, les effets ricardiens suggèrent un lien négatif entre les soldes budgétaires publics et l'éparque privée.

Des études empiriques concluent qu'une augmentation du solde budgétaire d'un pour cent du produit intérieur brut entraîne une baisse de l'épargne privée de l'ordre de 0,3 à 0,6 % du produit intérieur brut . Étant donné que les déficits budgétaires allemands sont en moyenne plutôt faibles par rapport aux normes internationales, ils ne peuvent pas expliquer en partie le taux d'épargne élevé du pays. Une corrélation négative apparaît également pour l'Allemagne dans le temps . Cependant, le déficit budgétaire structurel ayant diminué depuis la pandémie de COVID-19, il ne peut expliquer qu'une très petite partie de la légère augmentation actuelle du taux d'épargne.

Revenu et croissance des revenus : Pour ces variables, basées sur le modèle du cycle de vie , cela dépend si une augmentation est temporaire ou permanente.

S'il y a des augmentations temporaires des revenus au cours d'une période, par exemple en raison de la prime de compensation de l'inflation exonérée d'impôts et de sécurité sociale introduite à l'automne 2022, le taux d'épargne devrait augmenter pendant cette période afin de répartir l'éventuelle augmentation de la consommation. uniformément dans le temps. Cependant, avec des augmentations de revenus considérées comme permanentes, le taux d'épargne devrait rester constant, ce qui implique également un lissage de la consommation pour le présent et le futur. Cependant, le revenu et la croissance des revenus sont souvent liés à d'autres changements tels que l'amélioration des institutions et du système juridique qui facilitent l'épargne et réduisent les restrictions de crédit. Cela peut expliquer pourquoi la littérature empirique constate principalement un effet positif du revenu et de sa croissance sur le taux d'épargne. Étant donné que le revenu résiduel déterminé en Allemagne est proche de la movenne

Tableau 5

Facteurs influençant le taux d'épargne et leur pertinence pour l'Allemagne

Facteurs d'influence	littéra	ture	
racteurs d'illidence	théorie	Empirique	Pertinence pour le taux d'épargne élevé en Allemagne
Quotient de dépendance	Légèrement négatif	Légèrement négatif	Cela explique en partie le taux d'épargne élevé. Dans les prochaines années, le taux d'épargne pourrait légèrement diminuer en raison de l'évolution démographique en cours.
Solde du budget public	Négatif	Négatif	Aucune pertinence en raison des faibles déficits budgétaires de l'Allemagne.
revenu	Neutre à positif	Positif	Aucun, car le revenu résiduel déterminé est inférieur à la moyenne des pays considérés.
Croissance des revenus	Neutre à positif, en Récessions négatives	positif, négatif en période de récession	Aucune, car la croissance moyenne en Allemagne est inférieure à la moyenne. Mals pertinence possible pour l'augmentation actuelle du taux d'épargne, car un examen dans le temps montre un effet négatif de la croissance sur le taux d'épargne.
Un réel intérêt	Peu clair au plus bas Les taux d'intérêt sont plutôt négatifs	Peu clair au plus bas Taux d'intérêt négatifs	Aucun, car le taux d'intérêt réel résiduel déterminé est proche de la moyenne des pays considérés.
Taux d'accession à la propriété	Négatif pour les persistants Les prix de l'immobilier augmentent	Négatif	Explication partielle possible du taux d'épargne élevé. Cependant, il n'existe à ce jour aucune étude empirique et le lien établi ici repose sur très peu d'observations.
incertitude	Positif	Positif après de forts chocs défavorables	Aucune explication pour le taux d'épargne généralement élevé en Allemagne. Une influence sur le taux d'épargne actuellement légèrement augmenté est possible.
Culture de l'épargne et Accumulation de richesse	Positif	Positif	Probablement très important. Les taux d'épargne dans les autres pays germanophones sont également supérieurs à la moyenne et les autres chaînes n'expliquent que partiellement le taux d'épargne élevé en Allemagne.

Sources: Les résultats de la littérature sont basés sur les revues de littérature de Rocher, S.; Stierle, MH (2015). Taux d'épargne des ménages dans l'UE: pourquoi différent-ils autant ? Document de travail sur l'économie européenne 005; Opoku, PK (2020). Les déterminants à court et à long terme de l'épargne des ménages: données issues des économies de l'OCDE, Comparative Economic Studies 62: 430–464; Fredriksson, C.; Staal, K. (2021). Déterminants de l'épargne des ménages: une analyse transnationale, International Advances in Economic Research 27: 257-272; ainsi que d'autres études individuelles sélectionnées.

© GD Automne 2024

de l'échantillon et que la croissance du revenu résiduel est même légèrement inférieure à la moyenne, cela n'explique pas le taux d'épargne allemand élevé.

Cependant, si l'on considère l'influence du taux de croissance du produit intérieur brut de l'Allemagne au fil du temps, on peut même constater une relation nettement négative. Les influences économiques exprimées ici sont cohérentes avec une épargne de précaution accrue dans les phases de faiblesse économique, que l' on retrouve également dans la littérature empirique. Cela signifie que l'épargne de précaution des ménages pourrait être actuellement légèrement plus élevée et pourrait avoir contribué à la hausse du taux d'épargne.

Taux d'intérêt réel : L'effet du taux d'intérêt réel sur le taux d'épargne est théoriquement ambigu. Si l' effet de substitution prédomine, l'effet est positif ; si l' effet revenu prédomine, l'effet est négatif. Les résultats des études empiriques sont très incohérents. Ils vont des effets négatifs aux effets positifs.

L'une des raisons pourrait être la relation non linéaire entre les décisions d'épargne et les taux d'intérêt. Felizi et coll. (2023)3 montre un effet positif des intérêts sur l'épargne, qui diminue avec le niveau des taux d'intérêt et peut même s'inverser lorsque les taux d'intérêt sont très bas, de sorte que des taux d'intérêt bas peuvent conduire à une augmentation de l'épargne. Une comparaison partielle par pays montre un effet négatif du taux d'intérêt réel sur le taux d'épargne au fil du temps. Toutefois, le taux d'intérêt réel résiduel déterminé est en Allemagne

proche de la moyenne de l'échantillon, ce qui ne contribue pas à expliquer le taux d'épargne élevé en Allemagne.

Taux d'accession à la propriété: L'effet du taux d'accession à la propriété sur le taux d'épargne n'est pas clair. D'une part, la décision d'accession à la propriété ne modifie pas nécessairement le montant total de l'épargne accumulée des ménages, même si les dépenses consacrées à l'accession à la propriété pourraient également accroître l'épargne si la consommation y afférente est restreinte. D'un autre côté, la hausse des prix de l'immobilier a un effet de richesse pour les propriétaires, de sorte que celui-ci remplace en partie d'autres épargnes. Il n'existe pas d'études empiriques sur les différences internationales entre les taux d'accession à la propriété et leur effet sur le taux d'épargne, mais un simple diagramme de dispersion montre une relation négative. Le très faible taux d'accession à la propriété pourrait donc contribuer à expliquer le taux d'épargne élevé en Allemagne. Cependant, le lien est très incertain en raison du peu d'observations.

Incertitude: En théorie, une augmentation de l'incertitude entraîne une augmentation du taux d'épargne grâce à une épargne prudente. Une grande variété de mesures telles que le taux de chômage, l'inflation ou la volatilité du taux de croissance du produit intérieur brut sont examinées empiriquement dans la littérature. Pour certains, un effet positif est constaté, mais les résultats sont souvent insignifiants.

En partie, il n'y a pas d'effet clair sur le taux d'épargne pour les quatre indicateurs d'incertitude : taux de chômage, taux d'inflation, confiance des consommateurs et incertitude politique .

³ Felizi, M.; Kenny, G.; Fiz, R.: Comportement de l'épargne des consommateurs à taux d'intérêt bas et négatifs taux, Revue économique européenne 157 : 104503. 2023.

Une comparaison entre les pays peut être observée. On ne peut toutefois pas exclure que des crises majeures ou répétées conduisent quand même à une augmentation de l'épargne de précaution. En particulier, les études qui analysent les crises majeures comme la crise financière mondiale constatent une forte augmentation de l'épargne de précaution4. Par ailleurs, des analyses empiriques et théoriques montrent que le taux d'éparque des ménages augmente s'ils connaissent plusieurs crises économiques ou ont connu des phases d'augmentation chômage.5 Il se pourrait donc que la faiblesse économique actuelle, combinée aux crises précédentes, ait conduit à une légère augmentation du taux d'épargne après la pandémie de COVID-19, même si en moyenne aucun lien n'est visible dans l'ensemble de l'échantillon . Cependant, dans le temps, il n'y a pas d'effet significatif sur l'indice d'incertitude politique utilisé ici6, qui se situe à un niveau très élevé en Allemagne depuis deux ans, ni sur la confiance des consommateurs, qui reste faible.

Différences restantes dans les taux d'épargne et influences culturelles : La littérature arrive régulièrement à la conclusion que certaines des différences dans les taux d'épargne restent inexpliquées. Par ailleurs, les résultats de certaines études ne sont pas fiables car ils prennent en compte l'hétérogénéité entre pays dans l'estimation économétrique.

Ne pas tenir compte de la dynamique7. Étant donné que l'échantillon considéré ici comprend un groupe de pays beaucoup plus homogène que la plupart des études, il n'est pas surprenant que les différents facteurs d'influence ne puissent fournir qu'une explication partielle du taux d'épargne élevé en Allemagne. Certaines études ont examiné l'influence culturelle sur les taux d'épargne. Costa Font et coll. (2018)8 analysent par exemple en quoi le comportement d'épargne des immigrés diffère de celui des natifs et trouvent une forte similitude avec le comportement d'épargne du pays d'origine, même si cet effet diminue au fil des générations. Fuchs-Schündeln et al. (2020)9

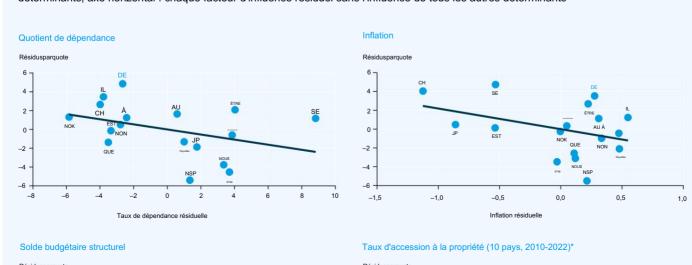
mesurent divers aspects culturels du comportement d'épargne et montrent que, en particulier, la culture de l'épargne et le désir d'accumuler des richesses sont aussi forts chez les immigrés de la deuxième génération que dans leur pays d'origine. Dans l'échantillon considéré ici, les taux d'épargne dans les pays germanophones d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse ainsi que dans les Pays-Bas voisins sont supérieurs à la moyenne, de sorte que les similitudes culturelles dans le comportement d'épargne sont probablement une explication importante du taux d'épargne élevé en Allemagne. livraison.



DG Automne 2024

Déterminants du taux d'épargne (17 pays, moyennes 1999-2022)

axe vertical : chaque facteur d'économie résiduel sans l'influence de tous les autres déterminants, axe horizontal : chaque facteur d'influence résiduel sans l'influence de tous les autres déterminants



⁴ Mody, A.; Ohnsorge, F.; Damiano, S.: L'épargne de précaution pendant la Grande Récession, Revue économique du FMI 60(1): 114–138. 2012.

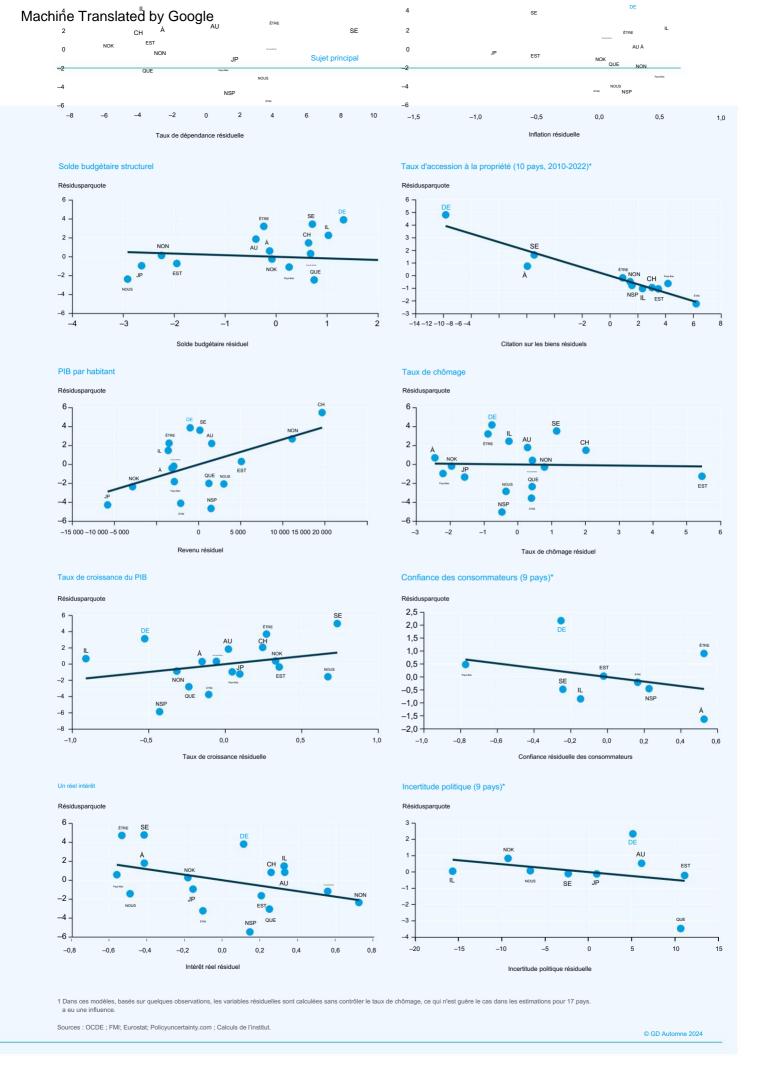
⁵ Aizenman, A.; Noy, I.: L'épargne et l'ombre portée des chocs macroéconomiques, Journal of Macroeconomics 46: 147–159. Malmendier, U.; Shen, LS: (2024). Une consommation marquée American Economic Journal: Macroeconomics 16 (1): 322–55. 2015.

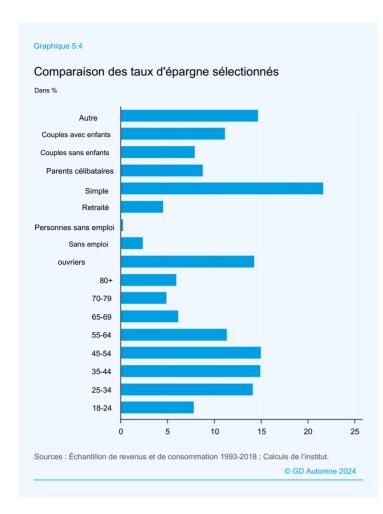
⁶ Baker, SR; Bloom, N.; Davis, SJ: Mesurer l'incertitude de la politique économique, The Quar-Journal of Economics, 131(4): 1593–1636. 2016.

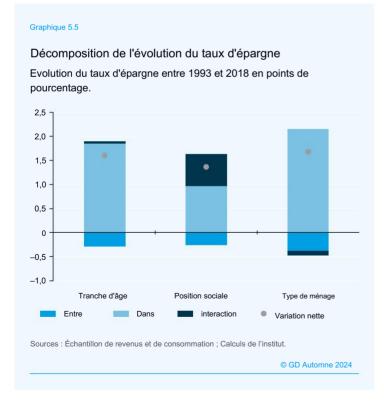
⁷ Haque, NU; Pesaran, MH; Sunil, S.: Neglected Heterogeneity and Dynamics in Cross-country Savings Regressions, dans Panel Data Econometrics: Future Directions, articles en l'honneur du professeur Pietro Balestra, J. Krishnakumar et E. Ronchetti (éditeurs), chapitre 3. Cette analyse montre: par exemple, celle de l'influence significative de plusieurs facteurs dans une étude antérieure influente, seule l'influence de la politique budgétaire demeure lorsqu'une méthode d'estimation appropriée est utilisée. 2000.

⁸ Costa-Font, J.; Giuliano, P.; Ozcan, B.: L'origine culturelle du comportement d'épargne, PLoS ONE

⁹ Fuchs-Schündein, N.; Masella, P.; Paule-Paludkiewicz, H.: Déterminants culturels du comportement d'épargne des ménages. Journal of Money, Credit and Banking 52(5): 1035–1070.







Déterminants structurels du taux d'épargne allemand

Les facteurs structurels jouent un rôle important dans l'évolution à long terme du taux d'épargne des ménages privés . La structure de la population influence le taux d'épargne , le taux d'épargne individuel étant très hétérogène selon les caractéristiques des ménages. Cette section vise à mettre en lumière les évolutions à long terme du taux d'épargne en Allemagne dues à l'évolution des trois facteurs socio-économiques que sont l'âge, la composition du ménage et la position professionnelle. La répartition des revenus a également une influence structurelle sur le taux d'épargne économique global. L'augmentation des inégalités de revenus peut entraîner une hausse du taux d'épargne global. Étant donné que les inégalités, telles que mesurées par le coefficient de Gini, sont restées quasiment inchangées en Allemagne depuis deux décennies, ce déterminant ne sera pas examiné davantage ici.

Pour cette analyse empirique, des microdonnées sont utilisées qui décrivent les revenus et les dépenses des ménages privés en Allemagne. L'évolution à long terme peut être démontrée par l'échantillon de revenus et de consommation (EVS), qui étudie en détail tous les 5 ans entre 1993 et 2018 les revenus et les dépenses de consommation ainsi que les caractéristiques démographiques de tous les membres d'un ménage d'environ 40 000 ménages. L'EVS est toujours en attente de publication pour 2023.

Dans les années intermédiaires, les comptes économiques courants (LWR) sont disponibles, qui contiennent les mêmes questions, mais ne sont basés que sur un échantillon plus petit d'environ 7 000 ménages par an. De plus, le taux d'épargne enregistré dans le LWR s'écarte systématiquement de la valeur indiquée dans les comptes nationaux et ne convient donc pas à la présente analyse.10

L'évolution démographique affecte les comportements d'épargne et de consommation car le taux d'épargne individuel évolue au cours du cycle de vie (encadré 5.1, page 76).

Différents groupes d'âge ont donc des taux d'épargne différents. À mesure que la société vieillit, les proportions des groupes dans la population totale changent , de sorte que le poids avec lequel les taux d'épargne spécifiques aux groupes sont incorporés dans le taux économique global change. Le taux d'épargne est le plus élevé dans le groupe des 35 à 54 ans, tandis que les personnes de plus de 65 ans épargnent la proportion la plus faible de leur revenu disponible (graphique 5.4, page 80).

Si la proportion de personnes âgées dans la population augmente par rapport à celles âgées de 35 à 54 ans, le taux d'épargne diminuera si les taux d'épargne au sein des tranches d'âge ne changent pas. En revanche, le taux d'épargne des plus jeunes (18 à 24 ans) est tout aussi faible que celui des plus de 65 ans. Leur part dans la population totale

¹⁰ Outre la petite taille de l'échantillon, cela s'explique, selon les informations de l'Office fédéral de la statistique, par des informations incomplètes des ménages sur les investissements, les sorties de fortune et le remboursement des dettes. De plus, les modifications apportées au compte courant au cours de la période de référence ne sont généralement pas prises en compte.

Le taux d'épargne dans l'évolution démographique

				Par	rtie		
Tranche d'âge	Sparquote (constant)	2022	2030	2040	2050	2060	2070
18-24	7,81	8,73	8,55	9,19	8,84	8,63	8,79
25-34	14,07	15,09	14,15	13,40	14,17	13,90	13,53
35-44	14,92	15,43	16,00	14,79	14,18	14,99	14,55
45-54	14,97	15,45	15,14	16,12	14,96	14,59	15,22
55-64	11,34	18,64	15,87	14,40	15,75	14,83	14,34
65-69	6,15	7,25	8,89	6,79	7,21	7,31	6,86
70-79	4,89	10,67	12,87	15,22	11,84	13,77	13,40
80+	5,91	8,75	8,53	10,09	13,07	11,98	13,31
Taux d'épargne total		11,02	10,79	10,61	10,62	10,56	10,53
Différence par rapport à 2022			-0,22	-0,40	-0,40	-0,45	-0,49

Sources : 15e projection démographique coordonnée (variante G2L2W2) ; Échantillon de revenus et de consommation ; Calculs de l'institut.

© GD Automne 2024

La population diminue également et contrecarre ainsi la baisse du taux d'épargne. L'évolution des parts de groupe (effet intermédiaire) implique une baisse du taux d'épargne de 0,3 point de pourcentage entre 1993 et 2018 (graphique 5.5, page 80). Plus significative au cours de la même période est l'évolution du taux d'épargne au sein des cohortes d'âge (effet intra), qui est déterminée par d'autres facteurs qui affectent également tous les groupes d'âge. En particulier pour les tranches d'âge les plus jeunes, l'évolution démographique peut également avoir un impact sur le taux d'épargne en favorisant les réformes des systèmes de retraite légaux et les incitations gouvernementales en faveur d'une augmentation de l'offre privée.

La constellation des ménages est également révélatrice du taux d'épargne. Les ménages célibataires ont un taux d'épargne inférieur à celui des ménages en couple. En particulier, le taux d'épargne des parents isolés est généralement très faible, car leurs revenus doivent être suffisants pour couvrir leur propre consommation et celle de leurs enfants, l'offre de travail étant en outre réduite par la garde des enfants , ce qui laisse moins de marge d'épargne. La tendance qui s'observe depuis plusieurs années est que les couples forment un ménage plus tard et ont globalement moins d'enfants plus tard . Le premier réduit le taux d'épargne, tandis que le second l'augmente. Sur la période observée, l'évolution des parts de groupe a conduit à un taux d'épargne inférieur de 0,4 point de pourcentage. Mais globalement, le taux d'épargne a augmenté en raison de la majorité des changements au sein des groupes.

En ce qui concerne le statut social, il apparaît clairement que les salariés épargnent davantage que les chômeurs et les retraités. Le lissage de la consommation joue ici un rôle, c'est-à-dire que l'épargne est réalisée pendant l'emploi et l'épargne est réalisée pendant les périodes de chômage et de retraite afin de maintenir un niveau de consommation similaire dans le temps. Ce résultat correspond également aux taux d'épargne des tranches d'âge. Le taux d'épargne le plus élevé est enregistré parmi les travailleurs indépendants, qui ne cotisent cependant pas à la sécurité sociale et épargnent donc davantage pour subvenir à leurs besoins en matière de vieillesse et de maladie. En Allemagne, le nombre de travailleurs indépendants diminue depuis plusieurs années, tandis que le nombre de retraités augmente. L'influence structurelle sur le taux d'épargne est négative. Globalement, ce changement dans la structure de l'emploi a réduit le taux d'épargne de 0,3 point de pourcentage. L'augmentation des taux d'éparque au sein des groupes et l'effet d'interaction ont contribué respectivement à hauteur de 1,0 et 0,7 points de pourcentage à ce que la variation nette du taux soit clairement positive.

On observe également des signes d'un changement structurel du taux d'épargne au cours des prochaines décennies, à mesure que la société vieillit . L' évolution des proportions des groupes d'âge peut être prédite à l'aide de la 15e prévision démographique coordonnée . En supposant que les taux d'épargne au sein des groupes respectifs restent constants à leur niveau moyen à long terme déterminé cidessus, cela entraîne à lui seul une réduction du taux d'épargne. de 0,5 point de pourcentage entre 2022 et 2070, une grande partie de cette réduction se produisant d'ici 2040 (tableau 5.2, page 81).

Déterminants économiques du taux d'épargne allemand

La vérification

Le caractère résiduel du taux d'épargne des ménages privés pourrait le rendre particulièrement susceptible d'être révisé. Plus une variable est susceptible d'être révisée, moins elle est adaptée au diagnostic de la situation économique actuelle.

De plus, les révisions ont une influence significative sur l'évaluation de la qualité des modèles et indicateurs de prévision.11

Dans ce qui suit, les révisions de l'épargne et du taux d'épargne des ménages privés seront examinées plus en détail ainsi que leur ampleur par rapport aux révisions d'autres variables macroéconomiques.

À cette fin, on utilise la base de données en temps réel de la Deutsche Bundesbank, qui contient différents états de calcul pour un grand nombre d'agrégats macroéconomiques . L'épargne (en milliards d'euros) est disponible comme mesure du comportement d'épargne des ménages privés en temps réel . Cependant, aucune information n'est disponible dans la base de données sur le taux d'épargne et il manque également des informations sur l'augmentation des droits à pension d'entreprise. Le taux d'épargne est donc calculé ici comme le quotient de l'épargne et du revenu disponible des ménages privés afin d'analyser si les révisions des deux variables s'annulent.

L'analyse est basée sur un total de 77 calculs pour la période du premier trimestre 2005 au quatrième trimestre 2023, les données les plus récentes contenant des informations jusqu'au deuxième trimestre 2024 inclus.12 Les niveaux des valeurs originales sont considérés; En outre, il est vérifié si l'ajustement saisonnier et calendaire entraîne une distorsion supplémentaire. Au total, quatre séries de révisions sont examinées. Une révision est définie comme la différence entre les niveaux de deux états de calcul consécutifs. La première série de révisions est donc la révision de la première mise à jour.

La valeur indiquée pour les économies n'est généralement plus modifiée après un total de quatre révisions. La révision moyenne absolue au premier tour est de 64 millions d'euros et lors du dernier cycle de révisions, à 26 millions d'euros. Il existe cependant deux exceptions. Premièrement, les révisions générales peuvent ensuite modifier sensiblement le niveau et l'orientation13. La révision générale de 2024 a été particulièrement significative quantitativement pour le taux d'épargne, ce qui est principalement dû aux révisions du revenu disponible. Ils sont cependant favorables à l'épargne

Tableau 5.3

Corrélations entre l'épargne et d'autres variables macroéconomiques pour la première série de révisions

Agrégat	jusqu'en 2023	jusqu'en 2019
Sauvegarder	1,00	1,00
Consommation nominale des ménages privés	-0,02	-0,05
Revenu disponible des ménages privés	0,50	0,32
revenu de masse	-0,25	-0,23
Rémunération des salariés	-0,14	-0,18
Salaires et traitements bruts	-0,01	-0,11
Investissements immobiliers (hors gouvernement)1	0,12	-0,23
Revenus d'entreprise et de propriété1	-0,13	0,09

1 Les corrélations sont basées sur un échantillon plus court commençant au deuxième trimestre 2007.

Sources : Banque fédérale allemande : Calculs de l'institut.

© GD Automne 2024

Les révisions sont limitées et, par exemple, quantitativement beaucoup moins importantes que lors de la révision générale de 2014.

Deuxièmement, les fluctuations des révisions au cours des années de pandémie de COVID-19 sont nettement plus importantes et persistantes. Les ajustements saisonniers et calendaires ne semblent pas introduire de biais supplémentaire. Les affirmations précédentes s'appliquent également au taux d'épargne, de sorte que les révisions de l'épargne et du revenu disponible ne s'annulent pas.

Il y a peu ou pas de corrélation au sein et entre les cycles de révision. Cela suggère que les révisions sont indépendantes les unes des autres au fil du temps . Cependant, cela conduit à supposer que les révisions d'autres variables macroéconomiques directement liées à la détermination de l'épargne se reflètent dans cette variable . Ce qui suit considère les dépenses de consommation nominales et le revenu disponible des ménages privés ainsi que les investissements immobiliers (hors État). En outre, le lien avec les revenus des sociétés et des placements est examiné.

Pour la première vague de révisions, on observe une corrélation assez forte entre les révisions de l'épargne et celles du revenu disponible pour la période de 2005 à 2023 (0,50; tableau 5.3, page 82). Si la pandémie de COVID-19 (années 2020 à 2023) est ignorée, la corrélation diminue (0,32). Toutefois, les liens sont limités avec les révisions de la consommation nominale des ménages privés, des investissements immobiliers ainsi que des revenus des entreprises et des investissements. Les effets de la pandémie de COVID-19 sont parfois importants. Par exemple, le signe de la corrélation avec les révisions de l'investissement immobilier change lorsque l'on prend en compte la période pandémique.

¹¹ Pour une analyse basée sur les États américains, voir Bokun, KO; Jackson, LE; Kliesen, KL; Owyang, MT: FRED-SD: une base de données en temps réel pour les données au niveau de l'État avec des applications de prévision, dans: International Journal of Forecasting 39 (3), 279–297, 2023.

¹² Le premier état de calcul du 24 mai 2005 comprend les informations pour la période allant du premier trimestre de 1991 au premier trimestre de 2005.

¹³ Dans les comptes nationaux, dans le cadre de l'évaluation générale Les révisions révisent fondamentalement les calculs environ tous les cinq ans. Outre les changements conceptuels, de nouvelles sources de données et de nouvelles méthodes de calcul sont mises en œuvre

En raison de la corrélation entre les révisions de l'épargne et le revenu disponible, il vaut la peine d'examiner les détails. Le revenu disponible est constitué du revenu de masse, des excédents des entreprises/ revenus des indépendants, des revenus de placements (« bénéfices » des ménages) et du solde des transferts reçus et effectués. Seuls les revenus de masse (et les revenus salariaux en tant que composants) sont fournis dans la base de données en temps réel de la Deutsche Bundesbank . Les révisions des revenus de masse semblent n'avoir qu'un faible lien avec les révisions de l'épargne. Il est donc probable qu'il y ait un lien encore plus fort avec les révisions des bénéfices des ménages. Cependant, cette thèse ne peut être testée car il n'existe pas de données en temps réel disponibles dans la base de données pour cette taille.

Évaluation des indicateurs pour les prévisions à court terme

Pour la prévision à court terme du taux d'épargne Les 26 indicateurs suivants ont été testés pour leur qualité prévisionnelle, qui peuvent être regroupés en cinq blocs :

- Taux d'intérêt : Taux d'intérêt nominaux pour les crédits à la consommation et immobiliers, deux taux d'intérêt réels (EURIBOR moins inflation, rendement réel des titres fédéraux à 10 ans)
- Insécurité: indice d'incertitude mondiale, risque géopolitique, indice d'incertitude de la politique économique
- 3. Inflation : indice des prix à la consommation
- Actifs financiers nets : dépôts sur les comptes chèques allemands, évolution des portefeuilles de prêts
- Enquêtes: Climat de l'épargne dans les sociétés de construction, consommation enquête de la Commission européenne, Indicateurs de l'enquête GfK

Outre le calcul des prévisions des indicateurs individuels, la moyenne (« pooling des prévisions ») de tous les indicateurs et modèles est également évaluée afin de prendre en compte l'incertitude des prévisions et des estimations. Ces approches combinées ont fait leurs preuves dans la littérature scientifique. L'expérience de prévision est réalisée dans des conditions en temps réel, c'est-à-dire que seules les informations réellement disponibles dans le passé sont incluses.14 Les variables à prévoir sont l'épargne (évolution saisonnière et calendaire par rapport au trimestre précédent) et la taux d'épargne (en % du revenu disponible, désaisonnalisé). Contrairement à l'épargne et au taux d'épargne

Tableau 5.4

Sauvegardes de la qualité des prévisions

M- dN-	jusqu'en 2023	jusqu'en 2019	jusqu'en 2023	jusqu'en 2019
Modèle	Prévisiona	immédiates	Pré	0,92 (Frais d'intérêt prêts
	0,61	0,95	0,99	0,92
Meilleur indicateur	(Attentions en matière	(Réalzins,	(Monde	(Frais d'intérêt
Monodi maiododi	de chômage	3 mois	Incertitude	prêts
	DG ECFIN)	EURIBOR)	Indice)	immobiliers)
Pronostic de la	0,78	1,00	1,05	0,92
moyenne de l'échantillor	0,68	1,03	1,05	1,19
Marche aléatoire	1,05	1,57	1,55	1,43

Toutes les erreurs de prévision sont affichées par rapport au processus AR(1).

Source : Calculs de l'Institut.

© GD Automne 2024

Tableau 5.

Qualité prédictive du taux d'épargne

Madèla	jusqu'en 2023		jusqu'en 2023	jusqu'en 2019
Wodele	Prévisions	immédiates	Prévision	
	0,75	0,95	0,98	0,92
Meilleur indicateur	Meilleur indicateur (GfK		(Monde	(Monde
	climat de consommation)	d'acheter une voiture)	Indice d'incertitude)	Indice d'incertitude)
Pronostic de la	0,91	1,63	0,93	1,23
moyenne de l'échantillor	1,10	2,13	1,22	1,76
Marche aléatoire	0,73	0,96	1,01	1,04

Toutes les erreurs de prévision sont affichées par rapport au processus AR(1).

Source : Calculs de l'Institut

© GD Automne 2024

La majorité des indicateurs ne sont pas révisés. Une prévision est toujours créée pour le trimestre en cours (prévision immédiate) et le trimestre suivant (prévision). Les indicateurs sont évalués en fonction de la disponibilité des données pour la période du premier trimestre 2008 au quatrième trimestre 2023 ; De plus, la qualité des prévisions est donnée sans l' influence de la crise du Corona. L'erreur quadratique moyenne de prévision, exprimée par rapport à un modèle de comparaison sans indicateurs, sert à mesurer la qualité des prévisions.15

Pour la période plus longue de l'expérimentation de prévision jusqu'en 2023 inclus, il existe un certain nombre d'indicateurs qui peuvent augmenter considérablement la qualité des prévisions par rapport au modèle de comparaison. Le meilleur indicateur pour prévoir les économies à court terme sont les attentes des consommateurs en matière de chômage pour les 12 prochains mois (tableau 5.4, page 83). L'indice du climat de consommation GfK est le meilleur indicateur du taux d'épargne (tableau 5.5, page 83). Cependant, si l'on regarde les prévisions pour les années à venir

¹⁴ Pour chaque étape itérative de l'expérience de prévision, les modèles sont réestimés et les données qui étaient valides à ce moment-là sont utilisées. Sur la base des indicateurs, quatre modèles différents au total sont spécifiés. Deux modèles dans lesquels un seul indicateur - exclusivement contemporain ou avec retard - est inclus et deux modèles dans lesquels la valeur différée de la variable à prévoir est également prise en compte.

¹⁵ Au total, trois modèles de comparaison sont spécifiés : (i) séries chronologiques simples modèle dans lequel la variable cible d'aujourd'hui est expliquée par les caractéristiques d'hier (processus AR(1)), (ii) la variation moyenne de l'épargne nette ou du taux d'épargne moyen (moyenne dans l'échantillon), (iii) la dernière valeur connue représente la prévision (marche aléatoire). Toutes les erreurs de prévision sont présentées par rapport au premier modèle de comparaison. Une erreur relative de prévision inférieure à un montre que l'indicateur ou le modèle a, en moyenne, une qualité de prévision supérieure à celle du modèle de comparaison.

fin du trimestre (prévision), tous les indicateurs perdent leur qualité de prévision et ne peuvent améliorer que légèrement les performances de prévision des modèles de comparaison. Dans l'ensemble, la mise en commun constitue également une stratégie de prévision rentable, tant pour la prévision immédiate que pour la prévision.

Dans l'ensemble, la qualité des prévisions des modèles et des indicateurs dépend fortement de la période considérée et donc de la crise du Corona. Si l'on considère uniquement les années jusqu'en 2019, le meilleur indicateur n'augmente que légèrement la qualité des prévisions du modèle de comparaison dans la prévision immédiate (erreur de prévision relative : 0,95). Les erreurs relatives de prévision dans la prévision sont de 0,92.

L'utilisation de l'approche mutualisée pour prévoir les troisième et quatrième trimestres 2024 indique que le taux d'épargne devrait légèrement diminuer au cours de cette période. Les instituts suivent cette exigence et tablent sur une baisse du taux d'épargne pour les deux prochains trimestres.

Conclusion

Le taux d'épargne en Allemagne a quelque peu augmenté ces dernières années , alors que la hausse attendue de la consommation privée et de la production économique dans l'ensemble de l'Allemagne ne s'est pas concrétisée récemment. Une comparaison internationale montre que le taux d'épargne en Allemagne n'est pas seulement supérieur à la moyenne depuis la pandémie ; Cela peut difficilement être expliqué par les déterminants pertinents issus de la théorie , qui parlent de l'influence des facteurs culturels. Compte tenu de la faiblesse actuelle de l'économie allemande, l'augmentation la plus récente observée serait probablement due en particulier à une augmentation de l'épargne de précaution .

Surtout en période de crise économique, les indicateurs économiques apportent une contribution utile à la prévision du taux d'épargne. Les indicateurs de sentiment tels que le climat de consommation de GfK et les prévisions de chômage s'y prêtent particulièrement bien . Les prévisions pour le trimestre en cours peuvent certainement être améliorées, tandis que les prévisions à plus long terme à l'aide d'analyses économiques sont plus difficiles. Les analyses structurelles montrent qu'une légère baisse du taux d'épargne est attendue à moyen terme en raison de l'évolution démographique (chapitre 3, page 58).

Résultats annuels 2023 en milliards d'euros

Objet de la preuve	Total économie	Sociétés	Supports	Ménages privés et organisations privées s.d.	Reste du monde
1 = valeur ajoutée brute	3 824,6	2 594,6	444,7	785,3	-
2 – Dépréciation	858,0	472,2	115,2	270,6	-
3 = Valeur ajoutée nette1	2 966,6	2 122,4	329,5	514,7	-167,7
4 – Rémunération des salariés versée	2 223,6	1 614,0	337,6	272,0	19,3
5 – Autres taxes de production payées	38,6	28,0	0,3	10,3	-
6 + Reçu d'autres subventions	55,5	53,4	0,2	1,9	-
7 = excédent d'exploitation/revenu d'un travail indépendant	759,9	533,8	-8,3	234,3	-187,0
8 + Rémunération des salariés reçue	2 229,0	-	-	2 229,0	13,8
9 – Subventions accordées	84,5	-	84,5	-	4,0
0+ Taxes de production et d'importation reçues	424,3	-	424,3	-	8,3
1 – Revenus de placement versés	1 028,8	951,9	36,6	40,4	377,2
2 + Revenus fonciers reçus	1 174,3	669,9	31,4	473,1	231,7
3 = Primäreinkommen (Net nationaleinkommen)	3 474,2	251,9	326,3	2 896,0	-314,3
4 – Impôts sur le revenu et sur la fortune payés	519,5	128,4	-	391,1	14,4
5+ Impôts sur le revenu et la fortune reçus	533,3	-	533,3	-	0,7
6 – Cotisations sociales nettes payées2	862,1	-	-	862,1	3,5
7 + Cotisations sociales nettes perçues2	860,8	150,1	709,9	0,8	4,8
8 – Prestations sociales monétaires versées	740,4	82,6	657,0	0,8	0,7
9 + A reçu des prestations sociales monétaires	730,6	-	-	730,6	10,5
0 – Autres transferts en cours effectués	439,8	253,7	91,9	94,2	90,6
:1 + Reçu d'autres transferts courants	382,0	223,4	33,4	125,2	148,5
2 = Revenu disponible (concept de dépenses)	3 419,1	160,6	854,1	2 404,4	-259,2
3 – Dépenses de consommation	3 110,8	-	905,2	2 205,6	-
4 + Augmentation des créances de retraite des entreprises	-	-57,7	-	57,7	-
5 = Enregistrer	308,3	102,9	-51,1	256,5	-259,2
6 – Transferts en capital effectués	105,1	15,4	74,4	15,3	7,2
7+ transferts de richesse reçus	87,7	48,1	19,4	20,1	24,6
8 – Investissement brut	907,1	507,3	117,1	282,7	_
19 + amortissement	858,0	472,2	115,2	270,6	-
	19,1	19,4	-0,5	0,2	-19,1
0 – Ajout net aux hors-prod. actifs 1 = solde de financement	222,6	81,2	-0,5 -107,5	249,0	-222,6
1 = soide de financement Message:	222,0	01,2	-107,5	243,0	-222,0
_	3 440 4	160.6	QE4 4	2.404.4	250.2
riordia disponible (consept de dependee)	3 419,1	160,6	854,1	2 404,4	-259,2 -
3 – Prestations sociales en nature accordées	554,6	_	554,6 _	554.2	_
4 + Bénéficié de prestations sociales en nature	554,6			554,6	
5 = Revenu disponible (concept de consommation)	3 419,1	160,6	299,4	2 959,0	-259,2 -
6 – Consommation3	3 110,8		350,5	2 760,3	
7 + Augmentation des créances de retraite des entreprises	_	-57,7		57,7	
8 = Enregistrer	308,3	102,9	-51,1	256,5	-259,2

¹ Pour le secteur reste du monde, importe moins Exportations depuis ou vers le reste du monde.

Source : Office fédéral de la statistique.

² Y compris les cotisations sociales sur les plus-values moins les frais de service des systèmes privés de protection sociale.

³ Pour le secteur public, consommation collective, pour le secteur des ménages privés, organismes privés, etc., consommation individuelle (y compris les dépenses de consommation publique pour la consommation individuelle, c'est-à-dire y compris les avantages sociaux en nature).

Résultats annuels 2024 en milliards d'euros

Objet de la preuve	Total économie	Sociétés	Supports	Ménages privés et organisations privées s.d.	Reste du monde
1 = valeur ajoutée brute	3 907,3	2 629,8	462,7	814,8	-
2 – Dépréciation	885,7	487,0	119,2	279,5	-
3 = Valeur ajoutée nette1	3 021,6	2 142,7	343,5	535,3	-203,9
4 – Rémunération versée aux salariés	2 343,1	1 703,6	352,2	287,3	20,0
5 – Autres taxes de production payées	40,7	30,0	0,3	10,4	-
6 + Autres subventions reçues	59,3	57,1	0,2	2,0	-
7 = excédent d'exploitation/revenu d'un travail indépendant	697,0	466,3	-8,9	239,6	-223,8
8 + Rémunération des employés reçus	2 348,8	-	-	2 348,8	14,3
9 – Subventions accordées	55,1	-	55,1	-	4,5
0+ Taxes de production et d'importation reçues	442,0	-	442,0	-	5,1
11 – Revenus de placement versés	1 106,3	1 013,4	46,0	46,9	422,3
2 + Revenus fonciers reçus	1 250,5	738,2	33,5	478,8	278,1
3 = Primäreinkommen (Net nationaleinkommen)	3 576,8	191,1	365,5	3 020,2	-353,0
4 – Impôts sur le revenu et sur la fortune payés	542,0	131,2	-	410,9	14,9
5+ Impôts sur le revenu et la fortune reçus	556,2	-	556,2	-	0,7
6 – Cotisations sociales nettes payées2	909,4	-	-	909,4	3,7
7 + Cotisations sociales nettes perçues2	909,3	153,8	754,7	0,8	3,7
8 – Prestations sociales monétaires versées	783,1	84,5	697,8	0,8	0,8
9 + A reçu des prestations sociales monétaires	773,0	-	-	773,0	10,8
20 – Autres transferts en cours effectués	477,2	282,3	89,0	105,9	100,3
21 + Reçu d'autres transferts courants	413,7	247,2	32,7	133,9	163,8
2 = Revenu disponible (concept de dépenses)	3 517,4	94,1	922,3	2 501,0	-293,6
23 – Dépenses de consommation	3 223,2	-	949,1	2 274,1	-
24 + Augmentation des créances de retraite des entreprises	-	-57,6	-	57,6	-
25 = Enregistrer	294,1	36,5	-26,8	284,5	-293,6
6 – Transferts en capital effectués	106,2	13,0	77,9	15,4	6,9
77+ transferts de richesse reçus	90,2	51,2	19,8	19,2	23,0
28 – Investissement brut	886,3	484,5	127,4	274,4	-
9 + amortissement	885,7	487,0	119,2	279,5	-
0 – Ajout net aux hors-prod. actifs	14,2	14,4	-0,5	0,2	-14,2
11 = solde de financement	263,4	62,9	-92,6	293,1	-263,4
Message:	200,4	02,0	32,0	200,1	200,4
Revenu disponible (concept de dépenses)	3 517,4	94,1	922,3	2 501,0	-293,6
Revenu disponible (concept de depenses) 3 – Prestations sociales en nature accordées	595,3	54, I	595,3	-	-255,0
	595,3	-	-	595,3	_
4 + Bénéficié de prestations sociales en nature		04.4	207.0		202.6
15 = Revenu disponible (concept de consommation) 16 - Consommation3	3 517,4	94,1	327,0	3 096,3	-293,6 -
	3 223,2		353,8	2 869,5	_
7 + Augmentation des créances de retraite des entreprises		-57,6		57,6	

¹ Pour le secteur reste du monde, importe moins Exportations depuis ou vers le reste du monde.

Source : Prévisions de l'Institut

² Y compris les cotisations sociales sur les plus-values moins les frais de service des systèmes privés de protection sociale.

³ Pour le secteur public, consommation collective, pour le secteur des ménages privés, organismes privés, etc., consommation individuelle (y compris les dépenses de consommation publique pour la consommation individuelle, c'est-à-dire y compris les avantages sociaux en nature).

Résultats annuels 2025 en milliards d'euros

Objet de la preuve	Total économie	Sociétés	Supports	Ménages privés et organisations privées s.d.	Reste du monde
1 = valeur ajoutée brute	4 001,7	2 693,4	477,8	830,5	-
2 – Dépréciation	905,6	499,0	123,1	283,5	-
3 = Valeur ajoutée nette1	3 096,0	2 194,5	354,6	547,0	-193,0
4 – Rémunération des salariés versée	2 426,9	1 765,8	363,4	297,7	20,5
5 – Autres taxes de production payées	44,0	33,0	0,3	10,6	-
6 + Reçu d'autres subventions	59,6	57,5	0,2	2,0	-
7 = excédent d'exploitation/revenu d'un travail indépendant	684,7	453,0	-8,9	240,6	-213,5
8 + Rémunération des salariés reçue	2 432,7	-	-	2 432,7	14,8
9 – Subventions accordées	55,3	-	55,3	-	4,5
10+ Taxes de production et d'importation reçues	458,4	-	458,4	-	5,5
11 – Revenus de placement versés	1 129,6	1 033,7	49,6	46,2	435,1
12 + Revenus fonciers reçus	1 277,9	763,1	34,8	480,0	286,7
13 = Primäreinkommen (Net nationaleinkommen)	3 668,9	182,4	379,4	3 107,0	-346,1
14 – Impôts sur le revenu et sur la fortune payés	559,9	131,7	-	428,3	15,0
15+ Impôts sur le revenu et la fortune reçus	574,1	-	574,1	-	0,8
16 – Cotisations sociales nettes payées2	956,5	-	-	956,5	3,8
17 + Cotisations sociales nettes perçues2	957,8	158,4	798,6	0,8	2,5
18 – Prestations sociales monétaires versées	815,8	86,3	728,7	0,8	0,9
19 + A reçu des prestations sociales monétaires	805,6	-	-	805,6	11,2
20 – Autres transferts en cours effectués	480,8	276,4	95,5	109,0	93,4
21 + Reçu d'autres transferts courants	416,9	241,5	33,1	142,2	157,4
22 = Revenu disponible (concept de dépenses)	3 610,1	87,9	961,1	2 561,1	-287,3
23 – Dépenses de consommation	3 318,8	-	982,1	2 336,6	-
24 + Augmentation des créances de retraite des entreprises	-	-57,6	-	57,6	-
25 = Enregistrer	291,4	30,3	-21,0	282,1	-287,3
26 – Transferts en capital effectués	101,2	13,6	72,0	15,6	7,1
27+ transferts de richesse reçus	86,4	46,9	20,5	19,0	21,8
28 – Investissement brut	909,7	502,5	133,6	273,6	-
29 + amortissement	905,6	499,0	123,1	283,5	-
30 – Ajout net aux hors-prod. actifs	13,5	13,7	-0,5	0,2	-13,5
31 = solde de financement	259,2	46,4	-82,5	295,2	-259,2
Message:					
32 Revenu disponible (concept de dépenses)	3 610,1	87,9	961,1	2 561,1	-287,3
33 – Prestations sociales en nature accordées	621,2	-	621,2	-	-
34 + Bénéficié de prestations sociales en nature	621,2	-	-	621,2	-
35 = Revenu disponible (concept de consommation)	3 610,1	87,9	339,9	3 182,3	-287,3
36 – Consommation3	3 318,8	-	360,9	2 957,9	-
37 + Augmentation des créances de retraite des entreprises	-	-57,6	-	57,6	-
38 = Enregistrer	291,4	30,3	-21,0	282,1	-287,3

¹ Pour le secteur reste du monde, importe moins Exportations depuis ou vers le reste du monde.

Source : Prévisions de l'Institut.

² Y compris les cotisations sociales sur les plus-values moins les frais de service des systèmes privés de protection sociale.

³ Pour le secteur public, consommation collective, pour le secteur des ménages privés, organismes privés, etc., consommation individuelle (y compris les dépenses de consommation publique pour la consommation individuelle, c'est-à-dire y compris les avantages sociaux en nature).

Résultats annuels 2026 en milliards d'euros

Objet de la preuve	Total économie	Sociétés	Supports	Ménages privés et organisations privées s.d.	Reste du monde
1 = valeur ajoutée brute	4 120,0	2 776,2	492,3	851,5	-
2 – Dépréciation	930,1	511,9	127,0	291,2	-
3 = Valeur ajoutée nette1	3 189,9	2 264,3	365,3	560,4	-182,7
4 – Rémunération versée aux salariés	2 501,9	1 820,7	374,3	307,0	21,0
5 – Autres taxes de production payées	48,2	37,1	0,3	10,8	-
6 + Autres subventions reçues	59,8	57,6	0,2	2,0	-
7 = excédent d'exploitation/revenu d'un travail indépendant	699,6	464,2	-9,2	244,6	-203,7
8 + Rémunération des employés reçus	2 507,6	-	-	2 507,6	15,3
9 – Subventions accordées	55,5	-	55,5	-	4,5
0+ Taxes de production et d'importation reçues	474,4	-	474,4	-	5,6
1 – Revenus de placement versés	1 142,3	1 044,0	51,8	46,5	447,0
2 + Revenus fonciers reçus	1 295,3	777,3	35,7	482,4	293,9
3 = Primäreinkommen (Net nationaleinkommen)	3 779,2	197,4	393,7	3 188,1	-340,3
4 – Impôts sur le revenu et sur la fortune payés	571,5	133,0	-	438,4	15,4
5+ Impôts sur le revenu et la fortune reçus	586,0	-	586,0	-	0,9
6 – Cotisations sociales nettes payées2	992,7	-	-	992,7	4,0
7 + Cotisations sociales nettes perçues2	994,0	163,1	830,1	0,8	2,7
8 – Prestations sociales monétaires versées	843,0	88,5	753,7	0,8	1,0
9 + A reçu des prestations sociales monétaires	832,6	-	-	832,6	11,5
20 – Autres transferts en cours effectués	505,1	295,4	100,0	109,7	102,5
21 + Reçu d'autres transferts courants	437,7	256,9	32,9	147,9	170,0
2 = Revenu disponible (concept de dépenses)	3 717,2	100,5	989,0	2 627,7	-278,3
23 – Dépenses de consommation	3 413,3	-	1 012,3	2 401,1	-
24 + Augmentation des créances de retraite des entreprises	-	-57,7	-	57,7	-
5 = Enregistrer	303,8	42,8	-23,3	284,3	-278,3
6 – Transferts en capital effectués	101,1	14,3	71,1	15,8	7,3
?7+ transferts de richesse reçus	86,5	46,1	21,2	19,2	21,9
8 – Investissement brut	955,6	529,5	140,1	286,1	-
29 + amortissement	930,1	511,9	127,0	291,2	-
0 – Ajout net aux hors-prod. actifs	13,3	13,6	-0,5	0,2	-13,3
31 = solde de financement	250,3	43,5	-85,8	292,6	-250,3
Message:					
2 Revenu disponible (concept de dépenses)	3 717,2	100,5	989,0	2 627,7	-278,3
3 – Prestations sociales en nature accordées	644,2	_	644,2	-	-
4 + Bénéficié de prestations sociales en nature	644,2	-	-	644,2	-
5 = Revenu disponible (concept de consommation)	3 717,2	100,5	344,8	3 271,9	-278,3
6 – Consommation3	3 413,3	-	368,1	3 045,2	_
77 + Augmentation des créances de retraite des entreprises		-57,7	-	57,7	-
r Augmentation des creances de retraite des entreprises	303,8	42,8	-23,3	284,3	-278,3

¹ Pour le secteur reste du monde, importe moins Exportations depuis ou vers le reste du monde.

Source : Prévisions de l'Institut

² Y compris les cotisations sociales sur les plus-values moins les frais de service des systèmes privés de protection sociale.

³ Pour le secteur public, consommation collective, pour le secteur des ménages privés, organismes privés, etc., consommation individuelle (y compris les dépenses de consommation publique pour la consommation individuelle, c'est-à-dire y compris les avantages sociaux en nature).

Les données les plus importantes des comptes nationaux de l'Allemagne Estimation prospective pour les années 2024 à 2026

			2024 2025	2026	20	024	20	25	20:	26
	2023	2024	2025	2026	1er semest	re 2e semestre	1er semestre	2e semestre	1er semestre	2e semes
Création du produit intérieur										
Evolution en % par rapport à l'année précédente										
personnes employées	0,7	0,4	0,1	0,0	0,4	0,3	0,2	0,1	0,1	-0,0
Volume de travail	0,4	0,3	0,3	0,3	0,1	0,5	-0,0	0,6	0,1	0,
Heures de travail par personne occupée	-0,4	-0,0	0,2	0,3	-0,3	0,2	-0,2	0,5	0,0	0,
Productivité1	-0,6	-0,4	0,5	0,9	-0,4	-0,5	0,2	0,7	1,1	0,
Produit intérieur brut, ajusté des prix	-0,3	-0,1	0,8	1,3	-0,2	0,0	0,2	1,3	1,2	1,
		.,		,				,	· · · · ·	
Utilisation du produit national aux prix courants										
a) Milliard Euro						11			<u> </u>	
Dépenses de consommation	3 110,8 2	3 223,2	3 318,8 2	3 413,3	1 573,6 1	1 649,6 1	1 616,8 1	1 702,0 1	1 663,6 1	1 749,8
Ménages privés2	205,6	2 274,1	336,6	2 401,1	112,3	161,9	138,4	198,2	170,5	1 230,5
Supports	905,2	949,1	982,1	1 012,3	461,3	487,8	478,4	503,8	493,0	519,2
Investissements en capital fixe	899,9	894,3	913,8	960,6	438,3	456,0	439,9	473,9	460,5	500,
bâtiments	466,1	462,7	467,2	487,7	230,2	232,6	228,4	238,9	237,1	250,6
Équipements	275,7	263,0	269,5	287,9	127,2	135,8	126,7	142,8	134,3	153,
Autres investissements fixes	158,0	168,6	177,1	184,9	80,9	87,7	84,9	92,2	89,0	95,
Variation des stocks3	7,2	-8,0	-4,0	-4,7	6,5	-14,5	10,5	-14,5	10,5	-15,2
Usage domestique	4 017,9	4 109,5	4 228,5	4 369,2	2 018,4	2 091,2	2 067,1	2 161,4	2 134,6	2 234,7
Contribution externe	167,7	203,8	192,9	182,4	113,7	90,1	106,7	86,2	102,2	80,
En termes d'information : par rapport au PIB en pourcentage	4,0	4,7	4,4	4,0	5,3	4,1	4,9	3,8	4,6	3,
Exporte	1 816,6	1 831,1	1 878,4	1 937,4	911,3	919,8	926,6	951,8	954,9	982,4
Importe	1 649,0 1 62	7,3 4 185,6	1 685,5	1 755,0	797,6	829,7	820,0	865,5	852,8	902,2
Produit intérieur brut b)	4 313,4		4 421,4	4 551,7	2 132,1	2 181,3	2 173,8	2 247,6	2 236,8	2 314,9
Variation en % par rapport à l'année précédente										
Dépenses de consommation	5,6	3,6	3,0	2,9	4,0	3,2	2,7	3,2	2,9	2.
Ménages privés2	6,3	3,1	2,7	2,8	3,4	2,9	2,3	3,1	2,8	2.
Supports	4,1	4,9	3,5	3,1	5,6	4,2	3,7	3,3	3,1	3,
investissements en capital fixe	4,9	-0,6	2,2	5,1	-0,8	-0,5	0,4	3,9	4,7	5,
bâtiments	4,4	-0,7	1,0	4,4	-1,4	-0,0	-0,8	2,7	3,8	4,
	4,8	-4,6	2,5	6,8	-4,1	-5,1	-0,4	5,2	6,1	7,
Équipements										
Autres investissements fixes	6,2	6,6	5,1	4,4	7,0	6,3	4,9	5,2	4,9	4,
Usage domestique	4,2	2,3	2,9	3,3	2,3	2,3	2,4	3,4	3,3	3,
Exporte	0,4	0,8	2,6	3,1	-0,5	2,1	1,7	3,5	3,1	3,
	-3,6	-1,3	3,6	4,1	-4,1	1,5	2,8	4,3	4,0	4,:
	-3,6 5,9	-1,3 3,1	3,6 2,5	4,1 2,9	-4,1 3,6	2,5	2,8	4,3 3,0	4,0 2,9	
Importe Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré	5,9						111		-	
Produit intérieur brut	5,9						111		-	4,; 3,i
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré	5,9	3,1		2,9			111		-	
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro	5,9 éférence 2015)	3,1	2,5	2,9	3,6	2,5	2,0	3,0	2,9	3,
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation	5,9 Seférence 2015)	3,1 2 700,1 2 72	2,5	2,9	1 332,6	1 367,5	1 343,2	1 384,0	2,9	1 397,3 981,1
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Militard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports	5,9 Efference 2015) 2 676,9 1 881,9	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1	2,5 7,2 2 753,8 1 88	2,9 9,8 1 907,3	1 332,6 930,4	2,5 1 367,5 959,3	2,0 1 343,2 935,6	3,0 1 384,0 971,7	2,9 1 356,6 945,0	1 397,3
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports	5,9 iderence 2015) 2 676,9 1 881,9 795,2	2 700,1 2 72 1 926,1 810,6	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3	2,9 9,8 1 907,3 828,1	1 332,6 930,4 402,3	2,5 1 367,5 959,3 408,3	2,0 1 343,2 935,6 407,9	3,0 1 384,0 971,7 412,4	2,9 1 356,6 945,0 411,8	1 397,3 981,1 416,3
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports nivestissements en capital fixe bâtiments	5,9 deference 2015) 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1	1 397,3 981,1 416,3
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports nvestissements en capital fixe	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3 334,0 223,3	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0	1 397,3 981, 416,3 381, 175,
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports nivestissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7	3, 1 397,3 981,1 416,3 381,1 175, 125,
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Depenses de consommation Ménages privés2 Supports nvestissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5	3,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7	3, 1 397,3 981, 416,3 381, 175, 125, 83,
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports Investissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1	3,1 2700,1272 1926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2 1 525,6 1	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 782,6	3, 1 397,3 981,1 416,5 381,1 175, 125, 83, 1 785,1
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports nivestissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1 352,0	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2 1 525,6 1 338,1	2,5 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2 1 367,6	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9 659,3	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7 678,8	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2 668,4	3,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0 699,1	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 782,6 686,5	3, 981, 416, 381, 175, 125, 83, 1 785, 801,
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports Investissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe Produit intérieur brut b)	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1	3,1 2700,1272 1926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2 1 525,6 1	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 782,6	3, 1 397,3 981,1 416,3 381,1 175, 125, 83,
Produit intérieur brut Julisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré p) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports nivestissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe Produit intérieur brut b)	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1 352,0 3 615,5	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2 1 525,6 1 338,1 3 612,1	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2 1 367,6 3 639,4 3 68	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9 659,3 1 795,9	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7 678,8 1 816,3	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2 668,4 1 798,8	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0 699,1 1 840,6	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 782,6 686,5 1 820,5	3, 1 397,3 981,1 416,3 381,1 175, 125,83, 1 785,1 801,720,1 1 864,7
Produit intérieur brut Jilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré p) Milliard Euro Pepenses de consommation Ménages privés2 Supports nivestissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe Produit intérieur brut b) Variation en % par rapport à l'année précédente	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1 352,0	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2 1 525,6 1 338,1	2,5 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2 1 367,6	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9 659,3	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7 678,8	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2 668,4	3,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0 699,1	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 782,6 686,5	3, 981, 416, 381, 175, 125, 83, 1 785, 801, 720,
Produit intérieur brut Jitilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports Investissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe Produit intérieur brut b) Variation en % par rapport à l'année précédente	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1 352,0 3 615,5	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2 1 525,6 1 338,1 3 612,1	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2 1 367,6 3 639,4 3 68	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9 659,3 1 795,9	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7 678,8 1 816,3	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2 668,4 1 798,8	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0 699,1 1 840,6	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 782,6 686,5 1 820,5	3, 981, 416, 381, 175, 125, 83, 1 785, 801, 720, 1 864,7
Produit intérieur brut Jilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré p) Milliard Euro Pepenses de consommation Ménages privés2 Supports nivestissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe Produit intérieur brut b) Variation en % par rapport à l'année précédente	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1 352,0 3 615,5	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2 1 525,6 1 338,1 3 612,1	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2 1 367,6 3 639,4 3 68	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4 5,3	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9 659,3 1 795,9	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7 678,8 1 816,3	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2 668,4 1 798,8	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0 699,1 1 840,6	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 782,6 686,5 1 820,5	3, 981, 416, 381, 175, 125, 83, 1 785, 801, 720, 1 864,7
Produit intérieur brut Jitilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré y) Milliard Euro Depenses de consommation Ménages privés2 Supports Destinants Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe Produit intérieur brut b) Variation en % par rapport à l'année précédente Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1 352,0 3 615,5	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2 1 525,6 1 338,1 3 612,1	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2 1 367,6 3 639,4 3 68	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4 5,3	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9 659,3 1 795,9	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7 678,8 1 816,3	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2 668,4 1 798,8	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0 699,1 1 840,6	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 762,6 686,5 1 820,5	3, 981, 416, 381, 175, 125, 83, 1 785, 801, 720, 1 864,7
Produit intérieur brut Jitilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Jépenses de consommation Ménages privés2 Supports nivestissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe Produit intérieur brut b) Variation en % par rapport à l'année précédente Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1 352,0 3 615,5	3,1 2700,1272 1926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2 1 525,6 1 338,1 3 612,1	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2 1 367,6 3 639,4 3 68	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4 5,3	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9 659,3 1 795,9	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7 678,8 1 816,3	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2 668,4 1 798,8 0,6 1,4	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0 699,1 1 840,6	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 762,6 686,5 1 820,5	3, 1 397,3 981,1 416,3 81,1 175, 125, 83,1 785, 801, 720, 1 864,7
Produit intérieur brut Jitilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports Investissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe Produit intérieur brut b) Variation en % par rapport à l'année précédente Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports Investissements en capital fixe	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1 352,0 3 615,5	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2 1 525,6 1 338,1 3 612,1	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2 1 367,6 3 639,4 3 68 1,0 0,9 1,2 0,5	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4 5,3 1,0 1,0 1,0 3,4	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9 659,3 1 795,9	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7 678,8 1 816,3	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2 668,4 1 798,8 0,6 1,4 -1,5	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0 699,1 1 840,6 1,2 1,3 1,0 2,4	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 762,6 686,5 1 820,5	3 3 4 1 397,3 981, 416, 381, 175, 125, 83 1 785, 801, 720, 1 864, 1 1 0 0 3 3
Produit intérieur brut Jitilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré y) Milliard Euro Pepenses de consommation Ménages privés2 Supports Investissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe Produit intérieur brut b) Variation en % par rapport à l'année précédente Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports Supports Nénages privés2 Supports	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1 352,0 3 615,5	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2 1 525,6 1 338,1 3 612,1 0,9 0,4 1,9 -3,2 -3,6	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2 1 367,6 3 639,4 3 68 1,0 0,9 1,2 0,5 -0,3	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4 5,3 1,0 1,0 1,0 3,4 2,7	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9 659,3 1 795,9	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7 678,8 1 816,3	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2 668,4 1 798,8 0,6 1,4 -1,5 -2,3	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0 699,1 1 840,6 1,2 1,3 1,0 2,4 1,6	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 782,6 686,5 1 820,5	3, 981, 416, 381, 175, 125, 83, 1 785, 801, 720, 1 864,7
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports nivestissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe Produit intérieur brut b) Variation en % par rapport à l'année précédente Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports investissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1 352,0 3 615,5	3,1 2700,1272 1926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3426,2 1 525,6 1 338,1 3 612,1 0,9 0,4 1,9 -3,2 -3,6 -6,7	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2 1 367,6 3 639,4 3 66 1,0 0,9 1,2 0,5 -0,3 0,5	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4 5,3 1,0 1,0 1,0 3,4 2,7 5,0	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9 659,3 1 795,9 1,0 0,4 2,2 -3,2 -4,1 -6,1	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7 678,8 1 816,3 0,8 0,4 1,7 -3,3 -3,0 -7,2	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2 668,4 1 798,8 0,6 1,4 -1,5 -2,3 -2,4	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0 699,1 1 840,6 1,2 1,3 1,0 2,4 1,6 3,2	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 782,6 686,5 1 820,5	1 397,3 981,1 416,3 381,175,125,83,1785,1785,179,179,179,179,179,179,179,179,179,179
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports nivestissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe Produit intérieur brut b) Variation en % par rapport à l'année précédente Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports investissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1 352,0 3 615,5 -0,3 -0,4 -0,1 -1,2 -3,4 -0,8 4,7 -0,4	3,1 2 700,1 2 72 1 926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3 426,2 1 525,6 1 338,1 3 612,1 0,9 0,4 1,9 -3,2 -3,6 -6,7 3,9 -0,5	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2 1 367,6 3 639,4 3 66 1,0 0,9 1,2 0,5 -0,3 0,5 2,7 1,0	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4 5,3 1,0 1,0 1,0 3,4 2,7 5,0 2,7 1,5	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9 659,3 1 795,9 1,0 0,4 2,2 -3,2 -4,1 -6,1 4,6 -0,9	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7 678,8 1 816,3 0,8 0,4 1,7 -3,3 -3,0 -7,2 3,2 -0,1	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2 668,4 1 798,8 0,6 1,4 -1,5 -2,3 -2,4 2,3 0,5	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 763,0 699,1 1 840,6 1,2 1,3 1,0 2,4 1,6 3,2 3,1 1,5	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 782,6 686,5 1 820,5 1,0 1,0 2,3 4,1 3,0 1,4	1 397,3 981,1 416,3 381,175,125,83,1785,1785,179,179,179,179,179,179,179,179,179,179
Produit intérieur brut Utilisation du produit national, informations chaînées sur les volumes (année de ré a) Milliard Euro Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports Investissements en capital fixe bâtiments Équipements Autres investissements fixes Usage domestique Exporte Importe Produit intérieur brut b) Variation en % par rapport à l'année précédente Dépenses de consommation Ménages privés2 Supports Investissements en capital fixe bâtiments Équipements investissements en capital fixe bâtiments Équipements	5,9 2 676,9 1 881,9 795,2 730,8 346,4 239,3 147,4 3 442,9 1 526,8 1 352,0 3 615,5	3,1 2700,1272 1926,1 810,6 707,3 334,0 223,3 153,1 3426,2 1525,6 1 338,1 3612,1 0,9 0,4 1,9 -3,2 -3,6 -6,7 3,9	2,5 7,2 2 753,8 1 88 820,3 710,7 332,9 224,4 157,3 3 459,7 1 549,2 1 367,6 3 639,4 3 66 1,0 0,9 1,2 0,5 -0,3 0,5 2,7	2,9 9,8 1 907,3 828,1 734,7 342,0 235,5 161,5 3 510,6 1 584,3 1 407,4 5,3 1,0 1,0 1,0 3,4 2,7 5,0 2,7	3,6 1 332,6 930,4 402,3 348,0 166,9 108,3 73,8 1 693,7 761,9 659,3 1 795,9 1,0 0,4 2,2 -3,2 -4,1 -6,1 4,6	2,5 1 367,5 959,3 408,3 359,3 167,1 115,0 79,3 1 732,5 763,7 678,8 1 816,3 0,8 0,4 1,7 -3,3 -3,0 -7,2 3,2	2,0 1 343,2 935,6 407,9 342,9 163,1 105,7 75,5 1 701,9 766,2 668,4 1 798,8 0,6 1,4 -1,5 -2,3 -2,4 2,3	3,0 1 384,0 971,7 412,4 367,8 169,8 118,7 81,8 1 757,8 783,0 699,1 1 840,6 1,2 1,3 1,0 2,4 1,6 3,2 3,1	2,9 1 356,6 945,0 411,8 353,1 166,9 110,0 77,7 1 725,5 782,6 686,5 1 820,5 1,0 1,0 1,0 2,3 4,1 3,0	1 397,3 981,1 416,3 381,175,125,83,1785,1785,179,179,179,179,179,179,179,179,179,179

encore : Les données les plus importantes des comptes nationaux de l'Allemagne Estimation prospective pour les années 2024 à 2026

	ľ		7		20	024	20	25	20	26
	2023	2024	2025	2026		re 2e semestre				T .
			4						,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	,
Niveau de prix du côté utilisation du produit intérieur (2015=100)										
Evolution en % par rapport à l'année précédente	Ī				ľ		ë .	all .	ri .	
Dépenses de consommation privée2	6,7	2,7	1,8	1,8	2,9	2,5	1,8	1,8	1,8	1,7
Dépenses de consommation du gouvernement	4,2	2,9	2,3	2,1	3,3	2,4	2,3	2,3	2,1	2,1
Investissements en capital fixe	6,1	2,7	1,7	1,7	2,5	2,9	1,9	1,5	1,7	1,7
bâtiments	8,1	2,9	1,3	1,6	2,8	3,1	1,5	1,1	1,5	1,7
Équipements	5,7	2,2	2,0	1,8	2,1	2,3	2,1	1,9	1,8	1,7
Exporte	0,7	0,9	1,0	0,9	0,4	1,3	1,1	0,9	0,9	0,8
Importe	-3,0	-0,3	1,3	1,2	-1,5	0,9	1,4	1,3	1,3	1,1
Produit intérieur brut	6,1	3,2	1,7	1,7	3,8	2,5	1,8	1,7	1,7	1,7
6. Génération et répartition des revenus										
a) Milliard Euro							11	Ш		
Revenu primaire des ménages privés2 Cotisations	2 896,0	3 020,2	3 107,0	3 188,1	1 478,5	1 541,7	1 519,3	1 587,7	1 556,8	1 631,3
sociales des employeurs Salaires bruts	383,0	401,7	421,9	436,2	193,6	208,0	204,5	217,4	211,3	225,0
Autres revenus primaires4 Revenu	1 846,0	1 947,1	2 010,7	2 071,4	931,0	1 016,1	963,7	1 047,0	991,5	1 079,9
primaire des autres secteurs	667,0	671,5	674,4	680,5	353,9	317,6	351,1	323,3	354,1	326,4
Revenu national net (revenu primaire)	578,2	556,6	561,9	591,1	270,7	285,9	262,4	299,5	278,3	312,8
	3 474,2 3 57	76,8 858,0	3 668,9	3 779,2	1 749,2	1 827,6	1 781,7	1 887,2	1 835,1	1 944,1
Dépréciation du	885,7		905,6	930,1	440,5	445,2	450,8	454,8	462,1	468,0
revenu national brut	4 332,2	4 462,5	4 574,5	4 709,3	2 189,7	2 272,9	2 232,5	2 342,0	2 297,2	2 412,1
Message:										
Revenu national	3 134,5 3 18	39,9 2 229,0	3 265,7	3 360,3	1 557,9	1 632,0	1 582,6	1 683,2	1 627,9	1 732,4
Rémunération des salariés	2 348,8		2 432,7	2 507,6	1 124,6	1 224,2	1 168,2	1 264,4	1 202,7	1 304,9
Revenus d'entreprise et de propriété	905,4	841,2	833,1	852,6	433,3	407,9	414,4	418,7	425,1	427,5
b) Variation en % par rapport à l'année précédente										
Revenu primaire des ménages privés2	6,0	4,3	2,9	2,6	4,6	4,0	2,8	3,0	2,5	2,7
Cotisations sociales des employeurs	4,0	4,9	5,0	3,4	4,9	4,8	5,6	4,5	3,3	3,5
Salaires et traitements bruts	7,4	5,5	3,3	3,0	6,1	4,9	3,5	3,0	2,9	3,1
Salaires et traitements bruts par salarié Autres revenus	6,4	5,0	3,1	2,9	5,6	4,5	3,3	2,8	2,7	3,1
primaires4	3,5	0,7	0,4	0,9	0,8	0,5	-0,8	1,8	0,9	1,0
Revenu primaire des autres secteurs	1,6	-3,7	0,9	5,2	-1,8	-5,5	-3,0	4,7	6,0	4,5
Net Nationaleinkommen (Primäreinkommen)	5,3	3,0	2,6	3,0	3,6	2,4	1,9	3,3	3,0	3,0
Dépréciation	7,6	3,2	2,2	2,7	3,2	3,2	2,3	2,2	2,5	2,9
Revenu National Brut	5,7	3,0	2,5	2,9	3,5	2,5	2,0	3,0	2,9	3,0
Message:										
Revenu national	6,8	1,8	2,4	2,9	2,5	1,1	1,6	3,1	2,9	2,9
Rémunération des salariés	6,8	5,4	3,6	3,1	5,9	4,9	3,9	3,3	3,0	3,2
Revenus d'entreprise et de propriété	6,7	-7,1	-1,0	2,3	- 5,5	-8,7	-4,4	2,7	2,6	2,1
Down the West of the second se						-1:-				
Revenus et utilisation des revenus par les ménages privés2										
a) Milliard Euro					· · · · ·					
revenu de masse	1 857,9	1 961,8 2 01			944,4	1 017,4	973,6	1 043,9	1 002,7	1 075,7
Salaires et traitements nets	1 286,5	1 355,4 1 38	34,3 773,0	1 424,1	644,7	710,7	659,4	724,9	677,2	746,9
Prestations sociales monétaires	730,6	805,6		832,6	382,8	390,2	399,7	405,9	414,2	418,4
moins impôts sur les prestations sociales et impôts liés à la consommation	159,2	166,6	172,4	178,2	83,1	83,5	85,5	86,9	88,6	89,5
Autres revenus primaires4	667,0	671,5	674,4	680,5	353,9	317,6	351,1	323,3	354,1	326,4
Autres transferts (solde)5	-120,5	-132,3		1,2 2 561,1	-58,8	-73,4	-59,1	-71,7	-59,4	-71,8
Revenu disponible	2 404,4	2 501,0	2 627,7		1 239,5	1 261,5	1 265,6	1 295,5	1 297,4	1 330,3
Augmentation des demandes de retraite des entreprises	57,7	57,6	57,6	57,7	28,0	29,6	28,0	29,6	28,0	29,6
Dépenses de consommation	2 205,6	2 274,1	2 336,6	2 401,1	1 112,3	1 161,9	1 138,4	1 198,2	1 170,5	1 230,5
Sauvegarder	256,5	284,5	282,1	284,3	155,2	129,3	155,2	126,9	154,9	129,4
Taux d'épargne en	10,4	11,1	10,8	10,6	12,2	10,0	12,0	9,6	11,7	9,5
pourcentage6 b) Evolution en % par rapport à l'année précédente										
revenu de masse	8,4	5,6	2,8	3,0	6,4	4,8	3,1	2,6	3,0	3,0
Salaires et traitements nets	9,5	5,4	2,1	2,9	6,6	4,2	2,3	2,0	2,7	3,0
Prestations sociales monétaires	6,1	5,8	4,2	3,3	6,2	5,4	4,4	4,0	3,6	3,1
moins impôts sur les prestations sociales et taxes liées à la consommation Autres	6,9	4,7	3,5	3,3	7,3	2,1	2,9	4,0	3,6	3,1
revenus primaires4 Revenu	3,5	0,7	0,4	0,9	0,8	0,5	-0,8	1,8	0,9	1,0
disponible Dépenses de	6,9	4,0	2,4	2,6	4,7	3,4	2,1	2,7	2,5	2,7
consommation Épargne	6,3	3,1	2,7	2,8	3,4	2,9	2,3	3,1	2,8	2,7

encore : Les données les plus importantes des comptes nationaux de l'Allemagne Estimation prospective pour les années 2024 à 2026

		0004			2024		2025		2026	
	2023	2024	2025	2026	1er semestr	e 2e semestre	1er semestre	2e semestre	1er semestre	2e semes
'. Recettes et dépenses publiques7										
revenu							i	i	li.	
Diriger	957,6	998,2	1 032,5 1 06	0.4	486,7	511,5	502,4	530,2	516,3	544,
Cotisations sociales nettes	709,9	754,7	798,6	830,1	364,2	390,5	387,4	411,2	402,1	428,
Revenus fonciers	31,4	33.5	34,8	35.7	17,2	16,2	18,0	16,8	18,5	17
Autres transferts	33,4	32,7	33,1	32,9	13,7	19,0	13,8	19,3	13,6	19
Transferts de patrimoine	19,4	19,8	20,5	21,2	8,4	11,4	8,7	11,8	9,0	12
Ventes	165,5	176,9	184,8	192,3	83,2	93,7	87,1	97,7	90,6	101
Autres subventions	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	(
En tout	1 917,4	2 015,9	2 104,6 2 17		973,5	1 042,3	1 017,5	1 087,1	1 050,1	1 122,
dépense				_,.			, .			
Services avancés8	626,4	663,6	689,5	712,7	320,4	343,2	334,0	355,5	345,1	367,
Rémunération des salariés	337,6	352,2	363,4	374,3	169,1	183,2	174,4	189,0	179,7	194
Revenus de placement (intérêts)	36,6	46,0	49,6	51,8	22,7	23,2	25,0	24,7	26,1	25
Subventions	84,5	55,1	55,3	55,5	25,5	29,6	25,5	29,8	25,5	29
Avantages sociaux monétaires	657,0	697,8	728,7	753,7	345,2	352,6	361,3	367,4	374,8	378
Autres transferts en cours	91,9	89,0	95,5	100,0	42,9	46,0	46,2	49,3	48,4	51
Transferts de patrimoine	74,4	77,9	72,0	71,1	30,5	47,3	28,4	43,6	27,8	43
Investissement brut	117,1	127,4	133,6	140,1	55,5	72,0	58,2	75,3	60,8	79
Ajout net au hors-prod. Actif Solde de financement total		5 2 025,0 2	-0,5	-0,5	-0,2	-0,3	-0,2	-0,3	-0,2	-0
Ajout net au nors-prod. Actil Soide de illiancement total	108,5	3 2 023,0 2	2 187,0	2 258,5	1 011,6	1 096,9	1 052,7	1 134,4	1 088,0	1 170,
		20.0								
	-107,5	-92,6	-82,5	-85,8	-38,1	-54,5	-35,2	-47,3	-37,8	-48,
b) Variation en % par rapport à l'année précédente		-								
revenu										
Diriger	-0,3	4,2	3,4	2,7	3,6	4,9	3,2	3,6	2,8	2
Cotisations sociales nettes	6,4	6,3	5,8	3,9	6,5	6,2	6,4	5,3	3,8	4
Revenus fonciers	68,7	6,6	4,1	2,5	8,1	5,1	4,6	3,5	2,5	2
Autres transferts	14,5	-2,2	1,3	-0,8	-6,7	1,3	0,7	1,8	-1,0	-0
Transferts de patrimoine	5,6	1,9	3,7	3,1	-1,8	4,7	4,1	3,5	2,9	3
Ventes	4,6	6,8	4,5	4,1	6,2	7,4	4,6	4,3	4,1	4
Autres subventions	2,7	-14,7	-3,2	-2,5	-25,0	-7,5	-4,3	-2,6	-2,8	-2
En tout	3,5	5,1	4,4	3,2	4,7	5,5	4,5	4,3	3,2	3
dépense										
Services avancés8	3,2	5,9	3,9	3,4	6,6	5,4	4,3	3,6	3,3	3
Rémunération des salariés	5,3	4,3	3,2	3,0	5,1	3,6	3,1	3,2	3,0	3
Revenus de placement (intérêts)	31,2	25,7	8,0	4,3	31,9	20,1	9,9	6,1	4,7	3
Subventions	25,3	-34,8	0,3	0,3	-39,8	-29,9	-0,0	0,6	0,2	0
Avantages sociaux monétaires	7,0	6,2	4,4	3,4	6,7	5,8	4,6	4,2	3,7	3
Autres transferts en cours	-17,5	-3,1	7,3	4,8	-2,7	-3,5	7,5	7,1	4,8	4
Transferts de patrimoine	-4,4	4,6	-7,5	-1,3	2,9	5,7	-7,2	-7,8	-2,0	-0
Investissement brut	4,4	8,8	4,8	4,9	9,8	8,1	5,0	4,6	4,4	ŧ
Ajout net au hors-prod. Actifs Total	-50,3	-7,9	0,5	0,5	-19,5	0,7	0,5	0,5	0,5	C
	4,5	4,1	3,7	3,3	4,4	3,9	4,1	3,4	3,4	3

¹ Produit intérieur brut ajusté aux prix par heure d'emploi.

Sources : Office fédéral de la statistique (série 18 : Comptes nationaux) ; calculs des instituts ; 2024 à 2026 : prévisions de l'Institut.

² Y compris les organisations privées à but non lucratif.

³ Y compris les ajouts nets aux objets de valeur.

4 Revenu d'un travail indépendant/excédent d'exploitation ainsi que les revenus de placements reçus moins les revenus de placements payés.

5 Autres transferts reçus moins autres transferts effectués.

Adules dariserts regus indiris adules dariserts effectues.

6 Épargne en % du revenu disponible (y compris augmentation des droits à pension d'entreprise).

7 Collectivités locales et sécurité sociale.

⁸ Y compris les avantages sociaux en nature et autres impôts sur la production.

Contrat de service du Ministère fédéral de l'Économie et de la Protection du climat



Le groupe de projet Diagnostic communautaire comprend :



Institut allemand d'économie recherche eV (DIW Berlin) www.diw.de



Institut ifo – Institut Leibniz pour Recherche économique à l'Université de Munich eV www.ifo.de

en coopération avec : Institut autrichien de recherche économique (Wifo) www.wifo.ac.at



Institut de Kiel pour l'économie mondiale (IfW Kiel) www.ifw-kiel.de



Institut Leibniz d'économie recherche Halle (IWH) www.iwh-halle.de



RWI – Institut Leibniz pour Recherche économique www.rwi-essen.de

en coopération avec : Institut d'études avancées de Vienne www.ihs.ac.at